

EURASIE

Europe : chaque année, au moins 55 millions d'enfants subissent de la violence

14 janvier 2020

Chaque année, au moins 55 millions d'enfants subissent une forme ou une autre de violence en Europe, notamment des violences physiques, sexuelles, émotionnelles et psychologiques, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« En outre, 700 enfants sont assassinés chaque année » en Europe, a signalé le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, soulignant néanmoins que « malgré l'ampleur de ce chiffre, il est bien établi que les incidents de violence interpersonnelle sont largement sous-déclarés ».

Tout en tenant compte du nombre sous-déclaré d'abus, l'OMS estime que sur les 204 millions d'enfants de moins de 18 ans en Europe, 9,6% subissent des abus sexuels, 22,9% des abus physiques et 29,1% des abus psychologiques.

Selon l'agence onusienne, les études démontrent clairement que les enfants victimes de violence sont plus exposés aux risques de maladie mentale, de consommation de drogues, d'alcool et d'obésité, mais aussi de maladies chroniques plus tard dans la vie.

Source : ONU

Grèce : manifestations contre les camps de migrants

22 janvier 2020

Rappel du contexte

La Grèce a plus de 90.000 demandeurs d'asile, dont près de 42.000 sur les îles égéennes proches de la Turquie. En 2019, plus de 74.000 migrants sont arrivés en Grèce, selon le HCR.

Les camps de migrants sont surpeuplés. Des centaines de migrants continuent d'arriver quotidiennement dans les îles. Ils y vivent dans des conditions infâmes.

Les Grecs veulent récupérer leurs îles

Des milliers de Grecs ont protesté sur les îles égéennes, réclamant le départ immédiat de demandeurs d'asile.

Les îles de Lesbos, Samos et Chios observaient une grève générale de 24 heures.

"Nous voulons récupérer nos îles, nous voulons récupérer nos vies".

Au bord de l'asphyxie, le camp de Moria sur l'île de Lesbos, dont les conditions sordides sont dénoncées par le Haut-commissariat aux réfugiés de l'Onu (HCR), accueille plus de 19.000 demandeurs d'asile pour une capacité de 2.840 personnes.

Les manifestants réclament que l'UE assume ses responsabilités envers les migrants, ne laissant pas la Grèce seule face à ce problème.

A Samos, où 7.500 migrants vivent dans le camp de Vathy, d'une capacité de 650 personnes, une foule a envahi le port pour protester.

La question migratoire est devenue un casse-tête pour le gouvernement de droite de Kyriakos Mistotakis : la Grèce est redevenue en 2019 la première porte d'entrée des migrants en Europe après une accalmie qui avait suivi le grand exode de 2015.

En novembre, le gouvernement a annoncé la création de nouveaux camps, de plus de 5.000 personnes chacun, sur les cinq îles de la mer Egée. Mais les responsables locaux s'y opposent fermement, exigeant que la capacité des centres soit limitée à 1.000 personnes.

Sources : RFI, AFP

Extension du réseau 5G dans l'Union Européenne : Ursula von der Leyen émet des réserves sur la participation de Huawei, évoquant des risques d'espionnage

27 décembre 2019

"S'il existe un risque que les données des citoyens ou des entreprises soient exploitées en vertu (d'une loi chinoise sur les services secrets), nous ne pouvons pas l'accepter" en Europe, a déclaré la présidente de la Commission européenne.

La 5G en Europe est l'un des principaux sujets de crispation économique et politique entre l'Union européenne et la Chine au moment où les deux puissances veulent développer un nouveau partenariat stratégique.

Mme von der Leyen fait référence à une loi qui oblige des entreprises comme Huawei à transmettre des informations à l'État chinois.

Washington a déjà exclu Huawei des États-Unis et veut le faire bannir par l'UE en invoquant les risques d'espionnage pour le compte de Pékin.

Source : Boursorama avec AFP

Lutte anticorruption et lobbies : la France épinglée par le Conseil de l'Europe

10 janvier 2020

Dans un rapport, le Greco (Groupe d'États contre la corruption) du Conseil de l'Europe appelle la France à mettre en œuvre une meilleure politique de lutte contre la corruption. Ils s'inquiètent également de la proximité opaque entre l'exécutif et les représentants d'intérêts.

Le Greco évoque des changements possibles dans l'administration, la police et même jusqu'au plus haut niveau de l'État, la présidence de la République, pour améliorer la lutte contre la corruption.

Le rapport propose que les déclarations de patrimoine et d'intérêts du chef de l'État soient « examinées dès son entrée en fonction » par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Pour lutter contre le lobbying, les auteurs suggèrent, par exemple, que les personnes exerçant de hautes fonctions de l'exécutif (PHFE) « *soient tenues de faire rapport publiquement et à intervalles réguliers des représentants d'intérêts rencontrés et des thématiques discutées* ».

Autre point, le Greco recommande d'étendre la déclaration de patrimoine et d'intérêts aux « *conjoints, partenaires et personnes* » à la charge des PHFE ainsi que de s'intéresser davantage « *aux intérêts déclarés par les proches conseillers des ministres et du président de la République* ».

L'un des derniers points soulevés par le Greco, qui n'est pas l'un des moindres, est celui de l'indépendance de la justice dans les cas de corruption ou conflits d'intérêts impliquant un membre du gouvernement.

Les ministres relevant de la juridiction spécialisée de la Cour de justice de la République (CJR), les auteurs du rapport notent une situation « *problématique* ». La cour étant composé de 15 jurys, dont 12 parlementaires, le Greco s'inquiète de cette « *composition de nature à jeter un doute sur l'indépendance et l'impartialité de cette juridiction* ».

Source : RFI

Le procès pour « corruption » de Nicolas Sarkozy aura lieu en octobre 2020

8 janvier 2020

Le tribunal correctionnel a communiqué les dates du procès de Nicolas Sarkozy. L'ancien président français est poursuivi notamment pour la « corruption » d'un haut magistrat de la Cour de cassation.

C'est la première fois sous la Ve république qu'un ancien président français devra répondre de faits de « corruption » sous son mandat. Du 5 au 22 octobre 2020, Nicolas Sarkozy sera jugé pour ce motif et pour « trafic d'influence » par le tribunal correctionnel.

L'ex-président français est soupçonné d'avoir tenté d'obtenir début 2014, via son avocat Thierry Herzog, des informations secrètes détenues par un magistrat de la Cour de cassation dans une procédure en cours le concernant en échange d'un coup de pouce pour un poste à Monaco.

Source : RFI

Espagne : manifestations de l'extrême droite contre le gouvernement Sanchez

13 janvier 2020

Alors que le socialiste Pedro Sanchez forme son gouvernement, la formation populiste d'ultra droite Vox a appelé dimanche 12 janvier à manifester dans la plupart des grandes villes espagnoles. Des dizaines de milliers de personnes ont répondu à l'appel en invoquant un nouveau gouvernement pour eux inacceptable.

À l'appel des dirigeants de Vox, le nouveau parti de la droite populiste qui est devenu la troisième force parlementaire à la chambre basse, ils étaient des milliers à exprimer leur colère

contre le leader socialiste. Ils lui reprochent de s'allier avec la gauche radicale de Podemos, et surtout de tenter un dialogue avec les séparatistes catalans.

Or, pour les militants et les sympathisants de Vox, il n'y a rien à négocier avec les sécessionnistes. À leurs yeux, il faut juste mettre tous leurs leaders en prison et placer la Catalogne sous la tutelle du pouvoir central.

Riche région du nord-est de l'Espagne qui a tenté de faire sécession en 2017, la Catalogne a été secouée en octobre par des manifestations parfois violentes après la condamnation à la prison de 9 dirigeants séparatistes.

Avec les manifestations du 12 décembre dans tout le pays, Vox prouve être une formation capable de mobiliser des milliers de gens. Au grand dam du Parti populaire, son rival de droite, qui craint que l'ultra droite séduise chaque fois plus son électorat.

Sources : RFI, AFP

L'UE et le Royaume-Uni bouclent les dernières formalités de leur divorce

24 janvier 2020

Le Royaume-Uni et l'Union européenne bouclent les dernières formalités avant leur séparation : Bruxelles et Londres ont signé vendredi l'accord de divorce qui n'a plus qu'à être ratifié par le Parlement européen pour finaliser la rupture d'une union tumultueuse.

La séparation historique doit avoir lieu le 31 janvier.

Définitivement validé mercredi par le Parlement britannique et promulgué jeudi par la reine Elizabeth II, l'accord sera soumis au Parlement européen le mercredi 29 janvier pour ratification. Les diplomates des États membres de l'UE l'approuveront le lendemain par écrit et il s'agira de la dernière étape de la procédure.

Source : AFP

Brexit : la croissance économique du Royaume-Uni en perte de vitesse

27 décembre 2019

Le Royaume-Uni a enregistré sa pire croissance, hors période de récession, depuis la seconde guerre mondiale, à cause principalement des incertitudes liées au Brexit, selon une étude révélée par le journal *The Guardian*.

Les entreprises britanniques ont vécu 2019 avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. La perspective d'un Brexit sans accord avec les Européens, synonyme de rupture brutale des relations commerciales, a forcé les entreprises à s'adapter. Elles ont ralenti leurs investissements mais aussi leurs activités, à l'image du secteur automobile.

Résultat : une croissance atone à 1%. Du jamais vu en un demi-siècle, hors période de récession. Les élections législatives anticipées du 12 décembre, avec la victoire des conservateurs, ont apporté un peu de clarté et ont redonné des couleurs à la livre sterling.

Mais le refus d'un délai plus long pour négocier une sortie en douceur de l'Union européenne du Premier ministre Boris Johnson a atténué cette remontée et a maintenu le brouillard d'incertitudes qui plane sur l'économie britannique.

Le divorce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni va se faire en deux temps. D'abord l'application le 31 janvier de l'accord de retrait négocié qui ouvrira alors une période de transition jusqu'à la fin 2020.

Source : RFI

Londres a omis de transmettre des milliers de condamnations d'Européens à leurs pays d'origine

15 janvier 2020

Les autorités britanniques ont omis de transmettre des dizaines de milliers de condamnations de citoyens européens à leurs pays d'origine et ont ensuite tenté de dissimuler le problème, a révélé le Guardian.

Ces révélations embarrassantes interviennent au moment où le Royaume-Uni doit négocier avec l'Union européenne les modalités de sa relation après le Brexit, notamment sur le plan judiciaire et les échanges d'informations.

Selon le quotidien, un problème informatique dans le système de la police a empêché la transmission de 75.000 dossiers relatifs à des condamnations par la justice britannique de ressortissants de pays de l'Union européenne depuis 2015.

Cela représente 30% des condamnations, certaines pour viol ou meurtre.

Une fois le problème détecté, les autorités ont cherché à couvrir ce problème.

Interrogée par le quotidien, la députée européenne libérale néerlandaise Sophie in't Veld a réclamé une enquête européenne, estimant que "la dissimulation après coup questionne la fiabilité du Royaume-Uni en tant que partenaire".

Source : AFP

L'Allemagne avance vers la sortie du charbon

16 janvier 2020

L'Allemagne s'est dotée d'un calendrier et a prévu des indemnités pour l'arrêt de ses centrales à charbon, étape importante vers l'abandon de cette énergie très polluante entre 2035 et 2038.

Après des mois de négociations, sous la pression croissante des défenseurs du climat, "la sortie progressive du charbon débute maintenant", s'est félicitée la ministre de l'Environnement.

Berlin a promis 4,35 milliards d'euros d'indemnités aux exploitants de centrales à charbon.

"La sortie du charbon n'est pas une question de technique mais de volonté politique. Elle doit arriver maintenant, 2035 est bien trop tard !", a déploré sur Twitter l'organisation Ende Gelände, à l'origine de plusieurs occupations de mines.

Les défenseurs du climat déplorent de surcroît la mise en service d'une nouvelle centrale au charbon dans le bassin rhénan.

L'abandon par l'Allemagne du charbon est compliqué par la décision prise en 2011 de sortir du nucléaire d'ici 2022.

Malgré la montée en puissance des énergies renouvelables, intermittentes et difficiles à stocker et transporter, la première économie européenne tire encore plus d'un tiers de son électricité du charbon.

Source : AFP

Italie : à Bologne, des "Sardines" par milliers pour faire barrage à l'extrême droite

19 janvier 2020

Plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du tout jeune mouvement antifasciste des Sardines ont manifesté dimanche à Bologne, dans le nord de l'Italie, pour tenter de peser sur une élection régionale cruciale se tenant le 26 janvier, dont le dirigeant d'extrême droite Matteo Salvini a fait un enjeu national.

Une victoire de l'extrême droite dans la région d'Emilie-Romagne, un bastion de la gauche dont Bologne est le chef-lieu, pourrait entraîner la chute du gouvernement formé par le Parti démocrate (gauche) et le Mouvement 5 Étoiles (M5S, anti-système) et provoquer des législatives anticipées, ardemment souhaitées par M. Salvini.

Source : AFP

Vaste coup de filet anti-mafia en Sicile pour détournement de fonds européens

15 janvier 2020

La police italienne a démantelé ce 15 janvier en Sicile un réseau mafieux spécialisé dans la fraude aux subventions agricoles européennes. Près de 100 personnes ont été arrêtées, dont des chefs mafieux, des employés de l'État et des notables locaux.

L'opération des forces anti-mafia a nécessité le déploiement de 600 policiers. Elle est la plus importante jamais menée dans la province de Messine, en Sicile. Deux clans historiques ont été décapités.

Les boss agissaient avec la complicité de notaires, entrepreneurs, syndicalistes, fonctionnaires et autres cols blancs, pour obtenir des fonds européens destinés aux agriculteurs. Ils ont réussi à détourner 10 millions d'euros de subventions, en revendiquant frauduleusement la propriété de terres qui, pour la plupart, appartenaient en réalité à la région, mais n'étaient pas contrôlées.

Le procureur national anti-mafia Federico Cafiero de Raho a noté « *un saut qualitatif de la mafia (...) qui entre dans l'économie légale avec des systèmes illégaux* » et agit désormais « *non seulement dans le domaine de la criminalité traditionnelle, comme le trafic de drogues ou les extorsions, mais aussi dans celui des fraudes communautaires* ».

Sources : RFI, AFP

Les Balkans étouffent sous la pollution atmosphérique

18 janvier 2020

Sarajevo, Belgrade, Pristina, Skopje, notamment, étouffent sous une couche de particules fines sans précédent, qui les placent en tête des villes les plus polluées du monde. En Serbie, le gouvernement a été sommé de réagir et une manifestation a eu lieu à Belgrade.

En cause, l'absence de vent, qui ne disperse plus les fumées des chauffages au charbon (l'électricité est trop chère pour se chauffer avec), ni celles des industries polluantes. D'après une étude du Programme des Nations unies pour l'environnement, la pollution de l'air est responsable de jusqu'à 20% des décès prématurés dans 19 villes des Balkans occidentaux.

Sources : RFI, AFP

Finlande : les touristes sont trop nombreux

24 décembre 2019

Chaque hiver, des centaines de milliers de touristes envahissent la Laponie finlandaise. Financièrement, le tourisme est vital. Mais les locaux, et surtout les Sames, éleveurs de rennes autochtones, s'alarment de ses effets sur leur mode de vie et sur l'environnement.

Le nombre de touristes chinois a quadruplé depuis 2015, pour atteindre 45.000, et devrait encore tripler au cours de la prochaine décennie. Le gouvernement chinois, désireux d'asseoir sa présence dans l'Arctique, a publié en 2018 un rapport encourageant ses entreprises touristiques à s'y établir.

Source : AFP

Ukraine - Russie : les relations s'apaisent

31 décembre 2019

Rappel du contexte

La Russie a annexé la péninsule ukrainienne de Crimée en mars 2014 après un référendum de rattachement dénoncé par l'Ukraine et les Occidentaux.

Cette annexion a été suivie d'un conflit armé entre les forces ukrainiennes et les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, toujours en cours, qui a fait plus de 13.000 morts.

Ukrainiens et Occidentaux accusent la Russie de soutenir financièrement et militairement les séparatistes, ce que le Kremlin nie malgré de nombreuses preuves.

On observe néanmoins entre les deux pays une relative détente des relations depuis l'élection en avril à la présidence ukrainienne de l'ex-comédien Volodymyr Zelensky.

La guerre du gaz n'aura pas lieu entre l'Ukraine et la Russie

Les deux pays ont signé lundi 30 décembre un contrat crucial portant sur la circulation du gaz russe vers l'Europe.

Le précédent contrat arrivait à échéance le 31 décembre.

Alors que la Russie tente depuis plusieurs années de distribuer son gaz en Europe via d'autres gazoducs, notamment en Mer baltique, l'Ukraine veut garder la main sur cette rente financière importante que lui procure son statut de pays transit.

Dans les prochains mois, deux gazoducs – le germano-russe Nord Stream 2 et le turco-russe Turkish Stream – contournant le territoire ukrainien sont censés entrer en service, ce qui priverait Kiev d'une manne financière conséquente et d'une arme de poids face à la Russie.

Cela faisait plusieurs semaines que Bruxelles pilotait des négociations extrêmement difficiles entre l'Ukraine et la Russie, afin d'aboutir au renouvellement d'un contrat gazier entre les deux pays.

Cet accord porte sur un volume de gaz fixe, en provenance de Russie, transitant par l'Ukraine, alors que tout échec des discussions aurait pu provoquer des ruptures d'approvisionnement en Europe.

Le contrat s'étend sur cinq ans, il prévoit que le géant russe Gazprom fera circuler par l'Ukraine 65 milliards de mètres cubes de gaz l'année prochaine, et ensuite 40 milliards de mètres cubes par an.

Il faut rappeler que 35% du gaz européen vient de Russie.

L'Europe reste très dépendante du transit ukrainien, même si ce dernier a baissé de 40% ces quinze dernières années, avec la multiplication des routes du gaz vers l'Europe.

Par ailleurs, l'accord entre les deux pays marque une nouvelle avancée majeure dans la normalisation de leurs rapports.

Accalmie militaire

Après un recul des troupes, ordonné par le président ukrainien, impopulaire au sein d'une partie de la population ukrainienne, les forces gouvernementales ukrainiennes et les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine ont achevé fin décembre l'échange de leurs derniers prisonniers. Ceci sous l'influence de la France et de l'Allemagne, parrains du processus de paix en Ukraine.

Lors de l'échange massif de plus de 200 prisonniers avec les séparatistes pro-russes, l'Ukraine a vu le retour de 76 des siens, mais elle a payé pour cela très cher, en incluant dans la transaction cinq officiers Berkout, présumés responsables de la mort de plusieurs dizaines de manifestants lors de la révolution de Maïdan (2014 et avant le début de la guerre dans l'est de l'Ukraine).

Volodymyr Zelenskiy va devoir faire accepter ce sacrifice lourd à son opinion publique.

Si un Ukrainien a une sensibilité particulière en matière de détention, c'est bien Oleg Sentsov, le cinéaste, qui vient de passer plus de cinq ans dans une prison russe.

Libéré en septembre, Oleg Sentsov est désormais un commentateur très écouté, et s'il semblait jusqu'ici donner un certain crédit à Volodymyr Zelenskiy, Sentsov s'est montré très critique sur la manière dont l'échange de prisonniers s'est déroulé.

Comme de nombreux Ukrainiens, le cinéaste ne comprend pas qu'on ait pu lâcher dans la nature les fameux Berkout, des ex-policiers soupçonnés de crimes qui n'ont absolument rien à voir, légalement, avec la guerre du Donbass.

Il déplore aussi que pas un seul prisonnier originaire de Crimée n'ait été inclus dans l'échange, et enfin une très forte disproportion la partie ukrainienne ayant libéré quasiment deux fois plus de détenus que les séparatistes.

De manière générale, dans l'opinion publique, un fossé se creuse, entre ceux qui se contentent de saluer une décision humanitaire, et ceux qui estiment que Kiev a capitulé aux conditions imposées par la Russie. Le président ukrainien risque de passer pour un traître à la patrie. Un nouveau sommet est déjà prévu en 2020 pour renforcer la désescalade entre Moscou et Kiev.

Poutine inaugure la liaison ferroviaire avec la Crimée, l'UE proteste

Le président russe a inauguré fin décembre la voie ferrée reliant la Crimée à la Russie continentale. La voie de chemin de fer est située sur le pont reliant la péninsule de Kertch, en Crimée, à celle de Taman, dans le sud de la Russie. Les trains doivent transporter 14 millions de passagers en 2020.

L'Union européenne a dénoncé "une nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie".

De plus, selon le porte-parole du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, "le pont limite le passage des navires dans le détroit de Kertch vers les ports ukrainiens de la mer d'Azov".

Le FMI d'accord pour un prêt de 5,5 milliards de dollars à l'Ukraine

Le FMI et l'Ukraine ont annoncé avoir trouvé un accord de principe pour un prêt conséquent de 5,5 milliards de dollars. Le précédent programme avait été interrompu notamment en raison de soupçons de malversations.

Mais pour que les 5,5 milliards de dollars de prêts soient effectivement versés à l'Ukraine au cours des trois prochaines années, le pays devra prouver qu'il lutte efficacement contre la corruption.

L'Ukraine va obtenir de nouveaux missiles antichar américains

Le gouvernement ukrainien a annoncé qu'il allait se munir de nouveaux missiles antichar américains. Une annonce qui est faite alors que la Maison Blanche est empêtrée dans le scandale ukrainien, à l'origine de la procédure d'impeachment contre Donald Trump.

Selon les démocrates américains (majoritaires à la Chambre des représentants), le président est passible d'une destitution pour avoir demandé à un dirigeant étranger, son homologue ukrainien Volodimir Zelenski, d'enquêter sur Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate que Donald Trump pourrait donc affronter lors de l'élection présidentielle de novembre 2020.

L'Ukraine va prochainement obtenir de nouvelles armes américaines. Le ministère de la Défense ukrainien a annoncé que Kiev avait signé trois contrats d'armement avec les États-Unis.

Ces derniers portent sur l'acquisition de 150 Javelins, des missiles de précision considérés comme l'arme fatale antichar. Après une première livraison de 210 ogives en 2018, l'Ukraine va acheter pour 40 millions de dollars de missiles et devient ainsi l'un des pays d'Europe les mieux équipés dans ce type d'armement dissuasif.

Plus de 400.000 enfants sont toujours les principales victimes du conflit dans l'est de l'Ukraine

Près d'un demi-million d'enfants dans l'est de l'Ukraine continuent de faire face à de graves risques pour leur santé physique et leur bien-être psychologique en raison du conflit qui dure depuis plus de cinq ans, a déclaré le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Il est inconcevable que les enfants de l'est de l'Ukraine continuent d'aller dans des écoles criblées de balles et des abris anti-bombes et vivent dans des quartiers bombardés par intermittence et parsemés de mines antipersonnel », a dénoncé Afshan Khan, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale.

Dans l'ensemble de l'Ukraine orientale, l'UNICEF et ses partenaires fournissent un soutien psychosocial et une éducation aux dangers des mines à des centaines de milliers d'enfants, de jeunes et de personnes qui s'occupent d'eux.

L'UNICEF prend également en charge les réparations des écoles et des jardins d'enfants endommagés ainsi que des installations vitales d'alimentation en eau et d'assainissement. En 2019, 37% seulement de l'appel d'urgence lancé par l'UNICEF pour soutenir les enfants et leurs familles dans l'est de l'Ukraine ont été financés.

Sources : RFI, Reuters, AFP, ONU

La Russie et la Biélorussie veulent se rapprocher, voire s'unir

24 décembre 2019

La Russie et la Biélorussie formeront-elles un jour un seul et même État ? Les présidents Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko en ont discuté à plusieurs reprises. Pour le président biélorusse, il faut plus d'intégration, mais il veut que la Biélorussie garde la souveraineté.

Vendredi 20 décembre, 2 000 personnes ont manifesté dans la capitale biélorusse Minsk contre ce projet d'intégration. Le rassemblement n'avait pas été officiellement autorisé, mais la police, en général prompte à réagir, est restée en retrait.

Source : RFI

Moscou déploie son "arme absolue", le missile hypersonique Avangard

27 décembre 2019

La Russie a annoncé la mise en service de ses premiers missiles hypersoniques Avangard, l'une des nouvelles armes vantées par le président Vladimir Poutine comme "pratiquement invincibles".

Ce système fait partie d'une nouvelle génération de missiles capables, selon Moscou, d'atteindre une cible quasiment partout dans le monde et de surpasser n'importe quel bouclier antimissile existant, tel que le système déployé par les Etats-Unis en Europe.

Une autre arme vantée comme "invincible", le missile lourd balistique intercontinental de cinquième génération Sarmat.

Parmi les autres systèmes figurent un drone sous-marin à propulsion nucléaire, des missiles hypersoniques destinés aux chasseurs russes ou encore un mystérieux "laser de combat".

L'annonce de l'arrivée des Avangard intervient alors que Moscou et Washington ont suspendu en 2019 leur participation au traité bilatéral de désarmement INF, datant de la Guerre froide. La question de l'avenir du traité START de réduction des arsenaux nucléaires, qui arrive à échéance en 2021, est également en question.

Source : AFP

Lire aussi : <https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/la-russie-avance-ses-pions-en-arctique-face-a-lotan-affaiblie.html>

Russie : un système de santé délabré

7 janvier 2020

Le secteur de la santé russe connaît de graves problèmes : délabrement, hémorragie du personnel, luttes intestines, sous-financement, malversations, réformes controversées...

Les patients doivent s'acheter leurs médicaments, tandis que de mauvaises conditions sanitaires peuvent favoriser des complications chez des patients affaiblis.

Le délabrement des établissements publics de santé est un problème bien connu en Russie.

Verser un pot-de-vin pour bénéficier d'un service public en théorie gratuit est courant.

Les zones rurales sont délaissées, tandis que les cliniques privées sont concentrées dans les villes où elles sont un service de facto réservé aux populations aisées.

Selon les chiffres officiels, entre 2000 et 2018 le nombre de centres hospitaliers est passé de 10.700 à 4.390 pour une population de 146 millions, et celui de lits pour 10.000 habitants de 115 à 71.

Face à la grogne, le président russe a promis pour 2020-2022 150 milliards de roubles supplémentaires, un peu plus de deux milliards d'euros.

Les protestations se multiplient ces derniers mois, à grand renfort de vidéos sur les réseaux sociaux.

Source : AFP

La Russie teste son internet "souverain"

23 décembre 2019

La Russie veut isoler son internet des serveurs mondiaux et garantir son fonctionnement même en cas de cyberguerre mondiale. Mais certains craignant une utilisation à des fins de censure. Pour Moscou, le but est notamment de permettre aux services de l'Etat et au réseau bancaire russe de fonctionner même en cas de guerre ou de cyberattaques massives.

Source : AFP

À Moscou, le réchauffement climatique laisse les habitants dubitatifs

9 janvier 2020

La Russie traverse un hiver particulièrement clément. Le débat sur le changement climatique reste cependant réservé aux experts et les Russes rechignent encore à faire le lien entre le réchauffement et l'activité humaine.

Le peu de neige tombée à Moscou a déjà fondu et c'est une ambiance inhabituelle qui règne sur la place Rouge. Les kiosques du marché de Noël sont là, la patinoire aussi, mais sur les pavés, on entend les talons claquer.

Dans certaines parties de la Sibérie, des températures supérieures de 20 degrés aux moyennes saisonnières ont été relevées. Le gouvernement russe a reconnu officiellement l'impact du réchauffement, en pointant les risques encourus pour le pays, mais aussi les avantages, avec notamment l'ouverture de nouvelles voies de navigation dans l'océan Arctique.

Source : RFI

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Gaz en Méditerranée orientale : fortes tensions entre la Turquie et ses voisins

20 janvier 2020

Rappel du contexte

L'île de Chypre est située au sud de la Turquie. Or, de gigantesques gisements gaziers ont été découverts ces dernières années en Méditerranée orientale.

Ils intéressent les pays riverains, de la Grèce à l'Égypte, en passant par Chypre et Israël, autant de pays qui ont des relations difficiles avec Ankara.

Chypre est divisée en deux depuis l'invasion du tiers nord de l'île par l'armée turque en 1974 après un coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce.

La République de Chypre, membre de l'Union européenne, n'exerce son autorité que sur les 2/3 sud de l'île.

Au nord se trouve l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord (RTCN), parrainée par Ankara et non reconnue par la communauté internationale.

La Turquie s'oppose à toute exploration et exploitation des ressources gazières chypriotes qui exclurait le tiers nord de l'île.

Les conséquences de l'accord signé entre Turquie et Libye

Les tensions entre Turquie et Chypre/Israël/Grèce/Égypte sont d'autant plus vives depuis la signature fin novembre d'un accord de délimitation maritime controversée entre la Turquie et la Libye. Après la signature de cet accord, le gouvernement turc a en effet prévenu qu'il empêcherait toute exploration d'hydrocarbures sans son autorisation dans ces zones.

Cet accord a été unanimement condamné par les pays adverses, qui le jugent contraire au droit international, arguant notamment qu'il n'existe pas de frontière entre la Libye et la Turquie.

La Grèce a d'ailleurs ensuite expulsé l'ambassadeur libyen.

Ces pays craignent surtout qu'Ankara ne s'appuie sur l'accord pour effectuer de nouveaux forages en mer, qu'ils jugent illégaux.

En effet, l'accord permet à Ankara de revendiquer des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale.

C'est la riposte de la Turquie à la création en janvier d'un forum de la Méditerranée orientale sur le gaz, dont Ankara a été exclu, lors d'une réunion de représentants de Chypre, de la Grèce, d'Israël, de l'Égypte, de l'Italie, de la Jordanie et des territoires palestiniens.

La Turquie est menacée de sanctions par l'Union européenne pour ses forages illégaux.

Mais le président turc Recep Tayyip Erdogan rejette les « *ultimatums* » de l'Union européenne. Il rappelle que la Turquie abrite quelque 4 millions de réfugiés, en majorité syriens, et qu'elle pourrait leur ouvrir les portes vers l'Europe.

Le gazoduc EastMed pourrait ne jamais voir le jour

Face aux revendications d'Ankara, Chypre, la Grèce et Israël ont signé début janvier un accord sur le gazoduc EastMed.

Mais sa construction pourrait être retardée voire compromise, car il est censé traverser des zones maritimes revendiquées par Ankara.

Ces derniers mois, Ankara a envoyé des navires de forage au large de Chypre, malgré des avertissements de Washington et de l'Union européenne. En décembre, elle a aussi déployé un premier drone armé à Chypre-Nord et, selon des médias turcs, a pour projet d'y construire une base navale.

En novembre, la République de Chypre a fait l'acquisition de 4 drones israéliens.

Cela afin d'améliorer la surveillance de sa zone économique exclusive (ZEE), où des compagnies internationales mènent les explorations à la recherche d'hydrocarbures.

La Turquie pourrait augmenter la pression sur Chypre.

Israël : début de la production du méga-projet gazier Leviathan

Après une décennie de travaux et des milliards investis, le gisement gazier de Leviathan, "plus important projet énergétique de l'histoire d'Israël", est entraîné en fonctionnement, avec l'ambition de faire de l'Etat hébreu une "puissance" énergétique régionale.

"Pour la première fois de son histoire, Israël est une puissance énergétique, à la fois capable de suffire à ses besoins, d'obtenir son indépendance énergétique et d'exporter du gaz naturel vers ses voisins", a déclaré Yossi Abu, le PDG de la société israélienne Delek, membre du consortium exploitant Leviathan.

Le développement du gisement gazier Leviathan doit ainsi permettre à Israël de resserrer ses relations avec d'autres Etats du bassin méditerranéen (Égypte, Grèce et Chypre).

Mais les tensions sont fortes après la signature de l'accord maritime Turquie - Libye. Accord qui permet à Ankara de revendiquer des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale.

Jordanie : le Parlement vote contre l'importation de gaz israélien

Mais première déconvenue pour le Leviathan, les députés jordaniens ont voté contre l'importation de gaz naturel en provenance d'Israël, alors que le nouveau gazoduc reliant les deux pays vient d'être mis en service.

Cette installation devait permettre au royaume jordanien, pauvre en ressources naturelles, d'importer du gaz exploité en mer Méditerranée au large des côtes israéliennes, mais la population est contre.

Le roi et le gouvernement sont maintenant dans l'embarras.

Ils tiennent à cet accord gazier conclu il y a trois ans entre Israël, la Jordanie et une société américaine.

L'exécutif estime que l'arrangement financier est avantageux et qu'il permettra de sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays sans faire enfler davantage la dette publique.

Mais la population est contre, principalement pour des raisons idéologiques. Plus de la moitié des Jordaniens est d'origine palestinienne.

Le roi Abdallah doit maintenant trouver un équilibre entre deux forces antagonistes : d'une part, il doit ménager ses relations avec Israël ; d'autre part, il doit veiller à rester proche de ses sujets.

Sources : RFI, AFP

Le régime iranien vacille-t-il ?

24 janvier 2020

Rappel du contexte

Dans un contexte de tensions fortes entre USA et Iran, Washington a tué le 3 janvier à Bagdad le général iranien Qassem Soleimani, un commandant des Gardiens de la Révolution (armée idéologique) et architecte de la stratégie d'influence régionale iranienne.

Le puissant général iranien prévoyait des attaques contre "des infrastructures américaines, dont des ambassades américaines, des bases militaires, des installations américaines à travers la région", a détaillé Mike Pompeo, chef de la diplomatie américaine.

En représailles, l'Iran a tiré le 8 janvier des missiles sur deux bases abritant des Américains en Irak, blessant 34 soldats américains.

Puis quelques heures après, l'Iran a abattu sur son territoire un avion ukrainien qui transportait des civils, en majorité des Iraniens et des Canadiens.

L'Iran a d'abord nié être à l'origine du crash, puis deux semaines après, les autorités iraniennes ont reconnu que deux missiles avaient touché l'appareil. Mais Téhéran refuse d'envoyer les boîtes noires à l'étranger. La catastrophe aérienne a suscité des appels à une enquête transparente de la part d'Ottawa et Kiev notamment.

Selon les forces armées iraniennes, l'avion a été abattu à la suite d'une "erreur humaine". Le régime iranien a procédé à des arrestations.

Cependant, des manifestations ont éclaté en Iran, quoique plus modérées qu'en novembre, où la répression avait été très forte, faisant 1 500 morts, selon l'agence Reuters.

Nucléaire : l'Iran renonce à ses engagements

Washington s'est retiré en 2018 de l'accord de Vienne (2015) sur le nucléaire iranien, rétablissant des sanctions asphyxiantes contre l'Iran. En riposte, Téhéran s'est affranchi d'engagements pris dans le cadre de ce pacte.

L'Iran a annoncé ce qu'il a présenté comme la "cinquième et dernière phase" de son plan de réduction de ses engagements en matière nucléaire, affirmant qu'il ne se sentait désormais plus tenu par aucune limite "sur le nombre de ses centrifugeuses".

Dans un communiqué, le gouvernement de la République islamique indique néanmoins que "la coopération de l'Iran avec l'AIEA [l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui soumet son programme nucléaire à un strict contrôle, NDLR] se poursuivra comme avant".

Paris, Londres et Berlin ont annoncé le 14 octobre déclencher une procédure contre l'Iran pour qu'il respecte ses engagements pris dans le cadre de l'accord de Vienne.

Les Européens avaient signalé depuis plusieurs semaines leur intention de déclencher ce mécanisme de règlement des différends, note le quotidien américain.

Les Etats-Unis et Israël ont appelé jeudi à durcir le ton face à l'Iran en pleine cérémonie marquant à Jérusalem le 75^e anniversaire de la libération du camp nazi d'Auschwitz, symbole du génocide juif.

Israël accuse depuis des années l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire, malgré les démentis de Téhéran. Pour le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la menace nazie d'antan porte aujourd'hui un autre nom, celui de l'Iran, car Téhéran menace, par son programme nucléaire et balistique, dit-il, l'existence même de l'Etat hébreu.

L'Iran pourrait avoir l'arme nucléaire d'ici deux ans, selon les services de renseignement de l'armée. Téhéran posséderait actuellement 850 kilos d'uranium enrichi à 4%.

Le pays pourrait, jugent-ils, posséder la quantité nécessaire d'uranium pour fabriquer une bombe dès l'automne prochain, et commencer ainsi l'enrichissement à 20%.

La récession va s'accroître en Iran et les réserves de changes fondre

Le rétablissement des sanctions américaines contre l'Iran a durement frappé son économie : le PIB s'est contracté de 4,6% sur l'exercice fiscal 2019-2020 et devrait fondre encore de 7,2% cette année, d'après l'Institut de la finance internationale (IIF). L'IIF indique en outre que les réserves de changes pourraient chuter à 73 milliards de dollars d'ici mars, en fort recul.

Les exportations de brut et de condensats de pétrole étaient de 2,8 millions de barils par jour en mai 2018, date à laquelle Donald Trump a retiré les Etats-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien et rétabli les sanctions américaines. Elles sont tombées ces derniers mois à moins 0,4 million de bpj, souligne l'IIF.

"La baisse des importations n'a que partiellement compensé ce déclin drastique des exportations. Par conséquent, la balance des paiements courants a basculé vers un petit déficit pour la première fois depuis 1998", écrit l'Institut de la finance internationale, qui regroupe les grandes banques et institutions financières internationales.

Les États-Unis ont détaillé début janvier leur nouvelle salve de sanctions contre l'Iran.

Ces nouvelles sanctions visent l'industrie, mais aussi 8 dignitaires iraniens.

Cette nouvelle salve vise aussi 17 producteurs de métaux et des sociétés minières, acier et aluminium, des composants militaires cruciaux pour la construction d'armement.

Mais selon de nombreux experts, l'effet sur le régime risque d'être négligeable, car la pression est déjà maximale.

Les principales sanctions visent le pétrole. En avril, Washington mettait fin à l'exemption accordée à 8 pays dont la Chine d'importer du brut iranien.

Soleimani élevé au rang d'icône de la résistance" à l'Amérique

De Gaza au Yémen, les foules rassemblées par les alliés de Téhéran ont rendu hommage début janvier au général iranien Qassem Soleimani, dont l'assassinat pourrait l'élever au rang d'icône de la "résistance" aux Américains.

A la tête de la Force Qods, en charge des opérations extérieures de l'Iran, Soleimani a bâti un large réseau d'influence au Moyen-Orient fait de milices chiites en Irak, au Liban, en Syrie et au Yémen, mais aussi d'alliés sunnites chez les Palestiniens de Gaza

Elevé au rang de "martyr vivant" de la République islamique avant même son assassinat, le puissant commandant militaire tué vendredi à l'âge de 62 ans, a été qualifié de "monstre" par le président Donald Trump.

L'assassinat du haut responsable militaire dans un raid américain a choqué les Iraniens, par-delà les clivages politiques, dans un pays régulièrement secoué de manifestations anti-régime. Les rues de Téhéran ont été envahies par une foule émue et en colère.

Au Yémen, les rebelles Houthis soutenus par Téhéran ont organisé une manifestation pour dénoncer son assassinat. Au Liban, les cérémonies funéraires ont attiré des milliers de personnes ; des portraits de Soleimani ont été affichés dans plusieurs bastions du Hezbollah, le mouvement chiite allié de l'Iran.

Manœuvres Iran-Chine-Russie : un signal assez fort envoyé par Téhéran

L'Iran, la Chine et la Russie ont effectué vendredi 27 décembre quatre jours d'exercices militaires conjoints dans l'océan Indien et le golfe d'Oman. Ces manœuvres montrent le refus de l'Iran de voir s'installer des puissances étrangères, notamment les États-Unis, dans la région.

« Et ces manœuvres se déroulent à l'entrée du détroit d'Ormuz qui lui-même débouche sur le golfe Persique, donc la grande zone de production pétrolière d'où part à peu près 30 % de la production mondiale », analyse François Nicoulaud, analyste de politique internationale et ancien ambassadeur de France en Iran.

Ces manœuvres « arrivent à un moment où les États-Unis eux-mêmes essaient de renforcer leur contrôle sur le golfe Persique à la suite de différents incidents. Ils ont essayé de bâtir une coalition de différents pays. Pour l'instant, il y a quatre ou cinq pays, mais qui seraient chargés en fait de faire la police dans le golfe Persique », explique l'expert.

Les tensions au Moyen-Orient se sont aggravées. L'Iran a été accusé d'avoir miné plusieurs pétroliers au large de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, puis d'avoir attaqué ou saisi d'autres bâtiments maritimes près du détroit crucial d'Ormuz.

Le bilan de la répression atteindrait 1500 morts

En novembre, une hausse surprise du prix de l'essence avait déclenché d'importantes manifestations. Très vite, la contestation avait gagné la capitale et s'était transformée en soulèvement contre le régime. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montraient même des Iraniens brûlant le portrait du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

La répression féroce aurait fait 1 500 morts selon l'agence Reuters. Ce bilan excède largement les chiffres avancés jusqu'ici par les organisations de défense des droits de l'homme. Téhéran rejette ces accusations en bloc et les qualifie de fausses informations.

Le ministre iranien de l'Intérieur avait déclaré le 27 novembre que plus de 140 sites gouvernementaux avaient été incendiés ainsi que des centaines de banques et des dizaines de stations-service.

Par ailleurs, 50 bases utilisées par les forces de sécurité avaient également été attaquées, selon des propos rapportés par l'agence de presse iranienne IRNA. Le ministre a déclaré que jusqu'à 200 000 personnes avaient participé aux troubles à l'échelle nationale.

Sources : RFI, AFP, Reuters

Irak : situation explosive face à un pouvoir complètement bloqué

24 janvier 2020

Rappel du contexte

La contestation réclame depuis le 1^{er} octobre des réformes politiques profondes. Depuis octobre, la répression a fait environ 460 personnes morts et 25.000 blessés, selon un décompte de l'AFP. En outre, une vaste campagne d'intimidation, d'assassinats et d'enlèvements de militants a fortement asséché les rangs des manifestations.

Sous la pression de la rue, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi a démissionné en décembre mais continue de gérer les affaires courantes, les partis politiques ne parvenant pas à s'entendre sur un successeur.

Ce retard a été dénoncé vendredi par le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite en Irak. Dans son sermon, il a souligné le droit des Irakiens à manifester "pacifiquement" pour la souveraineté du pays. Les manifestants antigouvernementaux ont relancé leur mouvement ces derniers jours en bloquant de nombreuses routes à Bagdad et dans le sud.

La fermeture des routes a empêché des centaines de camions-citernes du sud pétrolier de parvenir à Bagdad. Elle a également provoqué l'arrêt de la production dans le principal champ pétrolier au nord-ouest de Nassiriya. Le champ produit 100.000 barils par jour.

En Irak, pays membre de l'Opep, les revenus du pétrole assurent 90% du budget de l'Etat.

Les revendications des manifestants contre le pouvoir irakien

Afin de ne pas être éclipsés par la marche antiaméricaine, qui s'est tenue sans incident en début de journée, des milliers de manifestants antigouvernementaux ont afflué vendredi après-midi

sur la place Tahrir, épicerie de la contestation qui réclame depuis le 1^{er} octobre des réformes politiques profondes.

Leurs revendications :

- Des élections anticipées
- Un Premier ministre indépendant et la fin de la corruption, du clientélisme
- Des emplois, l'amélioration des services de base dans le 2^e pays producteur de pétrole de l'Opep, où 1 jeune sur 4 est au chômage et 1 habitant sur 5 sous le seuil de pauvreté
- Que les responsables de la répression rendent des comptes
- Une réforme de la loi électorale et la fin du système politique de répartition des postes en fonction des ethnies et des confessions

La répression est forte contre les manifestants

2 manifestants ont été tués vendredi à Bagdad lors d'affrontements avec les forces de sécurité. L'ONG française SOS Chrétiens d'Orient a par ailleurs annoncé que 4 de ses collaborateurs étaient portés disparus depuis lundi. Les violences depuis le début octobre ont fait plus de 470 morts, en majorité des protestataires, selon des sources sécuritaires et médicales.

Les revendications des manifestants contre les forces étrangères présentes en Irak

Vendredi à Bagdad, un rassemblement de partisans du puissant leader chiite Moqtada Sadr a réclamé l'expulsion des troupes américaines d'Irak.

Moqtada Sadr appelle aussi à l'annulation des accords sécuritaires entre Bagdad et Washington et à la fermeture de l'espace aérien irakien aux avions militaires américains.

Le sentiment anti-américain est à son comble en Irak depuis la mort, le 3 janvier, du général charismatique Qassem Soleimani, émissaire iranien, dans un raid de drone américain à Bagdad, qui a entraîné une escalade des tensions entre Téhéran et Washington, puissances agissantes en Irak.

Deux jours après la mort de Qassem Soleimani, le Parlement irakien a voté en faveur du départ des troupes étrangères, dont 5.200 militaires américains déployés pour aider les Irakiens dans la lutte antijihadiste.

Et 5 jours après la mort de Qassem Soleimani, l'Iran a riposté par des tirs de missiles sur deux bases irakiennes abritant des militaires américains.

L'Irak a protesté contre la violation de sa souveraineté.

Les manifestants rejettent eux aussi toute influence étrangère, iranienne comme américaine, dans les affaires de leur pays.

Le 10 janvier, des milliers de manifestants anti-pouvoir conspuaient l'Iran et les Etats-Unis.

Depuis fin octobre, des dizaines de roquettes ont visé des soldats et des diplomates américains en Irak, notamment dans la Zone verte de Bagdad.

Ces attaques n'ont jamais été revendiquées mais elles ont été attribuées pour plusieurs d'entre elles aux factions pro-Iran par Washington.

Les tensions entre les Etats-Unis et l'Irak sont montées d'un cran au sujet du retrait des troupes américaines, réclamé par Bagdad mais dont Washington refuse même de discuter.

Un retrait des troupes américaines "serait la pire chose qui puisse arriver à l'Irak", a dit le milliardaire républicain, évoquant le danger que représente pour l'Irak l'imposant voisin iranien.

Source : AFP

Liban : le nouveau gouvernement, pro-Iran, déjà critiqué

23 janvier 2020

Le Liban s'est finalement doté mardi d'un nouveau gouvernement qui aura la lourde tâche de relancer une économie en chute libre et de convaincre des manifestants hostiles à la classe politique. Le Premier ministre Hassan Diab est soutenu par le mouvement chiite Hezbollah, proche de l'Iran.

Le nouveau gouvernement libanais qui a pris ses fonctions cette semaine pourra-t-il faire face à la dangereuse crise économique et financière qui touche le pays ? C'est un défi, car les manifestants mobilisés depuis trois mois estiment que le nouveau gouvernement est bien éloigné de l'équipe de technocrates et d'indépendants qui leur a été promise.

Les manifestants accusent (à raison) depuis 3 mois les hommes politiques d'incompétence et de corruption.

Cet état de fait dure depuis des années.

Les autorités sont incapables de fournir des services publics de base : les Libanais vivent au quotidien avec des coupures d'électricité, un réseau médiocre d'eau courante et une gestion calamiteuse des déchets. La Banque mondiale a averti en novembre que la moitié de la population du Liban pourrait bientôt vivre sous le seuil de pauvreté, contre le tiers actuellement.

La Banque mondiale prévoit une récession au Liban en 2019 et de nombreuses entreprises ont fait faillite ou ont dû réduire les salaires voire licencier. La dette publique culmine à plus de 87 milliards de dollars, soit 150% du PIB et les craintes d'un défaut de paiement sont de plus en plus vives.

A l'annonce du nouveau gouvernement, les manifestations ont repris.

La tension est montée d'un cran ces derniers jours, avec des affrontements durant le week-end entre contestataires et forces de l'ordre, qui ont fait plus de 500 blessés à Beyrouth.

Il faudra des réformes structurelles, attendues notamment pour débloquer des milliards de dollars d'aide promis par la communauté internationale.

La tâche qui attend le gouvernement "durant cette grave période est herculéenne", confirme Karim Mufti, chercheur en Sciences politiques.

En trois mois de contestation, la colère n'a fait que croître parmi les manifestants qui fustigent l'inertie des dirigeants : la crise économique s'aggrave avec des licenciements en masse, des restrictions bancaires drastiques et une forte dépréciation de la livre libanaise face au dollar.

Sources : RFI, AFP

Nord-ouest de la Syrie : la Russie intensifie ses raids, désastre humanitaire

21 janvier 2020

Rappel du contexte

La région d'Idleb, au nord-ouest, échappe toujours au régime de Bachar el-Assad. Elle reste majoritairement dominée par les jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, tout comme des secteurs adjacents des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Depuis fin avril, les bombardements des forces syriennes et de l'allié russe ont tué plus d'un millier de civils dans la région. Et plus de 400.000 personnes ont été déplacées. Plus de 1.700 combattants rebelles et jihadistes ont également péri dans les raids et les combats, contre plus de 1.400 membres des forces du régime.

Moscou est allié du régime syrien, tandis qu'Ankara est parrain de certains groupes rebelles. D'où la demande turque d'arrêt des raids aériens. Les attaques contre les établissements de santé et d'éducation se poursuivent.

Selon le Comité international de Secours, "quelque 650.000 personnes supplémentaires, dont une majorité de femmes et d'enfants, pourraient être forcées de fuir leur foyer si les violences persistent" dans cette région où vivent environ trois millions de personnes.

Le pouvoir syrien, qui contrôle désormais plus de 70% du pays, a maintes fois exprimé sa détermination à reconquérir cette région. Le conflit en Syrie, déclenché en mars 2011 avec la répression de manifestations prodémocratie par Damas, a fait plus de 380.000 morts dont plus de 115.000 civils, et des millions de déplacés et réfugiés.

Les raids sont massifs ces derniers jours

Au moins 23 civils, dont 13 enfants, ont été tués mardi dans des raids menés par la Russie. Les violences font craindre une aggravation de la crise humanitaire. Ce bilan s'ajoute aux dizaines de civils tués depuis que la région d'Idleb et ses environs ont connu en décembre un regain de violence.

Plus de 38.000 personnes ont été déplacées en cinq jours dans le nord-ouest de la Syrie, a annoncé vendredi l'ONU.

Depuis début décembre, plus de 358.000 personnes ont été déplacées, et des dizaines de civils tués.

L'intensification de l'offensive à Idleb a suscité la condamnation d'autres pays.

Le président américain Donald Trump a appelé le régime syrien et ses alliés russe et iranien à cesser le "carnage" de civils dans la province d'Idleb.

À l'ONU, la Russie fait fortement réduire l'aide humanitaire vers la Syrie

Les habitants de la région d'Idleb éprouvent un soulagement en demi-teinte après le vote à l'ONU d'une aide transfrontalière profitant à des millions de personnes, les ONG s'émouvant de sa réduction drastique.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté en faveur d'une extension de l'aide pour une durée de six mois, au terme de semaines de tractations, Moscou imposant néanmoins une baisse conséquente de cette aide.

En vigueur depuis 2014, cette aide profite principalement aux régions échappant au contrôle de Damas, notamment Idleb.

L'aide provenait jusqu'ici de Jordanie, d'Irak et de Turquie, et était acheminée en Syrie à travers quatre points de passage désignés par l'ONU, sans l'autorisation officielle du régime de Damas.

Habituellement renouvelée pour une année, elle a été prolongée cette fois de seulement six mois, en raison des pressions de Moscou, qui a aussi exigé que seuls deux points de passage soient désormais ouverts, à la frontière turque uniquement.

Conséquence : dès le 11 janvier, ce sont 1,3 million de personnes du nord-est du pays qui n'auront plus accès à des médicaments, du matériel ou du personnel médical.

Le Conseil a demandé au secrétariat général de l'ONU de proposer des alternatives à l'acheminement des médicaments d'ici la fin février.

Sources : RFI, AFP

Israël prend ses précautions contre l'Iran et son allié, le Hezbollah

19 janvier 2020

Système de détections de tunnels à la frontière avec le Liban

L'armée israélienne met en place une infrastructure souterraine le long de la frontière avec le Liban pour contrer la menace d'incursions du mouvement chiite Hezbollah à partir de tunnels. L'année dernière, 6 tunnels ont été découverts sous la frontière israélo-libanaise. Certains dépassaient les 900 mètres de longueur.

Ils devaient permettre aux miliciens du Hezbollah de prendre l'armée israélienne à revers, notamment pour enlever les soldats.

L'installation de ces capteurs anti-tunnels intervient quelques mois après un regain de tension sur la frontière marqué par des échanges de tirs entre le Hezbollah et Israël.

La tension est remontée entre Israël et le puissant mouvement libanais Hezbollah depuis le meurtre de l'important général iranien Qassem Soleimani, grand allié du Hezbollah.

Le Hezbollah a appelé à "venger" la frappe meurtrière contre l'ancien chef de la force Qods, mais en ciblant uniquement les intérêts militaires américains dans la région.

Or nous connaissons la grande amitié entre Israël et les Etats-Unis, et la haine farouche du Hezbollah et du régime iranien contre Israël.

L'État hébreu pourrait faire une cible de choix du mouvement chiite.

Le défi des alliés régionaux

Afin d'éviter l'isolement régional, Israël se rapproche d'Etats arabes, notamment du Golfe. Alors que la relation était correcte avec la Jordanie, néanmoins une cassure s'opère avec le vote des députés jordaniens, ce 19 janvier, contre l'importation de gaz naturel en provenance d'Israël, alors qu'un nouveau gazoduc reliant les deux pays vient d'être été mis en service.

Cette installation aurait permis au royaume jordanien, pauvre en ressources naturelles, d'importer du gaz exploité en mer Méditerranée au large des côtes israéliennes, mais la population est contre.

Le roi et le gouvernement jordaniens sont maintenant dans l'embarras. Ils tiennent à cet accord gazier conclu il y a trois ans entre Israël, la Jordanie et une société américaine. Mais la population est contre, principalement pour des raisons idéologiques. Plus de la moitié des Jordaniens est d'origine palestinienne.

Des centaines de manifestants ont encore crié leur colère et leur opposition au projet gazier. Le roi Abdallah doit maintenant trouver un équilibre entre deux forces antagonistes : d'une part, il doit ménager ses relations avec Israël ; d'autre part, il doit veiller à rester proche de ses sujets.

L'an dernier, sous la pression du peuple, le souverain avait annoncé, à la surprise générale, qu'il souhaitait reprendre deux villages dont les terrains étaient prêtés à Israël depuis le milieu des années 1990.

Sources : RFI, AFP

Territoires palestiniens : la colonisation s'accélère depuis l'élection de Trump

7 janvier 2020

Les autorités israéliennes ont approuvé début janvier l'avancement des plans de construction de plus de 1 900 logements dans les colonies situées dans les territoires palestiniens occupés. Un phénomène en plein essor.

Selon l'organisation israélienne anti-colonisation La Paix maintenant, qui recense tous les permis de construction accordés par les autorités israéliennes dans les colonies, il y a eu une accélération considérable du phénomène depuis 2017.

En pleine période électorale, Benjamin Netanyahu courtise l'électorat des colonies. Les élections de mars et de septembre n'ayant pas permis de dégager un vainqueur clair, le Premier ministre sortant est pour la troisième fois en campagne en moins d'un an.

La colonisation est un argument de campagne pour la droite : Benyamin Netanyahu a promis l'annexion de la vallée du Jourdain, soit un quart de la Cisjordanie, et la construction de 3 000 nouveaux logements dans les colonies.

La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est annexée s'est poursuivie sous tous les gouvernements depuis 1967. Ainsi, plus de 600 000 colons israéliens sont installés sur ces territoires, qui abritent également près de trois millions de Palestiniens.

Toutes ces colonies israéliennes sont illégales au regard du droit international. Mais l'administration Trump a annoncé cet automne un changement de politique, jugeant désormais que pour Washington, elles ne l'étaient pas.

Source : RFI

Yémen : la paix hors de portée, la famine

23 janvier 2020

Rappel du contexte

Les rebelles Houthis se sont emparés en 2014 de pans entiers du Yémen dont la capitale Sanaa et le port vital Hodeïda. Issus de l'importante minorité zaidite concentrée dans le nord du pays, ils disent se soulever contre une marginalisation de la part de l'Etat central.

Les forces progouvernementales (le gouvernement yéménite Hadi est reconnu par la communauté internationale) ont tenté de reprendre du terrain avec l'intervention depuis 2015 d'une coalition militaire dominée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Le conflit civil est considéré comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Les Houthis, qui contrôlent la capitale et la plupart des grands centres urbains, nient être des marionnettes de Téhéran et disent combattre un système corrompu.

Un accord (de Stockholm) a pu être négocié sous l'égide de l'ONU en décembre 2018 pour une désescalade. Mais les combats se poursuivent.

Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des 2/3 de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU, qui parle de pire crise humanitaire actuelle dans le monde.

Mais 6,7 millions de personnes sont difficiles d'accès pour leur fournir de l'aide humanitaire.

Le coordinateur pour les Affaires humanitaires au Yémen, Ramesh Rajasingham, a mis en garde contre le risque de famine dans le pays.

Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils.

L'envoyé de l'ONU condamne l'escalade militaire

L'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen, Martin Griffiths, a condamné la récente escalade militaire.

Une attaque aérienne aurait frappé le camp militaire d'Al-Estiqbal dans la ville de Marib, à 120 kilomètres à l'est de la capitale Sanaa, tuant 83 soldats progouvernementaux.

Une action jugée « particulièrement préoccupante », a souligné le bureau de l'envoyée onusienne. L'attaque est intervenue après une offensive des forces progouvernementales, avec le soutien de la coalition menée par l'Arabie saoudite, contre les rebelles dans la zone de Nihm au nord de Sanaa, selon des responsables.

Yémen : l'homme fort du Sud prévient d'un "effondrement" de l'accord de paix

Autre front au Yémen, complètement différent de celui avec les Houthis.

Rappelons d'abord que les Emirats arabes unis sont un allié essentiel des Saoudiens au sein de la coalition militaire soutenant le gouvernement officiel.

Or, dans le sud du Yémen, des sécessionnistes, qui se nomment « le Conseil de transition du Sud » (STC), sont soutenus par les Emirats.

En août, après des combats, les sécessionnistes se sont emparés de la nouvelle capitale du gouvernement yéménite officiel, Aden.

Puis le gouvernement et le Conseil de transition du Sud se sont réunis dans la capitale saoudienne Riyad début novembre et sont arrivés à un accord.

Cependant, l'on constate début décembre que le gouvernement yéménite et les séparatistes sudistes ont échoué à former un gouvernement dans le délai prévu par l'accord.

Le chef des séparatistes dans le sud du Yémen, Aidarous al-Zoubéïdi, met en garde contre l'"effondrement" de l'accord de partage du pouvoir avec le gouvernement, lettre morte depuis sa signature il y a plus de deux mois à Ryad.

Cela fait craindre une reprise des hostilités entre les anciens frères d'armes, selon des analystes.

Sources : RFI, AFP, Reuters, ONU

Arabie saoudite : Une répression implacable

15 janvier 2020

Les autorités saoudiennes se sont livrées en 2019 à une vaste campagne de répression à l'encontre des dissidents et activistes indépendants, caractérisée notamment par deux vagues d'arrestations massives, a déclaré Human Rights Watch.

Ces arrestations et ces actes de harcèlement ont coïncidé avec les progrès les plus considérables réalisés par les femmes saoudiennes ces dernières années, y compris la levée des restrictions de voyage pour les femmes âgées d'au moins 21 ans et l'octroi aux femmes de davantage de contrôle sur des questions relatives à leur statut civil.

Les dirigeants saoudiens, notamment le prince héritier Mohammed ben Salmane, n'ont pas été sérieusement questionnés par la justice en 2019 pour les abus commis ces dernières années par les agents de sécurité de l'État, y compris pour l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018 et pour les tortures prétendument infligées à des défenseurs des droits des femmes.

Des dizaines de dissidents et d'activistes saoudiens, dont quatre défenseurs renommés des droits des femmes, sont toujours en détention préventive alors qu'ils sont, avec autres, dans l'attente de procès inéquitables sous des accusations liées uniquement à leurs critiques publiques du gouvernement ou à un travail pacifique en faveur des droits humains.

D'autre part, en tant que pays dirigeant de la coalition qui a entamé des opérations militaires contre les forces houthis au Yémen le 26 mars 2015, l'Arabie saoudite a commis de nombreuses violations du droit international humanitaire.

Source : HRW

Twitter, l'Arabie Saoudite, l'espionnage...

21 décembre 2019

Le réseau social Twitter a annoncé ce vendredi 20 décembre avoir démantelé un réseau visant à favoriser les intérêts géopolitiques de l'Arabie saoudite. Des dizaines de milliers de comptes ont été concernés. Les comptes étaient utilisés pour amplifier les messages favorables à la politique du régime saoudien.

Un réseau de « bots » informatiques soutenu par le royaume wahhabite lui-même, affirme Twitter.

Mais au-delà, le FBI enquête sur l'utilisation de Twitter par le régime saoudien pour traquer les opposants.

Deux anciens employés auraient profité de leur fonction pour accéder aux informations personnelles de certains d'entre eux. Certains relient cet espionnage supposé aux vagues d'arrestations d'universitaires, d'entrepreneurs et de défenseurs des droits de l'homme, en 2017 à Riyad.

Le journaliste Jamal Khashoggi s'était aussi plaint des menaces qu'il recevait de comptes soutenant l'Arabie saoudite avant d'être brutalement assassiné à l'ambassade saoudienne d'Istanbul.

Source : RFI

Émirats arabes unis : l'application ToTok accusée d'espionnage

27 décembre 2019

ToTok fait partie des 50 applications les plus téléchargées sur Google Play en Arabie saoudite ou encore en Inde. Mais ce succès grandissant pourrait bien prendre fin, car l'application est accusée par le *New York Times* de transmettre les informations personnelles de ses utilisateurs aux services de renseignement des Émirats arabes unis.

Derrière ce petit nom enfantin, « ToTok », pourrait bien se cacher une affaire d'espionnage étatique mettant en cause les Émirats arabes unis, pays pourtant vanté comme l'exemple par excellence d'une nation arabe moderne et modérée.

Les Émirats arabes unis auraient un accès direct aux messages et aux conversations vidéo échangés sur ToTok, aux données de géolocalisation, à la liste des contacts, aux caméras, aux micros et au calendrier du téléphone.

Si pour le moment, l'application nie ces accusations. Apple et Google ont pris les devants en retirant ToTok de la liste des applications téléchargeables. Mais les utilisateurs déjà en possession de l'application peuvent continuer à l'utiliser.

Source : RFI

Le Koweït signe un accord pour importer du gaz du Qatar

5 janvier 2020

L'entreprise publique Kuwait Petroleum Corp a signé un contrat avec Qatar Petroleum pour l'achat de trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an. Cet accord s'étend sur 15 ans et prendra effet à partir de 2022.

Le Koweït, producteur clé de l'Opep, qui pompe quelque 2,7 millions de barils de pétrole brut par jour, utilise les importations de gaz naturel pour la production d'électricité et l'industrie pétrochimique. Si le Koweït est proche de l'Arabie Saoudite, qui est en froid avec le Qatar, il garde une certaine autonomie par rapport à la puissance saoudienne.

Source : RFI

AFRIQUE

La Libye en eaux troubles, sous la menace turque

22 janvier 2020

Rappel du contexte

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte populaire, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) dirigé par M. el-Sarraj, et l'Armée nationale libyenne (ALN) autoproclamée, dirigée par M. Haftar.

Le maréchal Haftar, homme fort de l'est libyen, mène depuis le 4 avril une offensive contre Tripoli, le siège du Gouvernement d'union (GNA) reconnu par l'ONU. Khalifa Haftar est soutenu par l'alliance suivante : USA - Russie - Égypte - Jordanie - Arabie Saoudite - Emirats Arabes Unis.

Les Émirats arabes unis et l'Égypte sont deux rivaux de la Turquie. Le gouvernement légitime est soutenu par l'alliance adverse : Turquie – Frères musulmans. Haftar se pose en champion de la lutte contre les jihadistes, mais son offensive sur Tripoli est toujours mise en échec par son rival, Fayez al-Sarraj, allié à des milices islamistes.

De nombreux pays violent l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à ce pays depuis 2011. Ils envoient aussi de plus en plus de mercenaires. Le 27 novembre, la Turquie a signé avec le gouvernement officiel libyen, le GNA, des accords militaire et maritime.

Le gouvernement Fayez el-Sarraj avait déjà signé plusieurs accords avec la Turquie. Les livraisons turques d'armes et de drones armés à destination des milices de Tripoli leur avaient permis de reprendre la ville stratégique de Gharyan des mains du général Khalifa Haftar.

Parmi tous les responsables étrangers impliqués dans le dossier libyen, le président turc Erdogan est le plus clair : il a promis de faire tout son possible pour que les milices islamistes gagnent. L'accord maritime signé par la Turquie avec le GNA vise à étendre les frontières maritimes de la Turquie, afin de pouvoir exploiter des hydrocarbures.

Cet accord est dénoncé par de nombreux pays, notamment Grèce, Égypte, Chypre, Israël. Au sujet de l'accord militaire, Ankara a annoncé l'envoi de troupes en Libye pour aider le GNA à repousser les assauts des forces du maréchal Haftar.

Dans l'alliance opposée, la Russie soupçonnée d'appuyer le maréchal Haftar avec des armes, de l'argent et des mercenaires. Dimanche 19 janvier, onze dirigeants de pays concernés, voire engagés dans le conflit en Libye, ont promis de renoncer à toute interférence, et aussi de respecter l'embargo sur les livraisons d'armes.

Mais les observateurs restent prudents. D'ailleurs, l'accord de cessez-le-feu n'est toujours pas signé. L'ONU estime à près de 150 000 le nombre de Libyens qui ont dû fuir depuis l'offensive de Khalifa Haftar le 4 avril.

Et plus de 280 civils ont été tués, de même que plus de 2.000 combattants, selon l'ONU.

L'ambassade américaine appelle à la reprise des opérations pétrolières

L'ambassade des Etats-Unis en Libye a appelé à la reprise "immédiate" des opérations pétrolières dans ce pays, bloquées depuis une semaine par des forces et tribus loyales au maréchal Khalifa Haftar.

"Les opérations de la NOC (compagnie nationale libyenne de pétrole) doivent reprendre immédiatement", a indiqué l'ambassade.

Elle a souligné sa "profonde préoccupation" après la suspension des exportations et de la production sur la plupart des sites pétroliers.

L'arrêt des exportations d'or noir, qui représentent quasiment l'unique source de revenu pour les Libyens, est décrite par les pro-Haftar comme une mesure de protestation contre l'intervention turque en soutien au GNA. Les pro-Haftar estiment que les revenus pétroliers distribués par le GNA servent à payer des combattants venus de l'extérieur, notamment de Turquie.

Calme précaire

Un calme précaire règne sur Tripoli.

Chaque camp essaie de conforter sa position.

Malgré des violations du cessez-le-feu, la situation reste pour le moment sous contrôle.

Pour maintenir ses positions, le camp de Khalifa Haftar a fait appel à des renforts, alors que les forces de Fayed el-Sarraj peuvent compter sur le soutien des mercenaires syriens, déployés par la Turquie à Tripoli. 2000 Syriens sont arrivés sur place ces dernières semaines, selon le quotidien britannique *The Guardian*.

Plusieurs sources affirment qu'en échange de leur participation aux combats, ces mercenaires syriens auront la nationalité turque. Par ailleurs, l'OSDH et des partis kurdes syriens ont révélé que la Turquie a libéré des dizaines de prisonniers appartenant à l'organisation EI et à différents groupes jihadistes dans les zones sous son contrôle en Syrie, pour les envoyer à Tripoli.

Contre l'invasion turque

Le chef du Parlement libyen a demandé aux pays arabes d'intervenir pour faire face à l'intervention de la Turquie en Libye. Selon lui, les deux accords signés entre Ankara et le gouvernement Fayed el-Sarraj sont illégaux, puisqu'ils n'ont pas reçu l'aval du Parlement.

Début janvier, le Parlement libyen, installé à Benghazi, a rompu ses relations avec la Turquie. Le Parlement libyen ne reconnaît pas la légitimité du Gouvernement d'union nationale (GNA). Élu en 2014, c'est un allié du maréchal Khalifa Haftar.

Khalifa Haftar a appelé à la mobilisation générale contre l'intervention militaire turque, dans laquelle il voit une tentative de recolonisation de la Libye, ancienne province de l'Empire ottoman.

Sources : RFI, AFP, ONU

Algérie : la contestation se poursuit

24 janvier 2020

Le scrutin du 12 décembre, marqué par une abstention record, a abouti à l'élection d'un nouveau président, Abdemadjid Tebboune, et l'entrée en fonction d'un gouvernement constitué pour plus d'un tiers de ministres issus du cabinet sortant ou d'équipes gouvernementales au pouvoir durant les 20 ans de règne du président déchu Abdelaziz Bouteflika.

Ce nouveau gouvernement est massivement rejeté par le "Hirak", le mouvement de la contestation.

Ancien fidèle de M. Bouteflika, M. Tebboune, 74 ans, a promis une révision de la Constitution, soumise à référendum, et un comité d'expert a été mis en place à cet effet.

Après une année d'incertitude, la France a relancé sa relation bilatérale avec l'Algérie, vue désormais comme un partenaire clé de Paris dans les crises régionales en Libye et au Sahel. Rompre avec les pratiques du passé et réduire les importations. Cela semble être les deux principaux objectifs des autorités.

Six secteurs sont concernés : l'industrie, l'agriculture, l'habitat, le commerce, la santé et la micro-entreprise. Mais pour la 49^e semaine d'affilée, des milliers de personnes sont descendues vendredi 24 janvier dans les rues d'Alger et d'autres villes du pays pour réclamer un « changement de régime ».

Certains réclamant la libération de proches incarcérés pour leur participation au "Hirak". Une contestation contre le "système" qui persiste, face à un pouvoir qui dit vouloir le dialogue. Il y a une semaine, dans la capitale, la mobilisation était en baisse par rapport aux précédentes manifestations.

La mobilisation semble marquer le pas par rapport aux manifestations monstres de l'hiver et du printemps 2019, qui avaient contraint en avril l'ex-président Abdelaziz Bouteflika à démissionner, ou encore comparée aux cortèges durant la campagne de l'élection présidentielle du 12 décembre, boycottée par le mouvement.

Sources : AFP, RFI

Algérie : reprise des expulsions de migrants vers le Niger

15 janvier 2020

L'Algérie poursuit les expulsions de migrants subsahariens vers le nord du Niger, comme tout au long de l'année 2019. Après des arrestations, un convoi de plusieurs centaines de personnes était en route mi-janvier pour la frontière.

Alger s'appuie sur un accord passé avec le Niger en 2014 pour rapatrier ces personnes, impliquées dans des réseaux de mendicité, que l'Algérie considère comme des réseaux criminels. Mais au cours des arrestations, les forces de l'ordre arrêtent aussi des ressortissants d'autres nationalités.

En 2019, des expulsions ont eu lieu chaque mois. Selon les données de l'Organisation internationale des migrations qui enregistre les migrants qui le souhaitent à leur arrivée dans le nord du Niger, presque 11 000 personnes ont été expulsées de janvier à novembre, dont 358 qui n'étaient pas nigériennes.

Source : RFI

Le Maroc intègre les eaux du Sahara occidental dans son espace maritime

22 janvier 2020

Le Maroc a intégré mercredi les eaux du Sahara occidental dans son espace maritime, en adoptant deux lois renforçant sa tutelle sur cette ancienne colonie espagnole au statut toujours indéfini.

La question du statut du Sahara occidental, toujours considéré comme un "territoire non autonome" par l'ONU en l'absence d'un règlement définitif, oppose depuis des décennies le Maroc aux indépendantistes du Front Polisario, soutenu par l'Algérie.

Cette vaste étendue désertique bordée par environ 1000 km de côte atlantique est en grande partie contrôlée par le Maroc, qui veut une "autonomie sous contrôle" pour la zone qu'il considère comme sienne. Le Polisario réclame un référendum d'autodétermination.

Le Polisario a déposé des recours contre deux récents accords entre l'Union européenne et le Maroc, élargissant les échanges commerciaux agricoles et halieutiques aux produits du Sahara occidental. La procédure est en cours, selon Me Gilles Devers, l'avocat du Polisario joint par l'AFP.

Source : AFP

Égypte : le tourisme décolle à nouveau dans le pays

23 décembre 2019

L'industrie touristique égyptienne, en chute libre depuis 2011 à cause des désordres politiques et des attentats, se rétablit.

C'est le signe qui ne trompe pas. Les touristes japonais et américains, les plus prudents au monde, sont de retour.

Avec d'autres, ils avaient déserté l'Égypte depuis le soulèvement populaire contre l'ex-président Moubarak en janvier 2011 et les désordres qui ont suivi avec la confrontation entre islamistes et libéraux.

L'arrivée au pouvoir du maréchal Abdel Fattah al-Sissi en 2014 n'avait pas réussi à convaincre les touristes de revenir visiter le pays.

La succession d'attentats spectaculaires a culminé avec l'explosion en vol d'un charter russe en 2015 au-dessus du Sinaï.

Il aura fallu presque 4 ans de répression et de lutte antiterroriste et de sécurisation des aéroports pour que la confiance soit restaurée et que les touristes reviennent. La dévaluation de la livre de 50 % a aussi rendu l'Égypte très concurrentielle.

L'Égypte pourra bientôt battre le record de 2010 avec 15 millions de touristes.

Source : RFI

Sahel : combattre les djihadistes, un puits sans fond

23 janvier 2020

Rappel du contexte

Malgré la présence de forces françaises (4.500 soldats de Barkhane), de l'ONU (Minusma au Mali, 13.000 hommes), de la Force conjointe du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad, qui devait comprendre 5.000 hommes), et de forces américaines, les pays sahéliens subissent des attaques jihadistes de plus en plus fréquentes et meurtrières.

Selon l'ONU, les attaques jihadistes au Mali, au Niger et au Burkina ont fait 4.000 morts en 2019.

Des analystes pensent que plusieurs groupes terroristes seraient à la manœuvre dans ces récentes attaques. Et posent la question de leur possible collaboration.

La région est secouée ces derniers mois par un niveau sans précédent de violence terroriste, le nombre de victimes d'attaques terroristes ayant été multiplié par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a adopté le 21 décembre un "plan d'action" d'un milliard de dollars sur cinq ans pour lutter contre le terrorisme, aux contours cependant flous.

Par ailleurs, la France a récemment déploré l'engagement non encore tenu par l'Arabie saoudite concernant sa promesse de financement à hauteur de 100 millions d'euros, prise en décembre 2017, de la force de sécurité conjointe du G5 Sahel engagée contre les groupes jihadistes.

La France va envoyer des renforts supplémentaires

Force Barkhane au Mali : une quarantaine de djihadistes a été mise « hors de combat » en deux semaines.

Cette annonce de l'armée française intervient après la « neutralisation » de dizaines d'autres djihadistes depuis décembre.

Pour certains experts, la situation au Sahel en décembre était hors de contrôle.

Les revers, il est vrai, s'accumulaient pour les armées présentes : le 25 novembre, 13 soldats français trouvaient la mort ; début décembre, l'armée nigérienne subissait ses plus lourdes pertes lors de l'attaque du camp d'Inates faisant 71 tués.

Le Mali a connu un automne sanglant avec 140 soldats tués.

Le chef d'état-major des armées françaises, le général François Lecointre, a indiqué que la France va envoyer des renforts supplémentaires au Sahel. Ces militaires viendront en sus du renfort des 220 soldats annoncé par Emmanuel Macron lors du sommet de Pau.

Les efforts de Barkhane et ceux de la force conjointe du G5 Sahel vont désormais se concentrer dans la zone des trois frontières, Mali, Burkina Faso, Niger, sanctuaire de l'État islamique au grand Sahara. Et le maître mot, c'est la permanence sur le terrain. L'armée française va donc y engager ses troupes les plus aguerries.

Le général Lecointre attend aussi beaucoup de Tacouba, les forces spéciales européennes chargées d'accompagner les armées locales au combat, une force qui comprendra aussi des Français et qui devrait être pleinement opérationnelle à l'automne.

L'armée française déploie ses drones armés au Sahel face aux jihadistes

Un outil de plus dans la panoplie, sans changement de doctrine : la France dispose désormais de drones armés pour traquer les jihadistes au Sahel.

Un nouvel atout, alors que la situation ne cesse de se dégrader au Sahel, en particulier dans la zone dite des "trois frontières" entre Mali, Niger et Burkina Faso.

Paris rejoint ainsi le club restreint des pays utilisant des drones armés, parmi lesquels les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël. Mais les drones armés n'offriront pas de solution miracle, prévient un officier. "Il est impossible de tout surveiller dans cette zone vaste comme l'Europe".

Mali : forte progression des attaques djihadistes

Au moins 14 civils ont été tués et au moins deux autres blessés, suite à une attaque dirigée contre le village de Sinda, dans la région de Mopti, dans le centre du pays.

Cette tuerie aurait eu lieu dans la nuit du 15 au 16 janvier par des hommes armés.

Le chef des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, a prévenu que la situation sécuritaire au Mali se détériore « à un rythme préoccupant ».

Début janvier, 18 Casques bleus de la MINUSMA ont été blessés lors d'une attaque contre leur camp à Tessali, dans le nord du pays.

Au Mali les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

De larges pans du territoire échappent au contrôle du pouvoir central malien.

Les doutes sont renforcés quant à la capacité du gouvernement à faire face à la situation, malgré l'appui de missions armées française (Barkhane), africaine (le G5 Sahel) et onusienne.

La dégradation va de pair avec une sévère crise humanitaire (4 millions de personnes), près de 170.000 personnes déplacées et 1/5^e de la population ayant besoin d'une aide humanitaire.

D'autre part, les habitants de la ville de Mondoro (42 000 habitants), située non loin de la frontière avec le Burkina Faso, sont très inquiets. Les jihadistes contrôlent quasiment toutes les entrées et les sorties et de la localité.

L'armée burkinabè va former des civils volontaires pour défendre le pays

Les attaques jihadistes au Burkina Faso ont fait plus de 750 morts et 560.000 déplacés depuis 2015. Sous-équipées et mal entraînées, les forces de l'ordre burkinabè n'arrivent pas à enrayer la spirale de violences. Elles ont toutefois revendiqué une série de succès depuis deux mois, affirmant avoir tué une centaine de jihadistes au cours de plusieurs opérations.

Alors que 36 civils ont été tués, le 20 janvier, dans la province du Sanmatenga (centre-nord du Burkina Faso), un projet de loi pour le recrutement de civils volontaires a été adopté. Suite à cette attaque terroriste du 20 janvier, des centaines de personnes ont fui la zone.

Cela ressemblera à la formation de groupes d'auto-défense, mais officiellement ce seront des volontaires. Ils recevront une formation militaire initiale pendant 14 jours. Pour éviter que ce volontariat ne contribue à alimenter des réseaux terroristes, le recrutement sera suivi d'une enquête de moralité.

Le 24 décembre, l'attaque jihadiste qui avait fait 42 morts dans le nord du Burkina Faso avait plongé une nation dans le deuil à Noël, et suscité des messages de solidarité, entre autres du pape François et de l'ONU. 35 civils, dont 31 femmes, et 7 militaires.

Début novembre, 40 employés d'une société minière avaient été massacrés lors de l'attaque de leur convoi dans l'Est du pays. Le Nord et l'Est du pays sont particulièrement touchés par les attaques jihadistes. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.

Les attaques ont aussi attisé les violences intercommunautaires. Et environ 2.000 écoles sont fermées. Ces attaques ont créé une crise humanitaire.

Mais les humanitaires s'inquiètent de la dégradation de la situation des quelque 500 000 personnes déplacées, dans le nord et l'est du pays. En raison de l'insécurité, les humanitaires n'arrivent plus à venir en aide aux populations qui fuient les violences.

Non seulement la population est en détresse, mais le risque est réel que les jeunes soient enrôlés dans des groupes armés. Car les populations locales ne peuvent plus aider les déplacés au Burkina Faso.

Comme au Mali, des manifestants ont dénoncé la présence de forces étrangères. Selon eux, la présence de forces étrangères ne vise qu'à « *renforcer la domination des ex-puissances coloniales et le pillage des ressources naturelles* » de leurs pays.

« *La lutte contre le terrorisme est devenue, de nos jours, un prétexte pour les forces étrangères de s'installer dans les pays de la sous-région. Leur seul objectif : exploiter les ressources telles que l'uranium, le gaz, le pétrole, l'or et le diamant, entre autres* », a déclaré Gabin Korbeogo, président de l'Organisation démocratique de la jeunesse.

Niger : des centaines d'habitants de Chinagoder se réfugient au Mali après la tuerie de 89 soldats nigériens

Des centaines d'habitants de Chinagoder, au Niger, à quelques kilomètres de la frontière malienne, ont trouvé refuge dans la localité d'Anderamboukane, au Mali. Ils fuient les violences terroristes, après l'attaque de la base militaire, qui a tué 89 soldats nigériens début janvier.

D'autre part, au Niger, de plus en plus de chefs de villages sont assassinés par des jihadistes dans le nord de la région de Tillabery, frontalière du Mali. Ces représentants de l'autorité sont sans défense depuis le début de l'insécurité. Traqués par l'armée, les jihadistes se vengent sur les paisibles populations en tuant et brûlant leurs cases.

La France inquiète des velléités de Washington de quitter le Sahel

A l'occasion du sommet de Pau qui a réuni le président français Emmanuel Macron et ses homologues du G5 Sahel, les six chefs d'Etat ont demandé aux États-Unis de poursuivre leur engagement dans la région, alors que Washington réfléchit à réduire sa présence militaire. Il s'agit d'un vrai sujet d'inquiétude pour la France.

L'appui fourni par les États-Unis en termes de renseignement et de ravitaillement en vol est essentiel pour Barkhane.

Car dans la guerre contre le terrorisme, le rôle de Washington est essentiel. L'armée américaine déploie, par rotation, quelque 6 000 soldats, notamment des forces spéciales.

Ces troupes sont présentes dans la Corne de l'Afrique, à Djibouti et en Somalie, mais aussi au Niger, véritable tête de pont américaine dans la lutte contre les groupes terroristes dans la bande sahélo-saharienne.

Au Niger, l'US Air Force dispose en particulier d'une importante base à Agadez d'où décollent ses drones et ses avions ravitailleurs, deux éléments sur lesquels s'appuie la force Barkhane, très dépendante du renseignement fourni par son allié.

Le commandement militaire américain pour l'Afrique, Africom, a été créé en 2007. Son état-major est en Allemagne, mais 7000 hommes sont stationnés en Afrique dont la moitié à Djibouti.

2000 autres soldats sont déployés dans des missions de formation au bénéfice d'armées nationales. Parmi les projets à l'étude pourrait figurer la fermeture de l'imposante base de drones de l'armée de l'air américaine à Agadez au Niger.

Mali : des manifestants veulent le départ des militaires étrangers du pays

Ce vendredi 10 janvier à Bamako, s'est tenue une manifestation qui a demandé le départ des troupes militaires étrangères du territoire malien.

La manifestation s'est déroulée sans incident.

Les populations pensent que les troupes étrangères ne sont pas efficaces.

Des manifestations ont plusieurs fois eu lieu.

L'action de Barkhane est de plus en plus stigmatisée au Sahel, certains l'accusant même de défendre uniquement les intérêts économiques français. Or ce discours anti-français est parfois relayé par des responsables politiques.

Début janvier, au lendemain d'une manifestation contre les troupes de la mission de l'ONU au Mali dans le Cercle de Bandiagara, dans le centre du pays, pour demander leur départ, le gouvernement du Mali a condamné « fermement ces actes ».

Sources : Le Parisien, RFI, AFP, ONU

En Afrique de l'Ouest, le trafic de faux médicaments reste un fléau

16 janvier 2020

Ce samedi 18 janvier, lors d'un sommet à Lomé (Togo), les chefs d'État de 7 pays d'Afrique (Togo, Congo-Brazzaville, Ouganda, Niger, Sénégal, Ghana, Gambie) ont pris l'engagement de criminaliser de manière plus harmonisée le trafic de faux médicaments.

C'est un grand point de départ pour une action politique en Afrique : régler le problème d'accès à des médicaments sûrs, abordables et arrêter la commercialisation des faux médicaments. Très lucratif avec près de 85 milliards de dollars en 2010, le trafic de faux médicament atteindra 500 milliards de dollars dans trois ans, selon les prévisions, et fait des ravages sanitaires.

Un grand absent, le Nigeria, grand pourvoyeur de faux médicaments. Mais le ministre togolais de la Santé rassure : tous les pays rejoindront le groupe pour lutter efficacement contre ce fléau. Au Togo, des instruments juridiques encadrent la lutte contre les faux médicaments et les peines encourues sont très élevées allant jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Au contraire, la législation du Nigeria fait que les faux médicaments inondent non seulement les marchés mais aussi les pharmacies et les hôpitaux, parfois à leur insu. Le trafic de faux médicaments est responsable de plus de 100.000 morts par an en Afrique.

Le phénomène existe dans le monde entier, mais 42% des faux médicaments saisis depuis 2013 l'ont été sur le continent africain, où la faiblesse des systèmes de santé et la pauvreté ont favorisé, plus qu'ailleurs, l'émergence d'un marché parallèle.

La plupart des médicaments sont écoulés sur les marchés en plein air. Les médicaments vendus dans la rue sont généralement deux fois moins chers que dans les pharmacies, davantage contrôlées et obligées de s'approvisionner chez des fournisseurs agréés par le ministère de la Santé.

En Afrique, entre 30 et 60% des médicaments mis sur le marché sont faux, et proviennent en premier lieu de Chine et d'Inde. Des plaques tournantes du trafic ont été démantelées récemment. Mais malgré ces efforts, le phénomène reste important et implique des réseaux criminels très organisés.

Or, faute de législation spécifique, le trafic de faux médicaments est souvent considéré comme un simple délit de contrefaçon et les peines atteignent quelques mois d'emprisonnement tout au plus.

Sources : RFI, AFP

L'achat de vote, pratique normalisée au Nigeria selon l'ONU

26 décembre 2019

L'achat de vote est une pratique normalisée au Nigeria. C'est le constat alarmant de l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime. L'ONUDC estime qu'un quart de la population nigériane a déjà été confronté à cette forme de corruption électorale.

La corruption affecte profondément la vie des Nigériens et la vie du pays dans son ensemble.

Source : RFI

Nigéria : l'enfer des groupes armés, surtout djihadistes

20 janvier 2020

Rappel du contexte

Depuis plusieurs mois, les attaques jihadistes se sont multipliées autour du Lac Tchad, une vaste étendue d'eau truffée d'îlots et de marécages partagée par le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria.

C'est au Nigeria qu'est née l'insurrection de Boko Haram en 2009, avant de se propager dans les pays voisins. La faction de Boko Haram affilié au groupe de l'Etat islamique, ISWAP, est particulièrement active dans cette zone.

Depuis 2015, les pays de la région luttent contre Boko Haram et ISWAP au sein de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition régionale engagée autour du Lac Tchad avec l'aide de comités de vigilance composés d'habitants.

Début janvier, l'ensemble des 1.200 Tchadiens de la FMM déployé depuis des mois au Nigeria sont rentrés au Tchad pour être redéployé sur les pourtours du Lac, côté Tchad, où les attaques se sont multipliées ces derniers mois.

Le Nigeria n'arrive pas à faire face

Dans le nord-est du Nigeria, le Coordonnateur humanitaire de l'ONU au Nigéria, Antonio Jose Canhandula, se dit horrifié par la situation. En plus des milliers de morts dont les auteurs sont des groupes armés, notamment djihadistes, plus de 7 millions de personnes ont toujours besoin d'une aide d'urgence vitale dans les États de Borno, de Yobe et d'Adamawa.

Mais l'ONU et les ONG humanitaires estiment être dans l'impossibilité d'atteindre 1,2 million de personnes.

Plus de 160.000 personnes ont fui en quête de sécurité dans des camps déjà surpeuplés. La majorité de ces sites a déjà atteint leur capacité d'accueil maximale.

La recrudescence de la violence en 2019 a entraîné une détérioration de la situation humanitaire, souligne OCHA. L'insécurité et les attaques violentes continuent d'entraver la capacité des

habitants de nombreuses régions des États de Borno et de Yobe à accéder aux services de base, aux moyens de subsistance et aux terres pour l'agriculture et le pâturage.

Sources : AFP, ONU

Des décennies de marée noire ont dévasté des villages entiers dans le sud-est du Nigeria

3 janvier 2020

Ikarama-Okordia, qui rassemble plusieurs villages de pêcheurs et d'agriculteurs, est l'un des sites les plus pollués du delta du Niger, la région du Nigeria la plus riche en pétrole et en gaz. Le pipeline qui traverse la zone où vivent quelque 50.000 personnes a subi de multiples sabotages et attaques rebelles depuis une vingtaine d'années.

Selon Shell, 21 fuites y ont été recensées entre 2009 et 2018. Les compagnies pétrolières accusent les habitants des environs ou les groupes armés d'être à l'origine de la plupart des incidents.

Le Nigeria, premier producteur de pétrole africain, exporte en moyenne deux millions de barils de brut par jour, ce qui représente 90% des revenus d'exportation du pays.

"Les entreprises pétrolières ont détruit l'écosystème de la région à travers leurs opérations", affirme Michael Karikpo, de l'ONG Environmental Rights Action.

Selon lui, les principaux moyens de subsistance que sont l'agriculture et la pêche, ont ainsi été détruits dans une région déjà fortement touchée par le chômage. "C'est pourquoi les problèmes liés au bunkering (exploitation artisanale et illégale de pétrole), au vandalisme sur les oléoducs et aux raffineries illégales vont se poursuivre dans le delta du Niger".

Source : AFP

La Russie prend la tête du processus de Kimberley sur le commerce de diamants

1^{er} janvier 2020

La Russie prend la présidence du processus de Kimberley, processus qui encadre le commerce du diamant en Afrique. Le Kremlin ne cache pas sa volonté d'en assouplir les règles. Au cœur du débat, le diamant de Centrafrique, que convoiterait particulièrement la Russie.

On sait la Russie de plus en plus engagée dans ce pays.

Source : RFI

RDC : plus de 260 civils tués en novembre et décembre, déplacements massifs de populations

23 janvier 2020

Rappel du contexte

A l'est de la République démocratique du Congo, les forces armées congolaises (FARDC) se battent au quotidien avec le concours de la MONUSCO (force de l'ONU) contre des groupes

armés. Récemment encore des groupes armés ont tué des dizaines de civils, en raison de conflits ethniques.

Dans la région de Beni (Nord-Kivu), des populations sont victimes de massacres attribués, depuis maintenant cinq ans, aux rebelles des ADF, une rébellion ougandaise, auteure de plusieurs centaines de morts parmi les populations civiles et militaires. Les ADF se financent grâce de nombreuses activités lucratives illégales transfrontalières avec les pays voisins.

Au cours des seuls mois de novembre et décembre 2019, plus de 260 civils ont été tués dans la région de Beni par des combattants présumés du groupe rebelle des ADF.

Une offensive majeure a été lancée par les FARDC contre les ADF le 30 octobre dernier.

Et depuis le 28 novembre, le chef d'état-major de la RDC s'est installé à Beni pour être au plus près des combats. Dans la région, la force militaire aurait presque doublé, pour passer à 21 000 soldats.

Déplacements massifs de populations

Ces vagues successives de violence ont entraîné des déplacements massifs :

- Depuis février 2018, près de 57.000 personnes se seraient réfugiées en Ouganda et plus de 556.000 se sont déplacées vers les régions voisines de la RDC.
- 230.000 personnes ont été déplacées en Ituri depuis juin, et plus de 20.000 autres ont été déplacées au Sud-Kivu.

11 ONG tirent la sonnette d'alarme sur le manque de financements pour venir en aide aux centaines de milliers de personnes déplacées en Ituri. Dans cette région, on compte au total au moins 570 000 déplacés dans le besoin.

De plus, un grand nombre d'attaques menées contre les civils dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ont également visé les opérations de riposte à Ebola.

Et cela alors que plus de 3000 cas de contamination à Ebola ont été enregistrés en RDC, où l'épidémie a déjà tué plus de 2000 personnes depuis août 2018.

Les actions de lutte contre la maladie sont régulièrement perturbées en raison d'insécurité causée par la présence de nombreuses milices. Des membres des équipes anti-Ebola ont été tués ou blessés dans des attaques armées dans le Nord-Kivu et en Ituri.

Le nombre élevé de victimes civiles au Nord-Kivu a été l'un des principaux déclencheurs de manifestations violentes contre la MONUSCO. Des manifestations qui ont notamment conduit à la destruction et au pillage d'un bureau de la mission onusienne à Beni le 25 novembre.

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, effectue une visite officielle de cinq jours en RDC à l'invitation du gouvernement, du 23 au 27 janvier. Elle doit visiter un camp de personnes déplacées et rencontrer des victimes de torture et de violence sexuelle.

Une enquête de l'ONU considère les violences en Ituri comme de possibles crimes contre l'humanité

Les meurtres, viols et autres violences visant notamment la communauté Hema dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC, pourraient présenter des éléments constitutifs de « crime contre l'humanité », selon un rapport des Nations Unies.

Dans le contexte des tensions interethniques entre les communautés Lendu et Hema dans les territoires de Djugu et de Mahagi, « au moins 701 personnes ont été tuées, 168 blessées et 142 victimes de violences sexuelles », selon ce rapport conjoint de la MONUSCO et le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en RDC.

« La grande majorité des victimes des attaques semble avoir été visée en raison de leur appartenance à la communauté Hema (au moins 402 membres de cette communauté tués entre décembre 2017 et septembre 2019) ».

« J'ai entendu des histoires déchirantes de personnes déplacées (de la communauté) Hema, en Ituri », a déclaré sur Twitter Mme Bachelet qui a rencontré jeudi après-midi les membres des deux communautés. « Cette tragédie a trop duré et doit cesser », a-t-elle ajouté.

A partir de septembre 2018, les enquêteurs ont observé, une organisation et une planification grandissante des vagues d'attaques menées par des assaillants Lendu visant des Hema et des membres d'autres groupes ethniques, tels que les Alur.

Le rapport documente également de nombreux cas d'enfants tués – certains en uniforme scolaire – de femmes violées, de villages pillés et incendiés. Le 10 juin 2019 par exemple, dans la localité de Torges, un homme membre de la communauté Hema qui tentait d'empêcher des assaillants armés de violer sa femme a vu son fils de 8 ans décapité devant lui.

De façon générale, ces violences par des groupes armés Lendu ont eu notamment pour objectif de prendre le contrôle des terres et des ressources qui y sont associées. « La barbarie qui caractérise ces attaques reflète la volonté des assaillants de traumatiser de façon durable les populations Hema, de les contraindre à fuir et à ne plus revenir dans leurs villages ».

Par ailleurs, les enquêteurs de l'ONU ont documenté, entre décembre 2017 et mai 2018, des actes de représailles par des membres de la communauté Hema, notamment des incendies de villages et des attaques isolées contre des Lendu.

De plus, le déploiement de forces de l'armée et de la police congolaises à partir de février 2018 n'a malheureusement pas suffi à prévenir les violences. « Pire : des soldats et des policiers déployés dans la zone se sont livrés à des exactions telles que des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles et des arrestations illégales ».

Les violences entre Lendu, majoritairement agriculteurs, et Hema, éleveurs, ont repris fin 2017 dans cette province frontalière de l'Ouganda et sur les bords du lac Albert. Cette dernière vague de violences dans le territoire de Djugu au nord du chef-lieu Bunia, a causé d'importants mouvements de population.

Bruits de bottes dans le Maniema

La population de Salamabila, dans l'est de la RDC, a déserté la cité. Elle craint les menaces des Mai-Mai Malaïka qui promettent de revenir dans la commune pour chasser l'armée gouvernementale, les FARDC, qui ont pris le contrôle des lieux depuis mi-janvier à l'issue d'intenses affrontements.

Les autorités locales ont pourtant appelé les habitants à revenir, mais selon Auguy Musafiri, le gouverneur du Maniema, rien n'y fait. Il reconnaît que les miliciens Malaïka ont toujours exigé d'obtenir un périmètre pour l'exploitation artisanale de l'or. Au moins 18 personnes, dont des enfants, ont été tuées dans les combats.

Soulagement à Beni après la victoire annoncée des FARDC sur les ADF

Soulagement mais aussi espoir à Beni, dans l'est de la RDC, alors que l'armée congolaise affirme avoir conquis le quartier général du mouvement armé ADF. Dans ce territoire, la population veut croire qu'une paix durable est possible, même si des inquiétudes subsistent.

Les FARDC annoncent avoir neutralisé cinq chefs de guerre ADF à Medina. Des déclarations accueillies avec prudence par l'opposant Jules Vahikehya.

Si cette opération militaire est effectivement une réussite, les analystes estiment qu'il est encore « *trop tôt* » pour affirmer « *que l'histoire des ADF* » est bel et bien « *terminée* ».

L'armée dénonce une campagne de discrédit à son encontre

Début janvier, l'état-major des forces armées a publié un communiqué dans lequel il donnait des nouvelles de l'offensive. L'armée dénonce aussi des campagnes de dénigrement. L'état-major général des FARDC dénonce ce qu'il qualifie de « message d'intoxication » accusant l'armée et la mission onusienne d'être en connivence avec ce qu'il appelle des « égorgeurs ».

Pour le général-major Kasonga Cibangu Léon-Richard, porte-parole de l'armée, ces messages visent à démoraliser les troupes et à remettre en cause « *le lourd sacrifice consenti pour la protection de la population* ».

Il rapporte ainsi que les FARDC, en deux mois, ont perdu 60 militaires. Son bilan fait également état de 175 blessés. L'état-major général des FARDC évoque une guerre non conventionnelle menée contre ce qu'il qualifie d'insurgés dont le but, selon lui, serait la balkanisation de la partie est du pays.

Sources : RFI, ONU

Soudan : objectif paix

15 janvier 2020

Rappel du contexte

En décembre, les Soudanais ont fêté le premier anniversaire du soulèvement qui a mis fin au régime d'Omar el-Béchar, après 30 ans de règne autoritaire.

Entre 177 et 250 personnes avaient été tuées dans la répression du mouvement.

Le Premier ministre Abdallah Hamdok, nommé après de longues négociations entre l'armée et les contestataires, avait décrété que le pays devait célébrer sa révolution "durant tout décembre". Il dirige le Conseil souverain de transition, est un organe composé de civils et militaires chargé depuis cet été d'assurer la transition post-Béchetir.

Hamdok a entamé des réformes, avec notamment le démantèlement du régime d'Omar el-Béchetir et le lancement de pourparlers de paix avec les groupes rebelles des Etats du Darfour, du Kordofan-Sud et du Nil Bleu, théâtres de violents conflits sous Béchetir. Mais le pays fait toujours face à une grave crise économique.

Le démantèlement de l'ancien régime poursuit son cours

Fin novembre, les autorités de transition ont annoncé la dissolution du parti du président déchu, et en décembre celle des syndicats mis en place sous Béchetir et considérés comme lui étant largement favorables.

Autre signe favorable du nouveau régime, le Soudan a annoncé la fermeture des bureaux du Hamas et du Hezbollah. Selon un responsable, le gouvernement envisage de fermer non seulement les bureaux du Hezbollah et du Hamas, mais aussi ceux de "tout autre groupe islamiste dont le but est le terrorisme".

Des résistances au démantèlement de l'ancien régime

Cependant, quand le gouvernement de transition a voulu réformer les services de sécurité, une rébellion a éclaté.

En rétablissant l'ordre, 2 soldats soudanais ont été tués.

Les services de sécurité en question, qui se sont rebellés, sont l'ex-Service national de renseignement et de sécurité soudanais (NISS), qui a joué un rôle de premier plan dans la répression du mouvement de contestation déclenché il y a un an.

Mandat d'arrêt contre 2 des frères d'Omar el-Béchetir

La justice soudanaise a lancé un mandat d'arrêt contre 2 des frères de l'ancien président Omar el-Béchetir. Ils sont accusés de corruption et d'enrichissement illégal.

C'est quasiment toute la famille proche d'Omar el-Béchetir qui est recherchée ou en détention. Les 4 frères de l'ancien dictateur sont tous accusés de corruption.

2 frères d'Omar el-Béchetir ont fui en Turquie.

Pour l'avocat anticorruption Mahmoud el-Sheik, les biens de la famille El-Béchetir représenteraient plusieurs milliards de dollars américains.

Rapprochement avec les USA, mais difficultés économiques

Si Washington a levé son embargo économique en 2017, il maintient le Soudan sa liste noire des “Etats soutenant le terrorisme”, ce qui constitue un handicap majeur pour son économie. Les transactions financières internationales et les investissements étrangers restent donc impossibles.

La procédure de retrait de la liste noire prendra du temps.

Washington cherche notamment à s’assurer que le régime de M. Béchir est bien en cours de démantèlement.

En attendant la décision américaine au sujet de la liste noire, les USA et le Soudan se rapprochent : les Etats-Unis apportent un soutien appuyé au Premier ministre de transition Abdallah Hamdok.

Le Premier ministre effectue des visites historiques dans les zones de conflit

Il y a 3 zones de conflit au Soudan : le Kordofan du Sud, le Darfour et le Nil Bleu.

Des réactions très positives se font entendre au Soudan après la visite du Premier ministre Abdallah Hamdok dans le bastion rebelle du Kordofan du Sud.

C’était la première visite en 8 ans d’un membre du gouvernement dans cette zone de conflit. Le Premier ministre a assuré que son gouvernement de transition travaillait dur pour parvenir à la paix. Il était accompagné du responsable du Programme alimentaire mondial, car il veut étendre l’accès humanitaire aux zones coupées du pays par le conflit.

Cette visite survient alors que des pourparlers sont en cours depuis mi-octobre à Juba, au Soudan du Sud, entre le nouveau gouvernement de Khartoum et plusieurs groupes rebelles qui ont combattu les forces du président déchu Omar el-Béchir au Darfour, et dans les États du Nil bleu et du Kordofan du Sud.

Pour Mohamed Zakaria, porte-parole de l’un de ces groupes armés, le JEM, cette visite est un signe très positif. C’est la deuxième visite du Premier ministre dans une zone de conflit depuis son arrivée au pouvoir : il s’était déjà rendu au Darfour en novembre.

Plus de 50 morts dans des heurts communautaires au Darfour

En décembre, au moins 54 personnes ont été tuées et 60 blessées lors de combats tribaux au Darfour, une région de l’ouest du Soudan déchirée par les violences, a indiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l’ONU (OCHA).

« Les violences communautaires à El Geneina, capitale de l’Etat du Darfour-Ouest, auraient fait au moins 54 morts, 60 blessés et 40.000 déplacés depuis le 28 décembre », a déclaré Jens Laerke, porte-parole d’OCHA. Parmi les personnes déplacées, 32.000 étaient déjà déplacés internes de trois camps de déplacés.

Des milliers de civils soudanais ont également traversé la frontière du Tchad, cherchant refuge dans des villages près de la frontière avec le Soudan.

Une aide humanitaire est apportée à ces personnes.

A l'origine, une altercation mortelle entre deux hommes - l'un Massalit, l'autre Arabe - qui a dégénéré dans un camp de déplacés. Des milices arabes, lourdement armées, s'en sont alors pris à des villages Massalit. La situation est désormais calme. Khartoum a déployé l'armée, instauré un cessez-le-feu, et promis une enquête.

Le Darfour connaît des conflits entre tribus arabes et non arabes depuis près de 20 ans. Mais cela faisait des années qu'il n'y avait pas eu de heurts aussi importants. Cela menace la transition politique dans le pays : fin décembre, les nouvelles autorités de Khartoum et 9 groupes rebelles ont adopté une feuille de route pour mettre fin au conflit au Darfour.

L'UNFPA appelle à une action immédiate pour garantir la santé des femmes déplacées dans l'ouest du Darfour

L'instabilité persistante dans la région du Darfour a laissé des milliers de femmes sans protection et services adéquats en matière de santé reproductive, menaçant leur vie, leur santé et leur sécurité, selon l'agence des Nations Unies chargée de la santé sexuelle et reproductive, l'UNFPA.

Parmi les 40.000 personnes forcées de fuir récemment les conflits, environ 10.800 sont des femmes en âge de procréer. On estime à 3.442 le nombre de femmes enceintes qui ont un besoin urgent de services adéquats. Et parmi elles, environ 700 sont enceintes de 9 mois et devraient accoucher bientôt dans les 41 sites de déplacés internes.

L'UNFPA aide le ministère soudanais à la Santé et la Société soudanaise du Croissant-Rouge à établir des cliniques de santé reproductive dans 31 sites de déplacés internes. D'autre part, l'augmentation des déplacements est un facteur de risque croissant de violence, en particulier pour les femmes et les filles.

Le HCR lance un appel de fonds de 477 millions de dollars pour ses opérations au Soudan

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a réclamé davantage de soutien de la part de la communauté internationale en faveur des réfugiés et des communautés hôtes au Soudan. Cet appel de fonds de 477 millions de dollars vise à venir en aide à plus de 900.000 réfugiés et à près de 250.000 hôtes soudanais en 2020.

Le Soudan a une longue tradition d'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile mais il lutte également contre son propre déplacement interne, tout en étant confronté à une grave crise économique.

Parmi les réfugiés accueillis au Soudan, la majorité sont des Sud-Soudanais. En 2019, les opérations du HCR au Soudan ont été parmi l'une des plus sous-financées, avec seulement le tiers des fonds disponibles sur les 269 millions de dollars nécessaires.

Les réfugiés vivent dans plus de 130 endroits à travers les 18 Etats du Soudan. Environ 70% d'entre eux vivent en dehors des camps, dans des villages, des villes et des agglomérations. Si les réfugiés bénéficient souvent d'un soutien généreux de la part des communautés d'accueil, la crise économique actuelle au Soudan a aggravé la situation.

Par ailleurs, le HCR participe également aux efforts humanitaires inter-agences pour aider près de deux millions de déplacés internes, avec notamment des activités de protection, mais aussi en leur offrant des abris d'urgence et d'articles de secours.

Le gouvernement de transition facilite l'acheminement de l'aide vers des régions qui étaient auparavant hors de portée des humanitaires, notamment dans certaines régions du Kordofan-Méridional et du Nil Bleu ainsi que dans le Djebel Marra au Darfour.

Des années de conflit et de troubles ont également déplacé plus de 600.000 Soudanais en tant que réfugiés dans les pays voisins - y compris plus de 300.000 Soudanais originaires du Darfour qui se sont réfugiés dans l'est du Tchad.

Le Soudan vote son premier budget de l'après Omar el-Béchir

Le gouvernement et le Conseil souverain se sont mis d'accord sur l'exercice 2020 alors que le pays subit une grave crise économique et que les attentes de la population sont énormes. Les autorités espèrent néanmoins un soutien international lors d'une conférence des donateurs prévue en avril.

La minorité chrétienne a fêté Noël redevenu jour férié

Les fidèles assemblés dans la cathédrale Saint-Mathieu de Khartoum ont célébré Noël cette année en chantant. Mais surtout en ne craignant plus les manœuvres du gouvernement, l'ancien régime ayant pris l'habitude d'exproprier ou de démolir les lieux de culte, et d'emprisonner les chefs religieux.

Signe des temps : c'est la nouvelle ministre de la Justice en personne, Rayaa Nicol Abdel Masih, elle-même de religion copte, qui est venue donner la bonne nouvelle, mercredi 25 décembre. « *Après neuf ans, le gouvernement a décrété le 25 décembre jour férié et cela démontre les sentiments d'amour, de paix et de citoyenneté des Soudanais* »

Sources : RFI, AFP, i24NEWS, ONU

Soudan du Sud : les États-Unis s'impatientent et sanctionnent le premier vice-président

17 janvier 2020

Rappel du contexte

Le 12 novembre, le chef rebelle Riek Machar était censé rentrer à Juba pour occuper le poste de premier vice-président, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale. La dernière fois que Riek Machar était rentré définitivement au pays, c'était en 2016. Mais la guerre avait repris peu après.

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, son application accuse un retard chronique. Deux points sont très sensibles : la sécurité entourant le retour du chef rebelle et les divisions administratives du pays, le président Kiir étant accusé de vouloir favoriser son ethnie, les Dinkas.

Selon son entourage, l'opposant ne rentrera pas tant que l'armée unifiée ne sera pas opérationnelle...

La formation de cette force de 83 000 soldats et anciens rebelles accuse un énorme retard. Le Conseil de sécurité de l'ONU se dit déçu par l'intransigeance de Riek Machar.

En tout cas, l'intensité du conflit a diminué depuis l'accord de paix de septembre 2018, même si la population n'a pas repris sa vie normale et attend de voir ce qui se passera. Avec plus de 400 000 morts, les Sud-Soudanais sont épuisés par la guerre.

Le chef rebelle Riek Machar et le président Salva Kiir promettent désormais un gouvernement d'union pour le Sud Soudan d'ici la fin février, une échéance déjà repoussée par deux fois. S'il reste encore des désaccords, le président Kiir a annoncé que les points non résolus seront alors pris en main par le nouveau cabinet.

Parmi eux, la question des États fédéraux, un sujet crucial au cœur de la guerre civile. Cette annonce commune démontre un changement de ton, notamment côté rebelle : Riek Machar exigeait jusqu'alors le règlement des principaux blocages avant son retour définitif à Juba.

Les USA prennent des sanctions

Les États-Unis ont imposé des sanctions financières contre le vice-président sud-soudanais Taban Deng Gai, qu'ils accusent de saboter la mise place d'un gouvernement de transition. Jamais les Américains n'avaient frappé aussi haut. Après 5 officiels de rang subalterne puis deux ministres, en sanctionnant Taban Deng Gai ils touchent au sommet de l'État.

Le premier vice-président est très puissant. Il dispose de son propre mouvement armé et le camp de Riek Machar le considère comme un traître. Selon les USA, il est coupable de sérieuses violations des droits de l'Homme, et souhaitait semer le trouble au sein de l'opposition jusqu'à empêcher le retour au pays de Riek Machar, qui doit normalement le remplacer.

Beaucoup se demandent maintenant si les Américains iront jusqu'à sanctionner le président Kiir lui-même.

D'autre part le Trésor américain avait pris des sanctions contre deux hommes d'affaires et les six sociétés qu'ils contrôlent.

Ils sont accusés de corruption et de fraudes multiples en lien avec des officiels du gouvernement à Juba.

Très bien connectés au sein du pouvoir, ils sont désormais sur la liste noire du Trésor américain.

La sous-secrétaire d'État américaine Sigal Mandelker explique que les activités de ces deux individus alimentent la guerre civile dans le pays. Les deux hommes d'affaires et six de leurs sociétés servaient notamment à préserver l'argent d'officiels sud-soudanais déjà sous sanctions, afin qu'ils puissent conserver leur fortune hors du pays.

Ils ont également versé des pots-de-vin afin de décrocher des marchés publics, alimentant un vaste système de corruption impliquant des responsables du gouvernement. Une de ces entreprises a même importé des véhicules blindés utilisés par l'armée contre des civils.

Où part l'argent du pétrole ?

La pression monte sur les 2 leaders sud-soudanais alors que le sous-secrétaire d'État américain chargé des Affaires africaines, Tibor Nagy arrive dans la région. Il ne reste plus que cinq semaines au président Salva Kiir et son rival Riek Machar pour mettre sur pied un gouvernement d'union nationale.

Les rencontres s'accroissent ; Washington s'impatiente.

Dans une interview à RFI, le sous-secrétaire d'État américain chargé des Affaires africaines Tibor Nagy estime que la communauté internationale a « *perdu patience* ».

Il prévient que d'autres sanctions sont envisageables.

« Les États-Unis se réservent le droit d'imposer des sanctions contre toutes personnes - partout dans le monde, quelle que soit leur fonction- s'ils sont impliqués dans d'importantes violations des droits de l'homme ou dans des faits de corruption. »

« Le Soudan du Sud produit une quantité importante de pétrole, tous les jours. Comment est-ce que cet argent est utilisé ? Où sont les comptes ? Pourquoi est-ce que le Soudan du Sud demande toujours plus d'argent pour soutenir sa transition ? Ce sont de vraies questions... »

Des millions de Sud-Soudanais déplacés par les violences ; crise humanitaire

Malgré la signature de l'accord de paix en 2018, la situation reste critique, avec des millions de Sud-Soudanais déplacés par les violences et ayant besoin d'aide humanitaire. C'est la plus grande crise humanitaire et de réfugiés d'Afrique, avec plus de 2 millions de personnes en quête de sécurité dans les pays voisins et un nombre égal de déplacés à l'intérieur du pays.

Et plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

Un progrès toutefois, dans le pays il faut noter le maintien du cessez-le-feu permanent dans la plupart du pays. Malgré la réduction des violences, les obstacles administratifs aux livraisons humanitaires demeurent malheureusement encore trop fréquents.

D'autre part, si des progrès ont été accomplis, il faut noter que les violences sexuelles se poursuivent à des niveaux élevés, avec une forte impunité, pendant que des enfants continuent d'être recrutés de force comme soldats, notamment par l'opposition.

Sources : RFI, AFP

Zambie : le PAM et les États-Unis s'allient pour atteindre l'objectif « faim zéro »

6 janvier 2020

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies s'est félicité de la contribution de 3,39 millions de dollars de l'Agence des États-Unis pour le développement international

(USAID) afin d'aider à répondre aux besoins alimentaires immédiats des personnes touchées par la sécheresse en Zambie.

La sécheresse et des périodes de sécheresse prolongées ont laissé 2,3 millions de personnes en Zambie en situation d'insécurité alimentaire grave et ayant besoin d'aide.

Le Programme a besoin de 36 millions de dollars pour aider efficacement le gouvernement à faire face à la crise.

Au-delà de son appui en faveur de la population nationale dans la crise en Zambie, le PAM porte également assistance aux réfugiés de la République démocratique du Congo (RDC).

En 2019, le PAM a aidé environ 14.000 réfugiés en Zambie. Là aussi les États-Unis sont l'un des principaux donateurs de l'intervention du PAM.

Source : ONU

Le Kenya et l'Afrique de l'Est frappés par une invasion de criquets pèlerins, la « pire » depuis 25 ans

24 janvier 2020

Après la Somalie et l'Éthiopie, c'est au tour du Kenya d'être touché par l'invasion de criquets pèlerins qui frappe depuis des semaines la Corne de l'Afrique, la « pire » du genre depuis un quart de siècle, selon la FAO.

Le ministre kényan de l'Agriculture parle d'une menace « sans précédent ».

Les nuées de milliards de criquets ravagent les terres agricoles des zones affectées.

Cette invasion a déjà ravagé des dizaines de milliers d'hectares en Éthiopie et en Somalie.

Cela est dû à des pluies exceptionnelles qui auraient favorisé leur reproduction.

L'Afrique de l'Est a déjà beaucoup souffert en 2019, avec une forte sécheresse puis des pluies et inondations dévastatrices, qui ont fait des centaines de morts.

Les criquets peuvent affecter la sécurité alimentaire de millions de personnes.

Au Kenya les révoltes pour les humains ont déjà été faites, mais les criquets dévorent les récoltes destinées à nourrir les animaux.

Les éleveurs vont donc être en grande difficulté.

Si les éleveurs doivent couvrir de plus grandes distances, les risques d'affrontements tribaux vont augmenter. C'est ce que craint Jillo Buki, chef du village de Yegabarsati, qui en appelle au gouvernement :

« Plus vous allez loin, plus l'insécurité augmente. Vous vous retrouvez dans un autre comté, et une autre communauté peut vous attaquer. Le gouvernement doit mettre en place des mécanismes d'alerte précoce. À la dernière saison sèche, il avait fourni des sacs d'aliments pour bétail. Si nos pâturages disparaissent, les autorités pourraient recommencer. »

Le chef de l'aide humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock, a débloqué 10 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) pour aider à intensifier la riposte en Afrique de l'Est.

Cette crise, qui affecte la Corne de l'Afrique, l'Asie du Sud-Ouest et la mer Rouge, est la pire du genre en 25 ans pour l'Éthiopie et la Somalie et la pire que le Kenya ait connue depuis 70 ans.

L'allocation de 10 millions de dollars du CERF ira à la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et financera une augmentation des opérations de pulvérisation aérienne de pesticides qui, étant donné l'ampleur des essaims actuels, est le seul moyen efficace de réduire le nombre de criquets.

Même si le pesticide s'avère efficace, le Kenya n'en a pas fini. Il devra dans un second temps tuer les larves pondues, avant qu'elles ne se transforment en adultes et reprennent leur cycle destructeur.

Sources : RFI, AFP, ONU

Kenya et Somalie : les shebabs renforcent leurs attaques

15 janvier 2020

Rappel du contexte

Chassés de Mogadiscio (capitale de la Somalie) en 2011, les shebabs ont perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes régions rurales d'où ils organisent des actions de guérilla et des attentats-suicides. On estime qu'ils sont actuellement entre 5.000 et 9.000 combattants.

Affiliés à Al-Qaïda, les shebab ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et les 20.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Ils commettent régulièrement des attentats à la voiture piégée et des attaques d'autres types à Mogadiscio.

Malgré les coûteux efforts internationaux pour les vaincre, ces rebelles islamistes ont réalisé le 28 décembre dernier l'une des opérations les plus meurtrières de la décennie en Somalie, l'explosion d'un véhicule piégé dans la capitale Mogadiscio ayant fait 81 morts.

Selon l'Institute for Security Studies (ISS), les Etats-Unis disposent de 34 bases militaires connues en Afrique, d'où ils effectuent "des opérations avec des drones" mais organisent aussi "des entraînements, des manœuvres militaires" et "des activités humanitaires".

Présents en Somalie, les Etats-Unis y ont intensifié depuis avril 2017 leurs frappes aériennes après l'extension par le président Donald Trump des pouvoirs donnés à l'armée américaine pour déclencher des opérations antiterroristes, par voie aérienne ou terrestre.

En avril 2019, le commandement militaire américain pour le continent africain a annoncé avoir tué 800 personnes au cours de 110 attaques aériennes en 2 ans dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

Dans le nord-est du Kenya, la crainte des enseignants

Les enseignants kényans ont peur et sont en colère. Ces dernières semaines, les shebabs ont lancé une dizaine d'attaques dans le nord-est du pays. Plusieurs attentats ont visé des écoles du comté de Garissa où au moins 4 professeurs ont été tués en quelques jours.

Le 13 janvier, le syndicat national des enseignants, KNUT, a exigé des actions fortes pour garantir leur sécurité. Plusieurs écoles menaceraient de fermer, et des professeurs s'apprêteraient à quitter la région. Les régions proches de la Somalie manquent chroniquement de professeurs, qui sont visés par les shebabs. Beaucoup d'entre eux sont donc partis.

Kenya : l'armée américaine se renforce après l'attaque d'une base militaire

L'attaque des shebabs début janvier contre un site militaire dans l'est du pays, le camp Simba, a causé la mort de 3 Américains et poussé Washington à renforcer la sécurité du complexe. Cette base militaire américano-kényane est dédiée au contre-terrorisme et à la formation des militaires kényans.

Attentat en Somalie : les renseignements accusent une main étrangère

En Somalie, la polémique enfle après l'attentat sanglant de Mogadiscio, fin décembre. Les renseignements somaliens ont affirmé qu'un pays étranger avait planifié l'attaque. Or comme la bombe visait un convoi turc, beaucoup ont pensé à une implication des Émirats arabes unis, frontalement opposés à Ankara dans la région.

Mais les shebabs sont habitués à commettre ce genre d'attentats et les Émirats n'ont aucune alliance avec les islamistes somaliens. Par contre, la Turquie elle-même est regardée avec soupçon.

En effet, c'est le journal turc *Yeni Safak*, réputé proche du président Erdogan, qui le premier a mentionné une implication des Émirats. Selon le chercheur Rashid Abdi, le chef de l'État turc a peut-être utilisé l'affaire pour embarrasser Abu Dhabi sur un autre dossier tendu du moment : la Libye, où les deux pays soutiennent des camps opposés.

Les shebabs se sont excusés auprès des victimes civiles de cet attentat, tout en le justifiant par la nécessaire lutte contre l'État somalien et ses soutiens étrangers. Ils accusent la Turquie de chercher à conquérir la Somalie et d'avoir pris le contrôle de toutes ses ressources économiques.

La Turquie est l'un des principaux donateurs et investisseurs en Somalie. En septembre 2017, la Turquie a inauguré le plus grand centre d'entraînement militaire étranger de Somalie.

Sources : AFP, RFI

Barrage sur le Nil : Egypte, Ethiopie et Soudan esquissent un compromis

16 janvier 2020

Le « grand barrage de la Renaissance », infrastructure unique en Afrique, construite par l'Éthiopie sur le Nil Bleu, est aux deux-tiers achevée. Les Éthiopiens veulent désormais remplir le réservoir le plus vite possible. Ce que refusent les Égyptiens craignant une forte baisse de leurs ressources en eau.

Ce gigantesque projet est censé, dans l'esprit des Éthiopiens, commencer à produire de l'électricité d'ici fin 2020 pour être complètement opérationnel d'ici 2022. Il doit devenir la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique.

L'Éthiopie entend généraliser l'accès à l'électricité d'ici 2025. Actuellement, la moitié de sa population de 110 millions d'habitants vit sans électricité. Même dans la capitale, les coupures sont courantes.

Les tensions sont fortes entre l'Égypte et l'Éthiopie concernant ce barrage, l'Égypte dépendant énormément du Nil pour son approvisionnement en eau. Donald Trump et la Banque mondiale essaient d'arranger les choses.

L'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan ont esquissé un compromis et se sont donné rendez-vous fin janvier à Washington pour surmonter les dernières divergences et "finaliser un accord". Le remplissage du réservoir devrait avoir lieu "par étapes" de manière "coopérative", surtout pendant la saison des pluies de juillet-août.

Sources : AFP, RFI

Ethiopie : le FMI approuve une ligne de crédits de 2,9 milliards de dollars

21 décembre 2019

Le FMI a approuvé un programme d'aide triennal de 2,9 milliards de dollars en faveur de l'Éthiopie pour l'aider à mettre en place les réformes économiques.

Sur ces 2,9 milliards de dollars, 308,4 millions sont débloqués immédiatement.

Le gouvernement éthiopien a annoncé que les donateurs étrangers avaient promis de financer à hauteur de 9 milliards de dollars son ambitieux programme de réformes économiques, cruciales à l'heure où le pays traverse une violente crise intercommunautaire. Cette somme s'ajoute à des engagements précédents de 3 milliards de dollars de la Banque mondiale.

Source : AFP

Zimbabwe : la Chine veut renforcer sa coopération

13 janvier 2020

Au Zimbabwe, la sécheresse, les inondations et l'effondrement macroéconomique ont plongé 8 millions de personnes (la moitié de la population) dans une grave insécurité alimentaire.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), qui lui vient en aide, réclame 200 millions de dollars pour faire face à une catastrophe humanitaire annoncée.

Pour le PAM, la crise est exacerbée « par une grave pénurie de devises étrangères, une inflation galopante, un chômage croissant, une pénurie de carburant, des pannes d'électricité prolongées et des pertes de bétail à grande échelle ».

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi s'est engagé à renforcer la coopération avec le Zimbabwe malgré une récente querelle entre les deux pays sur les chiffres de l'aide bilatérale que Pékin lui accorde pour maintenir à flots son économie en crise.

En novembre, le gouvernement zimbabwéen avait déclaré n'avoir reçu de Pékin que 3.6 millions de dollars d'aide bilatérale entre janvier et septembre 2019, soit loin derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Visiblement froissé, Pékin avait reproché à Harare de sous-estimer son aide, avançant un chiffre près de 40 fois plus élevé.

M. Yi s'est entretenu avec son homologue, lors de la dernière étape de sa tournée en Afrique. Il n'a pas mentionné d'aide financière, mais a salué la coopération "gagnant-gagnant" entre la Chine et le Zimbabwe dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture et des mines, et a promis d'explorer de nouvelles pistes de coopération.

La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique et au Zimbabwe, sa présence est particulièrement visible depuis les sanctions pour non-respect des droits de l'Homme infligées par les Occidentaux au régime de l'ex-président Robert Mugabe.

Les sanctions internationales empêchent le gouvernement d'obtenir des financements pour importer de la nourriture.

Fin octobre, le gouvernement zimbabwéen avait organisé des manifestations pour tenter de faire tomber les sanctions.

Les sanctions américaines visent plusieurs entreprises et une centaine d'individus, dont le président Emmerson Mnangagwa. Washington assure que ces mesures pénalisent surtout les fermes et les entreprises dont ces personnes sont propriétaires et que la faillite de l'économie zimbabwéenne est avant tout le résultat de la gestion calamiteuse des dirigeants du pays.

Les partis d'opposition au Zimbabwe accusent le gouvernement de céder minerais et ressources naturelles à la Chine en échange de son aide financière. Ils accusent également les entreprises chinoises d'abuser des travailleurs locaux. "La Chine a aidé l'Afrique à construire plus de 130 installations médicales et plus de 170 écoles ces 5 dernières années", a déclaré M. Yi.

Sources : ONU, AFP, RFI

La banque russe VTB porte plainte contre le Mozambique

7 janvier 2020

La banque russe VTB a engagé des poursuites judiciaires contre le Mozambique pour obtenir le remboursement d'un prêt de 535 millions de dollars contracté dans le cadre du scandale dit de la « dette cachée ». Une dette qui a plongé le pays dans la crise.

La banque russe avait été jusqu'ici discrète depuis l'éclatement du scandale et les premières poursuites judiciaires. Mais VTB a finalement porté plainte au Royaume-Uni pour espérer récupérer ses fonds.

Dans un communiqué, la banque publique russe précise qu'elle négociait depuis trois ans avec son débiteur mozambicain, sans résultats.

Conséquence : l'aide internationale est suspendue, laissant le Mozambique aux prises avec une grave crise financière.

Alors que la banque russe veut juste récupérer sa créance, plusieurs procédures judiciaires lancées aux États-Unis, en Suisse, au Royaume-Uni et au Mozambique ont conduit à l'arrestation de plus de 20 personnes, dont l'ancien ministre mozambicain des Finances Manuel Chang.

Ces 10 prochaines années, le pays devra consacrer une partie des revenus des projets importants dans le gaz à rembourser la dette scandaleuse. Des centaines de millions de dollars, qui auraient pu financer des projets de développement.

Source : RFI

Madagascar sur le chemin de l'autosuffisance alimentaire ?

22 janvier 2020

Le gouvernement malgache vient d'annoncer en grande pompe être sur le chemin de l'autosuffisance alimentaire, suite à la signature d'un partenariat avec une société des Émirats arabes unis spécialisée dans la production agricole à grande échelle.

Dans l'une des régions les plus oubliées et isolées du pays, au sud-ouest de l'île, un pôle de production intégrée et moderne sur une superficie de 60 000 hectares devrait voir le jour d'ici la fin de l'année.

En 2019, Madagascar a importé 350 000 tonnes de riz blanc. De l'histoire ancienne, espère le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche : *« Le but de ce projet, c'est de produire en grande partie sinon la totalité de ces 350 000 tonnes de riz blanc pour que Madagascar commence à ne plus importer du riz et à atteindre son autosuffisance rizicole »*.

Source : RFI

Madagascar : lancement d'une gigantesque campagne de reboisement

20 décembre 2019

Avec 100 000 hectares de forêts qui disparaissent chaque année sur l'île, le chef de l'État a fait de la lutte contre la déforestation une priorité - saluée à l'unanimité par les acteurs environnementaux. Les autorités se sont fixé un objectif de reboisement de 60 millions d'arbres plantés pour les 60 ans de l'indépendance du pays cette année.

Une initiative louable, mais qui suscite néanmoins des divergences. Plusieurs voix s'interrogent sur la viabilité du reboisement du 19 janvier (un million d'arbres en une journée) : le site de 500 hectares est localisé dans une zone sujette aux feux de brousse, et certains plants prélevés parfois dans des pépinières de parcs nationaux dont les besoins en reboisement sont importants.

Autre facteur qui peut compromettre les chances de réussite : planter des arbres venant de régions climatiques différentes de cette zone. D'autre part, on déplore le manque de sanctions contre les criminels environnementaux et ceux qui brûlent les forêts, notamment de puissants responsables locaux.

Source : RFI

Afrique du Sud : de nouveaux stocks d'armes volés dans une base militaire

28 décembre 2019

En Afrique du Sud, de nouveaux stocks d'armes ont disparu. Cette fois-ci, il s'agit de 19 fusils d'assaut de l'armée sud-africaine qui ont été volés dans une base militaire, près de la capitale Pretoria. Il semble que ce vol vienne de l'intérieur, comme beaucoup d'autres auparavant.

Le pays est coutumier du fait... On ne compte plus le nombre de vols d'armes commis à l'intérieur des commissariats ou bases militaires pour ensuite être revendus à des criminels. 12 suspects ont été arrêtés. 12 soldats et tous de la même unité de combat.

Cette affaire est embarrassante pour les autorités sud-africaines qui doivent déjà combattre le crime organisé qui fait presque 60 meurtres par jour. Elle n'est cependant en rien inédite. Beaucoup d'officiers de police ou de l'armée se sont retrouvés derrière les barreaux pour ce genre de trafic.

Source : RFI

Comores : le directeur des Affaires islamiques interdit de fêter Noël

25 décembre 2019

Le directeur des Affaires islamiques, rattaché au ministère de la Justice, a diffusé une déclaration officielle le jour du réveillon, en se basant sur la pratique comorienne de l'islam. Une interdiction de fêter Noël désavouée le soir même par le porte-parole du gouvernement.

Pour Noël, le directeur des Affaires islamiques avait interdit « *toute apparence indiquant l'implication des chrétiens dans leur joie aux Comores* », embarrassant ainsi le gouvernement qui a repris le dossier en main via Mohamed Daoud, le ministre de l'Intérieur.

Source : RFI

ASIE

Inde : la Cour suprême dénonce les restrictions d'accès à internet au Cachemire

12 janvier 2020

Rappel du contexte

L'Inde et le Pakistan se sont partagés le Cachemire, région himalayenne et à majorité musulmane, au moment de l'indépendance en 1947, et se sont notamment deux fois fait la guerre pour son contrôle.

Début août, l'Inde avait révoqué l'autonomie constitutionnelle de la partie du Cachemire qu'elle contrôle (7 millions de personnes), puis instauré un couvre-feu. Cela faisait 70 ans que le Cachemire indien était autonome.

Elle avait aussi imposé un intense déploiement sécuritaire, coupé les communications et restreint les déplacements, tout en arrêtant ou en plaçant en résidence surveillée de nombreuses personnes.

En octobre, les téléphones mobiles ont ensuite été rétablis au Cachemire. Mais pas encore internet. Le gouvernement dit vouloir éviter, entre autres, la propagation de rumeurs via la messagerie WhatsApp.

Les restrictions avaient été décidées afin d'éviter une flambée de violence, car la majorité des habitants de cette région musulmane est en effet opposée à l'abrogation de l'autonomie, et les groupes militants ou terroristes auraient pu profiter de cette colère pour lancer d'importantes manifestations, voire des attaques meurtrières.

Internet n'est toujours pas rétabli

Cinq mois après la révocation de l'autonomie du Cachemire, internet demeure complètement coupé. La Cour suprême indienne vient d'ordonner au gouvernement de revoir ces restrictions. Une mesure en demi-teinte qui porte au moins l'espoir d'un début de retour à la normale au Cachemire.

Sans Internet, les étudiants, hommes d'affaires ou ceux qui veulent remplir des papiers urgents en ligne parcourent 130 km dans la journée, pour se rendre dans l'État voisin de Jammu, et revenir. Les médias du Cachemire n'ont pas internet, mais peuvent se connecter dans un centre dédié.

Les commerces, eux, ont peu de recours. Selon une étude de la chambre de commerce et d'industrie du Cachemire, les restrictions depuis début août ont déjà coûté 1,5 milliard d'euros à l'économie locale et entraîné la perte de 100.000 emplois, pour moitié dans le secteur vital du tourisme.

Visite autorisée de diplomates étrangers au Cachemire

Cinq mois après la révocation du statut d'autonomie, des dizaines de militants et politiciens sont toujours emprisonnés et les communications toujours restreintes. Mais New Delhi essaie de montrer à la communauté internationale que la situation est normale.

Ainsi, le gouvernement indien y a emmené une première délégation d'ambassadeurs installés dans le pays.

Guidés par des fonctionnaires indiens, ils ont rencontré des membres de l'armée, des politiciens et des journalistes locaux.

Une visite très encadrée, donc, et qui ne comprend pas de rencontre avec des opposants, dont beaucoup sont encore en prison. Ces conditions particulières ont poussé les diplomates de l'Union européenne à refuser d'y prendre part.

Sources : RFI, AFP

Inde : une volonté de priver les musulmans de la citoyenneté indienne ?

10 janvier 2020

Rappel du contexte

En Inde les musulmans représentent 14% de la population.

Votée le 11 décembre, une loi contestée facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à la condition qu'ils ne soient pas musulmans.

Ses opposants la jugent discriminatoire et contraire à la Constitution indienne.

Ils estiment qu'il s'agit de la première étape vers la création d'un registre national qui, pour beaucoup des 200 millions de musulmans indiens, pourrait faire d'eux des apatrides. Nombre d'Indiens pauvres n'ont aucun document pour prouver leur nationalité.

Depuis éclatent des affrontements entre la police et des manifestants protestant contre la nouvelle loi du pouvoir nationaliste hindou. Ces manifestations sont l'un des plus grands défis au Premier ministre Narendra Modi. Des dizaines de milliers de personnes ont participé dans le pays aux manifestations, qui ont fait plus de 25 morts.

Des centaines de personnes ont été arrêtées, notamment dans l'Etat d'Uttar Pradesh (nord), où la police a été accusée de faire un usage disproportionné de la force.

Narendra Modi a, de son côté, félicité les forces de l'ordre et pointé du doigt la violence des manifestants.

Des interdictions de rassemblements et coupures d'internet mobile touchent une grande partie de l'Inde (1,3 milliard d'habitants).

D'importants dispositifs sécuritaires sont déployés aux abords de nombreuses mosquées, par crainte de troubles.

Autre décision de justice concernant les musulmans, en novembre, la Cour suprême indienne avait autorisé la construction d'un temple hindou sur le site disputé d'Ayodhya, un dossier politico-religieux explosif qui oppose depuis des décennies hindous et musulmans.

C'était une victoire importante pour le Premier ministre Narendra Modi.

Des groupes hindous affirmaient que cette terre de 1,1 hectare située dans l'État d'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, où se dressait jusqu'en 1992 une mosquée du XVI^e siècle, est le lieu de naissance du dieu Ram.

D'après eux, l'empereur musulman Babur y a bâti la mosquée Babri en rasant un temple ancien dédié à Ram. Les parties civiles musulmanes soutenaient qu'aucun temple n'a été détruit pour édifier la mosquée.

Mais la Cour a estimé que des preuves archéologiques montraient qu'une structure "d'origine hindoue" avait été construite sur le site avant la mosquée. Elle ordonne donc que le site soit confié à un trust qui y construira, sous certaines conditions, un temple hindou, tandis qu'un autre terrain sera remis à des groupes musulmans pour y bâtir une nouvelle mosquée.

Ce jugement n'avait pas entraîné de violences, mais la sécurité avait été renforcée à Ayodhya, où des milliers de membres des forces de sécurité avaient été déployés, et tout rassemblement avait été interdit.

Des Indiennes bloquent des routes

Depuis près de quatre semaines, 200 femmes sont assises ou allongées en travers de l'axe à quatre voies entre New Delhi et la ville périphérique de Noida. Les hommes montent la garde tandis que les femmes, venant principalement de la zone à majorité musulmane de Shaheen Bagh, chantent l'hymne américain des droits civiques "We Shall Overcome".

Grève : incidents entre manifestants et forces de l'ordre ; 250 millions de grévistes ?

Début janvier, la journée de grève contre la politique sociale et économique du gouvernement, massivement suivie, a été émaillée d'incidents entre manifestants et forces de l'ordre dans plusieurs villes. Les incidents les plus graves ont eu lieu à Calcutta, dans l'Etat du Bengale occidental. Plus de 150 personnes ont été arrêtées, selon la police.

Des millions d'Indiens ont fait grève pour dénoncer la politique du Premier ministre Narendra Modi.

Opposition et syndicats s'élèvent contre le mouvement de privatisation engagé par le gouvernement pour tenter de parer le ralentissement économique.

Les syndicats entendaient notamment dénoncer la récente privatisation d'entreprises publiques et de ressources naturelles et réclamer une augmentation du salaire minimum et des retraites.

Le bureau gouvernemental des statistiques a annoncé que la croissance annuelle allait ralentir à 5% en 2020, la plus faible en 11 ans.

Les dix syndicats appelant à la grève ont affirmé représenter au total 250 millions de personnes. Les services de bus et de trains ainsi que les banques détenues par l'Etat ont été les plus touchés. Le gouvernement a menacé les grévistes de retenues sur les salaires et de sanctions disciplinaires.

À New Delhi, une centaine d'individus ont attaqué la prestigieuse université Nehru

L'université Jawaharlal Nehru, l'une des plus importantes de la capitale indienne New Delhi, a été attaquée début 5 janvier par une centaine d'assaillants, et ses professeurs et militants syndicaux battus.

L'université Nehru est l'un des piliers de la pensée libérale et laïque que le gouvernement nationaliste hindou au pouvoir cherche à combattre, particulièrement pendant les débats actuels autour de la loi sur la citoyenneté. Les assaillants n'ont pas été clairement identifiés, mais tous accusent le syndicat étudiant ABVP, lié au parti au pouvoir.

Le gouvernement, lui, n'a d'ailleurs réagi que tardivement et timidement à cette attaque, alors que la police de New Delhi, sous son contrôle, a mis du temps à intervenir. L'opposition et les intellectuels laïcs dénoncent quant à eux la dérive fasciste d'un gouvernement qui cherche à faire taire sa jeunesse éduquée.

L'Inde lance un très controversé registre national de la population

Fin décembre, le gouvernement indien a approuvé un budget de 500 millions d'euros pour la mise en place en 2020 d'un nouveau recensement de la population. Cette mesure a pour objectif d'établir un registre détaillé des personnes résidant dans le pays.

La mesure survient en dépit des nombreuses manifestations contre le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi.

Les opposants au parti nationaliste hindou craignent que ce recensement aide à dresser une liste de personnes susceptibles d'être déchues de leur nationalité.

Le registre national de la population (NPR) doit établir une base de données sur toutes les personnes qui habitent en Inde. Tout citoyen devra fournir une série de documents : passeport, permis de conduire, carte d'électeur... Or, nombre d'Indiens pauvres n'ont aucun document pour prouver leur nationalité. Le recensement doit démarrer en septembre.

Inde : les musulmans en Assam privés de citoyenneté indienne

En août, la décision du gouvernement indien de priver près de deux millions de personnes de la nationalité indienne dans l'Etat sensible d'Assam (nord-est) avait suscité une vague de critiques. Le Premier ministre Narendra Modi justifie sa décision par la nécessité de se débarrasser à terme des "étrangers infiltrés", donc de lutter contre l'immigration illégale.

Les habitants exclus, qui n'avaient pu prouver leur citoyenneté indienne, a priori surtout des musulmans, pourraient se retrouver sans nationalité et être éventuellement déportés, au risque de provoquer de nouveaux troubles dans le pays.

Mais des responsables locaux du BJP, le parti de Narendra Modi, soulignent que beaucoup d'Hindous parlant le bengali ont été ainsi exclus de la citoyenneté indienne, alors qu'ils constituent une base électorale importante pour leur parti.

Sources : AFP, RFI

Inde : manifestations anti-Amazon lors d'une visite de Jeff Bezos

15 janvier 2020

En Inde, le potentiel est énorme pour les acteurs de la distribution en ligne.

Le commerce en ligne y est actuellement dominé par Amazon et Flipkart. Cela pourrait être bouleversé par l'arrivée prochaine de Mukesh Ambani, homme le plus riche d'Inde, qui ne sera pas soumis aux mêmes restrictions que ses concurrents internationaux.

Des commerçants ont manifesté leur colère en Inde à l'encontre du géant du commerce en ligne Amazon, visé par une enquête antitrust dans le pays, à l'occasion de la venue de son fondateur Jeff Bezos.

Cette visite dans un marché clé pour sa multinationale survient alors que l'autorité de la concurrence indienne a annoncé qu'elle enquêtait sur Amazon et Flipkart. Il leur est reproché d'avoir tué des commerces locaux en favorisant des "vendeurs préférés" sur leurs plateformes, à coups de grosses réductions.

Pays protectionniste, l'Inde encadre strictement la vente en ligne pour les sociétés à capitaux étrangers afin de préserver les millions d'emplois des commerces "en dur" et faciliter l'émergence de champions locaux.

Source : AFP

Inde : la paradoxale crise de l'eau

10 janvier 2020

L'Inde vit un paradoxe : trop d'eau par moments, pas assez à d'autres. Une situation aggravée par l'insuffisance des infrastructures de stockage sur un sous-continent extrêmement dépendant de la mousson annuelle.

En juillet, un millier de personnes ont péri dans des inondations causées par la violente mousson à travers l'est de l'Inde, le Népal et le Bangladesh.

Mais au même moment, les millions d'habitants de la grande ville de Chennai, dans le sud, cherchaient désespérément de l'eau en pleine sécheresse.

L'Inde se trouve sur la liste rouge des 17 pays aux prises avec un "stress hydrique" très élevé, associant des risques d'inondations et de sécheresses concomitantes.

C'est l'une des nations les plus vulnérables au réchauffement climatique et à ses conséquences.

La hausse du niveau des mers commence déjà à affecter les communautés vivant sur le littoral, tandis que des vagues de chaleur font des centaines de morts chaque année.

La déforestation et l'urbanisation rapide aggravent également les maux du pays, les inondations devenant plus importantes et les sécheresses plus longues.

Source : AFP

Avalanches meurtrières au Pakistan et en Inde

14 janvier 2020

Au moins 57 personnes ont été tuées dans des avalanches survenues dans la partie pakistanaise du Cachemire, ont annoncé les autorités, un bilan qui s'ajoute aux 10 morts recensés au Cachemire indien.

De nombreuses personnes sont également portées disparues, précise un responsable pakistanais. Les coulées de neige, consécutives à de fortes précipitations, ont par ailleurs coupé de nombreux habitants de villages du reste du monde.

Le Pakistan est durement touché par les avalanches, qui ont également fait 17 morts au Baloutchistan (Pakistan toujours), conduisant l'autorité de gestion des catastrophes à décréter l'état d'urgence dans sept districts de cette région frontalière de l'Iran et de l'Afghanistan.

Le froid et les chutes de neige ont tué 39 personnes en Afghanistan au cours des deux dernières semaines, selon un bilan donné par Tamim Azimi, porte-parole de l'organisme afghan de gestion des catastrophes naturelles, à Kaboul.

Source : Reuters

Le fleuve Brahmapoutre provoque d'immenses inondations

10 janvier 2020

Craint et révérend par les millions de personnes qui vivent le long de son parcours de 2.900 kilomètres, le Brahmapoutre prend source au Tibet, et file vers les plaines du nord-est de l'Inde en longeant la chaîne de l'Himalaya, avant de se déverser dans le golfe du Bengale.

Le fleuve, dont la largeur atteint par endroits 20 km, est essentiel au mode de vie des habitants.

Mais chaque année, les violentes pluies de mousson le poussent hors de son lit, provoquant d'immenses inondations qui ravagent toujours plus de cultures et villages.

Selon les experts, la puissance grandissante du Brahmapoutre est nourrie par la fonte des glaciers himalayens. Les moussons sont, dans le même temps, de plus en plus imprévisibles.

Source : AFP

Pakistan : le pays allié à Facebook pour contrer la désinformation sur la polio

16 janvier 2020

En avril 2019, un vent de panique s'était emparé de Peshawar (nord-ouest), après que des enfants s'étaient plaints de réactions au vaccin anti-polio, sans qu'aucune maladie ne leur soit diagnostiquée. Des dizaines de milliers d'enfants avaient ensuite été transportés d'urgence dans plusieurs hôpitaux. Un centre de santé avait été incendié.

Des dizaines de milliers de refus de vaccination ont depuis lors été recensés, et 5 agents vaccinateurs et policiers les encadrant ont été assassinés.

Le Pakistan, l'un des trois seuls pays au monde où la polio n'a pas été éradiquée, s'est fortement engagé contre cette maladie, accompagné par l'ONU.

Et il s'allie à Facebook pour contrer la désinformation, alors que les autorités pakistanaises attribuent une forte recrudescence de la maladie à une floraison de contenus antivaccins sur les réseaux sociaux.

Des contenus falsifiés, vus des centaines de milliers de fois, affirment que le vaccin tue des enfants. Facebook a retiré des dizaines de vidéos.

Certains talibans et des religieux ultra-conservateurs font aussi courir la rumeur que les vaccins contiennent des ingrédients interdits par l'islam, comme du porc, ou qu'ils causent l'infertilité.

Source : AFP

Routes de tous les dangers pour les ouvrières du textile au Cambodge

8 janvier 2020

Les petites mains du textile, la plus grande industrie du Cambodge, comptent plus de 700.000 travailleurs, dont 80% de femmes.

Elles se rendent souvent à leur usine en camion, mais les accidents de la route sont nombreux.

Camions surchargés et vieillissants, vitesse trop élevée, chauffeurs ivres, mauvais état des routes... les raisons sont nombreuses.

Les ouvrières travaillent pour des marques internationales, qui ne s'intéressent pas aux moyens de locomotion de leurs travailleuses.

Source : AFP

Malaisie : lutte contre les déchets

20 janvier 2020

La Malaisie renvoie 150 conteneurs de déchets vers leurs pays d'origine

La Malaisie a annoncé le renvoi de 150 conteneurs de déchets vers plusieurs pays. Plus de 3 700 tonnes de déchets plastiques illégaux sont concernées, dont une grande partie provient de France et du Royaume-Uni. Ce n'est pas la première fois que la Malaisie réexpédie plusieurs centaines de conteneurs vers leurs pays d'origine, dans l'écrasante majorité des cas, des pays développés.

Comme les Philippines ou l'Indonésie, Kuala Lumpur renvoie désormais systématiquement par cargos entiers ces déchets illégaux, des déchets ménagers, plastiques, des matériaux dangereux, dont des métaux lourds, sans oublier de faire payer aux pays exportateurs le coût du transport, partagé avec les compagnies maritimes.

La situation de la gestion des déchets s'est gravement détériorée en Malaisie et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, lorsque la Chine a décidé en 2018 de bloquer l'importation de la majorité des déchets plastiques, provoquant l'asphyxie dans les pays voisins qui croulent sous les déchets, leurs capacités de recyclage étant bien inférieures aux arrivages.

Une péniche innovante contre l'invasion du plastique dans les océans

Quelque 8 millions de tonnes de plastique sont déversées dans les océans chaque année, selon l'ONG américaine Ocean Conservancy.

Ces déchets menacent quantité d'espèces marines et polluent de nombreux sites. Un problème très aigu en Asie du Sud-Est.

Face à cette marée de plastique, l'ONG néerlandaise The Ocean Cleanup a mis au point une solution inédite avec son "Interceptor" : un bateau équipé d'une barrière courbée pour piéger les déchets flottants emportés par les cours d'eau. Il est actif en Malaisie.

Les déchets, essentiellement plastiques, sont dirigés vers une rampe dans la barge puis passent sur un tapis roulant avant de tomber dans des bennes à ordures.

L'"Interceptor", qui fonctionne à l'énergie solaire et est entièrement autonome, peut collecter jusqu'à 50 tonnes de déchets par jour.

The Ocean Cleanup s'est fixé pour but d'équiper un millier de cours d'eau, les plus pollués du globe.

Mais la tâche est immense. L'ONG a construit à ce jour quatre bateaux, pour 700.000 euros l'unité, même si le coût devrait décroître.

Sources : RFI, AFP

Chine : 10 jours pour construire un hôpital anti-virus

24 janvier 2020

La Chine a engagé vendredi à Wuhan (centre) la construction d'un hôpital destiné à accueillir d'ici 10 jours un millier de patients victimes du nouveau coronavirus, ont rapporté les médias publics.

L'hôpital accueillera exclusivement des malades de la pneumonie virale d'origine inconnue qui a contaminé depuis décembre 830 personnes, dont 26 mortellement.

La ville de Wuhan, où sont concentrés la grande majorité des cas de contamination, a été placée sous quarantaine, les habitants n'étant plus autorisés à sortir.

Source : AFP

Chine : Human Rights Watch dénonce une offensive mondiale inédite de Pékin contre les droits humains

15 janvier 2020

Pékin utilise son pouvoir économique et diplomatique pour attaquer les mécanismes internationaux de protection des droits humains, a estimé l'organisation Human Rights Watch. Selon Kenneth Roth, directeur exécutif de l'ONG, le parti communiste a bâti en Chine "un Etat policier orwellien high-tech et un système sophistiqué de censure d'internet".

Et à l'étranger, le gouvernement chinois "utilise son influence économique croissante pour museler les critiques".

Kenneth Roth avait espéré présenter ce rapport cinglant depuis Hong Kong.

Mais "pour la première fois", il y a été interdit d'entrée, au prétexte que l'ONG y encourage le mouvement pro-démocratie qui l'agite depuis sept mois.

Human Rights Watch dénonce l'inaction, voire la complicité d'autres pays.

HRW accuse gouvernements, entreprises et universités de préférer se taire plutôt que de risquer de perdre l'accès à l'immense marché chinois.

Human Rights Watch appelle les démocraties à s'unir, en gelant notamment les comptes bancaires à l'étranger de tous les responsables impliqués dans la répression au Xinjiang.

Source : AFP

La Chine en 2020 : la notation des citoyens et des entreprises affole l'Occident

2 janvier 2020

Expérimenté en Chine depuis 2014, le « système de crédit social » doit être généralisé à tout le pays en 2020. Accusé de transformer l'empire du milieu en dictature digitale, la notation citoyenne inquiète aussi les Occidentaux, car elle concerne aussi les entreprises étrangères présentes sur le marché chinois.

Mais de quoi parle-t-on au juste ? En 2014, Pékin a lancé une expérimentation sous le nom de « système de crédit social ». L'idée de départ était de vérifier la « solvabilité » des citoyens et des entreprises. Elle a bien évolué depuis : les autorités notent les citoyens... qui n'en sont pas toujours conscients.

La fin de l'expérimentation est prévue pour 2020. Après quoi, le système doit être généralisé à l'échelle nationale.

Les habitants de la Chine sont notés sur tout leur comportement.

A l'origine, le gouvernement chinois surfe sur l'énervement des Chinois face aux multiples contrefaçons, aliments toxiques, lait de bébé contaminé, corruption des fonctionnaires locaux... Il existe une évidente « crise de confiance » dans la société chinoise. Le crédit social est là pour la juguler, voilà le message officiel.

Aux deux extrémités de ce système de notation, les personnes figurant sur une liste noire peuvent être sanctionnées, tandis que celles figurant sur une liste rouge sont récompensées pour leurs bonnes actions.

De leur côté, les Occidentaux sont inquiets au sujet des affaires : le crédit social des entreprises. Cela « *pourrait décider de la vie et de la mort de nos entreprises en Chine* », s'alarme la Chambre européenne de commerce à Pékin.

En février dernier, un groupe bipartisan de 25 sénateurs américains a appelé Donald Trump à « *examiner sérieusement* » la situation. A travers ce système, les entreprises étrangères opérant en Chine sont soumises à un algorithme qui collecte leurs données afin de noter leur contribution à l'économie chinoise.

Les sénateurs à Washington craignent que Pékin ne se serve de ce système pour forcer les compagnies américaines à délocaliser sur le sol chinois leurs activités de recherche et

développement, à transférer leur technologie ou à soutenir sans condition la politique étrangère de la Chine.

Ce qui permettrait à Pékin de « *normaliser* » une tendance déjà à l'œuvre : la capacité chinoise à influencer l'opinion publique mondiale à travers des entreprises étrangères.

Dans le système de crédit social, si les entreprises étrangères obtiennent une note en dessous d'un certain seuil, elles pourraient être sanctionnées.

Les sénateurs américains espèrent convaincre Donald Trump en agitant un ultime chiffon rouge : les données collectées pour le crédit social des entreprises pourraient être gérées par un consortium d'entreprises chinoises, dont Huawei, banni des États-Unis.

Source : RFI

La Chine s'en prend aux plastiques à usage unique

20 janvier 2020

La Chine, premier pollueur de la planète, va bannir les sacs en plastique jetables dans les grandes villes et les pailles alimentaires dans les restaurants dès cette année, afin de réduire les déchets et la pollution. Les autorités ont annoncé un plan quinquennal de réduction de la consommation de plastique, dont la Chine est l'un des plus gros utilisateurs mondiaux.

Le plan prévoit de réduire sur cinq ans de 30% l'utilisation des conteneurs et de la vaisselle en plastique par les chaînes de restauration rapide.

Outre les sacs jetables et les pailles, le polystyrène et la vaisselle jetable devront disparaître dès cette année.

Source : AFP

Chine : le "père" des bébés OGM condamné à 3 ans de prison

30 décembre 2019

Le chercheur chinois qui avait provoqué une onde de choc planétaire en mettant au monde les premiers bébés génétiquement modifiés a été condamné à trois ans de prison pour exercice illégal de la médecine.

He Jiankui avait annoncé en novembre 2018 être parvenu à mettre au monde des jumelles à l'ADN modifié pour les rendre résistantes au virus du sida dont était infecté leur père.

Lorsque l'affaire avait éclaté, la Chine avait été mise en cause pour avoir laissé se développer des recherches sans supervision.

Le pays ne disposait pas alors de loi dans ce domaine.

Une nouvelle réglementation annoncée en février menace désormais d'une amende de 100.000 yuans les manipulations génétiques.

Source : AFP

La Chine met fin au système de réclusion arbitraire pour la prostitution

29 décembre 2019

À compter de ce dimanche 29 décembre, les prostitué(e)s et leurs clients n'iront plus en prison en Chine. Ils ne seront plus envoyés sans inculpation dans des centres de détention et de redressement, où certains restaient enfermés pendant deux ans. Cette décision fait suite à un vote parlementaire. Elle met fin à un système de réclusion arbitraire.

Depuis trente ans, les prostitué(e)s étaient envoyé(e)s sans aucune forme de procès dans des centres censés corriger des comportements jugés déviants, voire criminels. Sauf que cela n'a pas fonctionné.

Selon une étude réalisée en 2013 par l'ONG Asia Catalyst, et citée par le *South China Morning Post*, tous les détenus interrogés sont non seulement revenus au commerce du sexe dès leur libération, mais ils n'ont rien acquis en matière de compétences professionnelles, puisque qu'ils ont été contraints en détention de travailler à la fabrication de jouets et autres articles ménagers.

Source : RFI

Chine : Pékin balaie les accusations de travail forcé dans une prison

23 décembre 2019

Pékin a qualifié lundi 23 décembre de "farce" les informations du Sunday Times selon lesquelles la prison de Qingpu, à Shanghai, pratiquerait le travail forcé. Une fillette londonienne de 6 ans a découvert, dans une carte de vœux fabriquée en Chine, un appel au secours en provenance de détenus.

La prison au centre des accusations est "une plateforme d'échanges culturels" et se revendique comme un établissement modèle, où sont internés notamment des détenus étrangers, selon Pékin.

Pékin essaie d'en donner une belle image, mais cela contraste avec le témoignage de Peter Humphrey, un ancien journaliste britannique emprisonné pendant près de deux ans en Chine, dont neuf mois à Qingpu.

Selon lui, les détenus, au nombre de 5.000 à 6.000, dormaient à 12 par cellule dans des lits superposés, avec la lumière allumée en permanence et la fenêtre à barreaux ouverte, même en plein hiver.

Et il avait qualifié l'an dernier la prison de Qingpu "d'entreprise de sous-traitance pour des intérêts privés". Il affirmait que les détenus gagnaient par leur travail au mieux 120 yuans (15 euros) par mois, seul moyen pour certains d'acheter de la nourriture ou des affaires de toilette et d'accumuler "des points" en vue d'une éventuelle réduction de peine.

Selon la télévision britannique Sky News, cette découverte n'est pas la première du genre : en 2017, un message, provenant d'une prison de Guangzhou (sud), avait été retrouvé dans une boîte de cartes de Noël. Et en 2014, un mot dénonçant du travail forcé dans une autre prison chinoise avait été retrouvé dans un pantalon du magasin d'habillement bon marché Primark.

Source : Boursorama, AFP

La Chine promet davantage de soutien aux entreprises privées

24 décembre 2019

Pékin s'est engagé à davantage soutenir en 2020 les petites entreprises, les plus dynamiques dans la création d'emplois, face à un ralentissement économique accentué par une guerre commerciale avec Washington. La croissance du géant asiatique est tombée à 6% sur un an au troisième trimestre, soit son niveau le plus bas depuis 27 ans.

Source : AFP

Birmanie : malgré la poursuite des guerres civiles, Pékin fait des investissements majeurs

23 janvier 2020

Rappel du contexte

Environ 740.000 Rohingyas musulmans avaient fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils avaient rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est).

Actuellement, 600 000 Rohingyas encore présents en Birmanie sont menacés de génocide. La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné jeudi à la Birmanie de prendre "toutes les mesures en son pouvoir" pour prévenir un éventuel génocide à l'encontre de cette minorité musulmane.

Les séparatistes musulmans Rohingyas poursuivent actuellement leur rébellion, et les Etats birmans de Rakhine (aussi appelé Arakan) et de Chin sont en proie à des combats entre militaires birmans et rebelles de l'Armée d'Arakan.

Depuis un an, les combats se sont intensifiés entre les rebelles d'Arakan et les militaires birmans, faisant des dizaines de morts parmi la population et causant la fuite de plus de 80 000 civils, selon une organisation locale.

La situation est loin de s'apaiser : depuis plusieurs semaines, la guérilla a multiplié les enlèvements.

Et la rébellion a annoncé, selon le journal *The Irrawaddy*, qu'elle allait prélever de l'argent sur les grands projets économiques en cours dans l'État de l'Arakan.

En Etat Shan, la situation ne semble pas prête de s'améliorer : les récents investissements de Pékin dans la région au titre du titanique projet chinois des "Nouvelles routes de la soie" aiguisent l'appétit des factions rebelles alors que ce territoire ne cesse de perdre de la valeur.

Xi Jinping en Birmanie pour dessiner sa route de la soie

Le président chinois Xi Jinping a conforté sa relation économique avec la Birmanie, pays clé de son projet de nouvelles routes de la soie, avec la signature d'une trentaine d'accords portant notamment sur de nouvelles infrastructures.

Parmi les accords, le projet-phare d'une gigantesque zone industrielle et un port d'1,3 milliard de dollars dans l'Etat Rakhine (ouest).

Cette région, épice du drame de la minorité musulmane des Rohingyas, est aussi le théâtre de violents affrontements entre l'armée et les musulmans séparatistes Rohingyas.

Malgré les combats, les autorités birmanes ont déclaré cette zone "ouverte aux affaires".

Pékin propose de construire un couloir économique Chine-Birmanie pour relier la Chine à l'océan indien.

Concrètement, une ligne ferroviaire de 1 700 km devra relier le port birman de Kyaukpyu à Kunming, la capitale de la province chinoise du Yunnan. Mais cela pose problème au niveau de la sécurité.

Le chemin de fer devra traverser une région montagneuse du Nord birman, où des nombreux groupes de rebelles sont présents. Le train à grande vitesse s'ajoutera au gazoduc et à l'oléoduc (mis en service respectivement en 2013 et en 2017) par lesquels les hydrocarbures birmanes sont acheminés vers la Chine.

Pékin et Rangoun ont des liens anciens. Les sanctions économiques internationales imposées à la junte militaire après qu'elle a invalidé les élections de 1990 remportées par la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi ont paradoxalement ouvert la voie aux investissements chinois.

Plus récemment, ciblée par les sanctions des Occidentaux après les exactions commises par l'armée birmane à l'encontre des musulmans Rohingyas, la Birmanie s'est vue offrir plusieurs dizaines de milliards de dollars sous forme d'investissements.

Aung San Suu Kyi a déclaré que la Birmanie serait toujours aux côtés de la Chine.

Une résolution de l'ONU non contraignante

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé une résolution condamnant les actes haineux en Birmanie contre les musulmans Rohingyas et les autres minorités ethniques. L'ambassadeur birman aux Nations unies dénonce une « *pression politique injustifiée* ».

Arrestations arbitraires, viols, torture, morts en détention...

Les Nations unies dénoncent des faits graves. Dans une résolution, l'ONU a sommé le pays à majorité bouddhiste de mettre fin aux incitations à la haine contre ses minorités dans les États d'Arakan, de Kachin et du Shan. Cette résolution n'est pas légalement contraignante, cependant, elle permet à l'ONU d'exprimer son inquiétude.

Tête rasée et monastère pour les jeunes filles qui fuient les violences en Birmanie

Les conflits meurtriers entre l'armée et des groupes rebelles séparatistes en Birmanie poussent de plus en plus de jeunes filles à se retirer dans les monastères, une vie austère et exigeante qui leur procure éducation et sécurité.

Dhama a intégré le monastère il y a neuf ans. Elle a fui l'État Shan (est), une région frontalière de la Chine, à plusieurs centaines de kilomètres de Rangoun, gangrénée par la drogue et les combats entre forces armées birmanes et guérillas ethniques. "Il y avait beaucoup de violences (...) Ce n'était pas facile d'étudier", raconte à l'AFP l'adolescente qui rêve de devenir ingénieure.

Depuis l'indépendance de 1948, les gouvernements centraux successifs combattent une myriade de groupes armés qui se font aussi la guerre entre eux sur fond de contrôle du trafic de drogue et des ressources naturelles.

Le processus de paix, relancé par Aung San Suu Kyi après son arrivée au pouvoir en 2016, est dans l'impasse, poussant les familles à envoyer leurs enfants dans les monastères pour étudier et se protéger.

Quelque 18.000 novices, garçons et filles, fréquentent actuellement les écoles monastiques de la capitale birmane, pays à près de 90% bouddhiste, d'après Sein Maw du ministère des Affaires religieuses et de la Culture.

"Ce nombre continue d'augmenter" alors que les violences ne montrent aucun signe de ralentissement.

Entre aumônes, prières, études et corvées ménagères, la vie monastique est rude et encore plus difficile pour les adolescentes que pour les garçons.

Lutte contre la faim

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et le Gouvernement du Myanmar (Birmanie) ont renouvelé leur partenariat stratégique pour éradiquer la faim. Le plan permet au PAM de fournir chaque année une aide alimentaire et nutritionnelle à un million de personnes touchées par le conflit dans les États et régions de Kachin, Rakhine et Shan, entre autres.

Entièrement financé par des dons volontaires, le Bureau du PAM au Myanmar procède actuellement à des distributions alimentaires d'urgence à 240.000 personnes touchées par le conflit et souffrant d'une grave insécurité alimentaire dans l'État de Rakhine.

Il vise aussi les 45.000 personnes déplacées dans l'État de Kachin et 14.000 dans l'État de Shan. Depuis novembre 2019, l'aide a également été étendue à plus de 600 personnes dans le canton de Paletwa, dans l'État de Chin, qui sont touchées par le conflit en cours.

Le PAM s'adresse également aux communautés vulnérables du sud-est du Myanmar, de la zone aride et des régions reculées du Myanmar, notamment la zone autonome de Naga et la division autonome « Wa ».

Sources : AFP, RFI, ONU

Thaïlande : les ambitions chinoises sur le fleuve Mékong, et le désastre écologique à venir

20 janvier 2020

En Thaïlande, le fleuve Mékong fait l'objet des convoitises de Pékin à cause de son emplacement stratégique. Les tentatives de contrôle par la Chine provoquent l'inquiétude et parfois la résistance des communautés locales. Près de 70 millions de personnes dépendent du Mékong pour vivre.

Le Mékong c'est 800 kilomètres au Laos, 500 kilomètres au Cambodge et seulement 97 kilomètres en Thaïlande, mais c'est là que les Chinois rencontrent la plus forte résistance à leurs ambitions.

Pour la Chine, le fleuve permettrait le passage d'énormes bateaux pour servir leurs intérêts commerciaux. La Chine exporte énormément de biens manufacturés vers cette région, au retour elle importe des fruits, de l'huile de palme.

Pour ça il faut effectuer des opérations de dragage, c'est-à-dire creuser le lit du fleuve pour le rendre plus profond, et supprimer les rapides.

Les écologistes préviennent que ce chamboulement de l'écosystème détruira les lieux de la reproduction des poissons.

La Chine fait d'autant plus pression qu'un couloir fluvial par le Mékong permettrait de faire passer des navires militaires jusqu'en mer de Chine, un territoire sous tension que se disputent âprement la Chine, le Vietnam et les Philippines.

Au Laos et au Cambodge, deux voisins plus pauvres donc plus arrangeants, les travaux sont déjà bien engagés. La Thaïlande résiste, mais pendant combien de temps ? Les associations n'ont que peu d'espoir.

Source : RFI

Taïwan est "un pays indépendant"

15 janvier 2020

Rappel du contexte

Taïwan est séparée politiquement de la Chine depuis 70 ans. L'île n'est toutefois considérée comme un pays indépendant que par une poignée de capitales dont le nombre a fondu ces dernières années.

Depuis l'arrivée de Tsai Ing-wen au pouvoir de Taïwan en 2016, Pékin a coupé les communications officielles avec l'île, intensifié ses exercices militaires, durci les pressions économiques et arraché à Taïwan 7 de ses alliés diplomatiques.

Washington avait rompu en 1979 ses relations diplomatiques avec Taïwan, reconnaissant Pékin comme le seul représentant de la Chine. Les Etats-Unis restent toutefois leur allié le plus puissant et leur principal fournisseur d'armes.

La Chine considère Taïwan comme une de ses provinces et a juré d'en reprendre un jour le contrôle, par la force si nécessaire, en particulier si l'île déclarait son indépendance. Mais Mme Tsai n'est jamais allée jusqu'à la proclamer.

Les Taïwanais refusent majoritairement leur rattachement à la Chine

La Chine doit accepter le fait que Taïwan est déjà un pays indépendant, a déclaré la présidente taïwanaise tout juste réélue Tsai Ing-wen, assurant à Pékin que toute tentative d'invasion de l'île lui coûterait très cher.

Elle a remporté la présidentielle avec 57,1% des suffrages malgré la campagne d'intimidation économique et diplomatique du pouvoir communiste pour isoler l'île.

Elle a recueilli plus de voix que lors de son élection en 2016, ce qui constitue un camouflet pour Pékin.

Les événements récents vécus par les Hong-Kongais prodémocratie ont joué un rôle dans la volonté d'indépendance vis-à-vis de la Chine.

Les scènes de guérilla urbaine dans l'ancienne colonie britannique ont marqué les Taïwanais.

Économie : comment Taïwan profite de la guerre commerciale

Si la Chine continentale souffre de la guerre commerciale menée avec les États-Unis, Taïwan en profite. Des usines et des investissements jusqu'ici concentrés sur le continent lui reviennent. Et la présidente n'y est pas pour rien. Elle a mené une politique incitative pour attirer les investissements dans les technologies nouvelles, dont Taiwan est déjà un acteur primordial.

Sources : AFP, RFI

Hong-Kong en récession

23 janvier 2020

Rappel du contexte

Hong Kong est une ancienne colonie britannique restituée à la Chine par la Grande-Bretagne en 1997.

En vertu du principe "un pays, deux systèmes" ayant présidé à sa rétrocession, Hong Kong bénéficie actuellement d'un système juridique distinct de celui de la Chine.

Depuis juin dernier, les sept millions de Hongkongais défendent leurs libertés face à Pékin. Tout a commencé en juin dernier avec des manifestations géantes contre une loi d'extradition. Mais aujourd'hui, les protestataires demandent la démocratie.

Les 12 000 grenades lacrymogènes tirées, les quelque 6000 arrestations, les stations de métros saccagées et la mort d'un jeune manifestant ont certes ébranlé la métropole. Mais Hong Kong reste debout et uni contre la mainmise grandissante de Pékin.

La majorité silencieuse choisit la résistance à Pékin

Pendant de longs mois, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a misé sur la majorité silencieuse qui s'opposerait tôt ou tard à la jeunesse de plus en plus radicale. En vain.

La preuve : le 24 novembre dernier, lors du vote pour les conseils de districts, les électeurs ont offert un triomphe aux candidats pro-démocratie.

L'opposition a raflé la majorité dans 17 des 18 conseils de district, infligeant un sérieux camouflet aux candidats soutenus par Pékin. Mais forte du soutien de Pékin, la cheffe de l'exécutif ne lâche rien.

Plus d'un millier de manifestants inculpés pour actes de violence attendent aujourd'hui leur procès. Les premières audiences devraient s'ouvrir en mars prochain. « *Il y aura des peines très lourdes pour émeutes* », craint le chercheur Sébastien Veg qui n'exclut pas une nouvelle montée de fièvre : « *Cela peut provoquer des manifestations importantes.* »

Le nouveau représentant du gouvernement central chinois à Hong Kong a espéré, lors de sa prise de fonction, que la région semi-autonome pourrait vite "revenir dans le droit chemin", après sept mois d'une crise politique sans précédent depuis sa rétrocession en 1997.

Le virus chinois pourrait aggraver les difficultés économiques

Les manifestations pro-démocratie ont porté un rude coup à la fréquentation touristique, avec une chute massive du nombre de visiteurs, et mis en difficulté de nombreuses compagnies aériennes desservant Hong Kong.

Cela affecte durement l'économie de Hong-Kong, déjà plombée par la guerre commerciale entre Washington et Pékin. Hong Kong est en récession.

Et maintenant, l'apparition en Chine du nouveau coronavirus est la dernière chose dont l'économie hongkongaise avait besoin. Ce "hub" financier international est en état d'alerte élevé.

Les manifestants s'interrogent sur la suite à donner au mouvement

La baisse de fréquence et d'intensité des manifestations conduit les protestataires à s'interroger sur l'avenir de leur mouvement affaibli par une hausse des arrestations et un changement des méthodes policières.

En novembre, le camp pro-démocratie a remporté une large victoire aux élections locales. Mais ses principales revendications - instauration d'un véritable suffrage universel, enquête sur le comportement de la police, amnistie des personnes arrêtées - sont demeurées lettre-morte.

Et le mouvement, sans véritable dirigeant, peine à trouver un consensus sur la direction à adopter.

Il perd en dynamisme, surtout depuis les élections.

Les manifestations n'ont pas cessé pour autant. Début décembre et le 1^{er} janvier, des centaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement dans les rues, avec parfois des affrontements en marge.

Sources : RFI, AFP

Corée du Nord : situation bloquée et menaces nord-coréennes

11 janvier 2020

Rappel du contexte

Actuellement, les discussions entre Washington et Pyongyang, relancées de manière spectaculaire en 2018, sont dans l'impasse depuis l'échec en février 2019 d'un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

Les Etats-Unis exigent que la Corée du Nord renonce d'emblée à tout son arsenal atomique, alors que cette dernière réclame une levée rapide d'au moins une partie des sanctions internationales qui étranglent son économie.

Quelque 28.500 soldats américains demeurent déployés en Corée du Sud pour la protéger de son voisin du Nord armé de la bombe atomique.

M. Kim reproche aux Etats-Unis de conduire des dizaines d'exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud que le président Donald Trump avait promis d'arrêter.

La situation est bloquée, menaces de la Corée du Nord

Kim Jong-un a annoncé le 1^{er} janvier la fin du moratoire sur les essais nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux et promis une action « *sidérante* » contre les Etats-Unis.

Dans les années précédentes, la Corée du Nord a effectué six essais nucléaires et lancé des missiles capables d'atteindre l'intégralité du territoire continental des Etats-Unis.

Récemment, M. Kim a reconnu que la situation économique de son pays était "grave".

Mais il a réaffirmé que son pays était prêt à continuer à vivre sous un régime de sanctions internationales pour préserver sa capacité nucléaire.

Depuis la seconde moitié de l'année 2019, les Nord-Coréens multiplient les essais balistiques de courte et moyenne portée. En novembre, ils promettaient aux États-Unis que sans allègement des sanctions, le régime amplifiera ses essais balistiques.

Ce samedi 11 janvier, la Corée du Nord a averti qu'elle ne reprendrait les négociations sur son programme nucléaire avec Washington que si les États-Unis donnaient leur « *accord total* » à ses exigences.

Sommet tripartite : Chine, Japon et Corée du Sud demandent à Pyongyang de s'abstenir de "provocations"

Pékin, Tokyo et Séoul ont appelé fin décembre la Corée du Nord à s'abstenir de "provocations", au cours d'un sommet tripartite en Chine. La Corée du Nord a récemment procédé à une série d'essais sur sa base de tir de fusées de Sohae, après une succession de tirs de projectiles les semaines précédentes en dépit de plusieurs résolutions de l'ONU.

Le Japon, allié des Etats-Unis, est en première ligne, constituant une des cibles favorites des essais de missiles du régime de Pyongyang, dont les engins tendent à s'abîmer en mer du Japon, voire à survoler cet archipel.

Chine et Russie appellent l'ONU à alléger les sanctions

La Chine a appelé mi-décembre le Conseil de sécurité de l'ONU à soutenir une proposition sino-russe de réduction des sanctions visant la Corée du Nord, sous réserve qu'elle avance vers la dénucléarisation. Le projet réclame, pour améliorer le niveau de vie des Nord-Coréens, l'arrêt de plusieurs dispositions clés datant de 2016 et 2017 :

- Abandonner les interdictions faites aux pays membres de l'ONU d'importer charbon, fer, textiles venant de Corée du Nord
- Fin de la mesure qui impose aux Etats de l'ONU de renvoyer les travailleurs nord-coréens
- Le texte est accompagné d'une liste de produits qui ne devraient plus être concernés par les sanctions, des bulldozers aux aspirateurs en passant par les petits tracteurs

Le texte appelle par ailleurs "à une reprise rapide des pourparlers à six" (Chine, les deux Corées, les Etats-Unis, la Russie et le Japon), lancés en 2003 mais dont Pyongyang s'est retiré en 2009. L'avenir de ce projet de résolution reste toutefois incertain au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les travailleurs expatriés nord-coréens sont une manne financière pour le régime

Voilà des décennies que Pyongyang tire des recettes non négligeables des salaires de son armée de travailleurs expatriés. La majorité est en Chine et en Russie, mais on en trouve aussi en Europe, au Proche-Orient ou en Afrique.

On estimait fin 2017 que 50.000 Nord-Coréens travaillaient en Chine. Diverses sources affirment que des Nord-Coréens continuent d'affluer dans des usines chinoises. Fin 2017, ils étaient plus de 30.000 en Russie.

Les travailleurs expatriés, pour beaucoup employés dans les secteurs industriels et forestiers, rapportent plus d'un demi-milliard de dollars par an. Ils ne peuvent garder qu'une fraction de leur salaire, selon des dissidents : Pyongyang ponctionne environ 70 % de leurs salaires. Leur travail est assimilé à du travail forcé.

La fin toute théorique de la main d'œuvre expatriée nord-coréenne

L'ONU avait donné jusqu'au 22 décembre pour renvoyer chez eux les Nord-Coréens travaillant à l'étranger.

Adoptée le 22 décembre 2017, la résolution 2397 du Conseil de sécurité des Nations unies donnait deux ans à tous les pays pour renvoyer chez eux les travailleurs nord-coréens.

Mais les experts sont sceptiques quant à sa mise en œuvre, convaincus que Pékin et Moscou n'entendent pas se priver d'une source de main d'œuvre très bon marché.

Et Chine et Russie viennent d'ailleurs de proposer d'"ajuster les sanctions" de l'ONU, notamment de renoncer à l'interdiction de l'emploi de Nord-Coréens.

Sources : RFI, AFP

Australie : les incendies ne sont pas terminés

24 janvier 2020

Rappel du contexte

Les incendies se produisent chaque année sur l'immense île-continent au moment du printemps austral. Mais la saison des feux a été particulièrement précoce et intense cette fois, en raison d'une sécheresse prolongée en Australie, qui est selon les scientifiques directement liée au réchauffement climatique.

32 personnes ont été tuées en Australie depuis le début en septembre de la crise des incendies. La crise saisonnière des incendies, catastrophique cette année, a connu ces derniers jours un répit grâce aux précipitations et à la baisse des températures. Mais la bataille a repris jeudi avec la remontée du mercure et des vents soutenus.

Une nouvelle vague de chaleur est attendue la semaine prochaine.

Depuis septembre, une surface de plus de 100.000 km², plus grande que le Portugal, a été réduite en cendres et plus de 2.000 habitations détruites.

Des conséquences catastrophiques

Des chercheurs estiment que plus d'un milliard d'animaux ont été tués. La faune doit maintenant se nourrir dans des forêts ravagées et des experts ont averti vendredi d'un risque de "seconde vague" d'hécatombe animale sur l'île Kangourou (Australie-méridionale) célèbre pour sa biodiversité, lançant un appel aux volontaires pour aider à nourrir les animaux.

Les incendies vont entraîner pour l'Australie un manque à gagner dans le secteur touristique se mesurant en milliards de dollars.

Le gouvernement a annoncé une enveloppe de 76 millions de dollars australiens (47 millions d'euros) d'aide pour le secteur du tourisme.

Une enveloppe qui fait partie d'un plan global d'1,2 milliards que le gouvernement va débloquer pour surmonter les conséquences des incendies.

D'autre part, ces incendies sont une catastrophe pour les agriculteurs.

Une bonne partie des vastes étendues brûlées servaient de pâturages à des troupeaux de bovins et d'ovins. Les agriculteurs australiens ont déjà subi une sécheresse prolongée qui a pesé sur l'accès à l'eau dans le sud-est du pays.

Le gouvernement a promis une aide immédiate aux agriculteurs de 75.000 dollars australiens.

Un avenir apocalyptique

Les gigantesques feux de brousse qui font rage en Australie pourraient devenir la norme à moins que la communauté internationale ne se mobilise rapidement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, avertissent les scientifiques.

Toutes les prévisions annoncent une intensification des feux dans le futur.

Ardent défenseur du puissant secteur du charbon, le chef du gouvernement Scott Morrison a plusieurs fois été chahuté lors de ses visites sur le terrain, en raison du manque d'aides fédérales dans la lutte contre les incendies, mais aussi de son inaction sur la question du climat.

Un tiers des exportations mondiales de charbon -une des sources d'énergie qui rejette le plus de gaz à effet de serre- proviennent de l'Australie, et la filière fournit quantités d'emplois aux Australiens. M. Morrison a toujours été un soutien de ce secteur, ce qui lui a valu un déluge de critiques au moment où l'Australie est ravagée par les incendies.

Pour aider les brigades de volontaires, l'exécutif a finalement mobilisé 3.000 réservistes.

Des orages accompagnés de grêlons se sont abattus lundi sur certaines régions de l'est de l'Australie après des tempêtes de sable et de poussière "apocalyptiques" sur d'autres zones déjà sinistrées par les incendies qui ravagent le pays depuis plusieurs mois.

Le professeur Richard Betts, du service national de météorologie britannique, a co-dirigé une étude examinant 57 articles scientifiques publiés depuis 2013 sur l'impact du changement climatique sur les incendies.

L'étude révèle que le changement climatique a entraîné une hausse de la fréquence et de la gravité des périodes à haut risque d'incendies, en raison de la combinaison de facteurs comme la hausse des températures, une faible humidité, de faibles précipitations et des vents forts.

Les effets ont été observés non seulement en Australie mais aussi de l'ouest des Etats-Unis et du Canada jusqu'au sud de l'Europe, en Scandinavie, en Amazonie et en Sibérie, montre le rapport.

A l'échelle mondiale, les saisons des incendies se sont allongées sur environ 25% de la surface végétale de la planète, entraînant une hausse d'environ 20% de la durée moyenne de la saison des incendies, selon les données d'observation.

Sources : AFP, RFI, Reuters

Afghanistan : sur les réseaux sociaux, les Kabouliens crient leur ras-le-bol de l'insécurité *16 janvier 2020*

Cela fait une semaine que des internautes afghans dénoncent la criminalité galopante dans la capitale, sous le hashtag #KabulIsNotSafe (Kaboul n'est pas sûre).

« *La criminalité est devenue un problème plus grave que le terrorisme pour les habitants de Kaboul* », explique un élu local de la capitale afghane.

C'est le meurtre d'un jeune homme qui est à l'origine de la campagne de sensibilisation lancée par un groupe de militants de la société civile.

Ali est devenu le symbole de la criminalité qui a explosé à Kaboul et de l'incompétence des autorités à assurer la sécurité de la population.

Son collègue Abdul Malik Hamdard s'est donné pour mission, avec d'autres, de poster chaque jour des informations sur les attaques commises dans la capitale par des bandes organisées. Et cette campagne commence à porter ses fruits.

Elle a en tout cas fait réagir le ministère de l'Intérieur : il y a une semaine, les patrouilles de police ont été multipliées. Plus de 300 policiers ont été déployés en renfort pour appuyer leurs collègues déjà positionnés à des barrages à travers la ville pour contrôler les voitures.

Mais est-ce que cela sera suffisant ? Beaucoup d'internautes s'interrogent. Le ministère de l'Intérieur afghan s'est donné trois mois pour mettre fin au crime organisé. Et il communique beaucoup sur les arrestations qui ont eu lieu ces deux dernières semaines.

Source : RFI

Au Japon, des "usines à légumes" en ville pour remplacer la campagne

31 décembre 2019

Des salades cultivées par des automates sous des lumières artificielles : aux abords de villes japonaises sortent de terre des "usines à légumes" automatiques pour combler les manques d'une campagne dépeuplée et à la merci de catastrophes naturelles à répétition.

Il a fallu des années pour mettre au point ce système automatique.

Les salades poussent sans pesticide ni terre, mais avec de l'eau enrichie de nutriments.

Avec le Danemark, le Japon est depuis des décennies un pionnier du développement des "usines à légumes en lumières artificielles".

Le secteur est en pleine croissance et pourrait s'exporter.

Les salades sont ce qu'il y a de plus facile à produire dans ces conditions artificielles. Mais, fraises, tomates et autres produits pourront aussi être cultivés de la sorte, avec des systèmes contrôlés par ordinateur.

Source : AFP

Japon : polémique sur le coût des JO de Tokyo estimé à 11,5 milliards d'euros

20 décembre 2019

Les Jeux olympiques de Tokyo au Japon l'été prochain devraient coûter 1350 milliards de yens, soit 11,5 milliards d'euros, selon les organisateurs. C'est la quatrième et dernière version du budget, qui n'inclut pas les surcoûts de dernière minute.

Il faut rajouter à ces 11,5 milliards d'euros, les 250 millions estimés pour déplacer le marathon et les épreuves de marche vers le nord du pays, à Sapporo, à cause des fortes chaleurs. On ne sait pas encore qui payera ces aménagements de dernière minute.

Le coût total de ces JO pour la nation suscite la polémique. Il était à l'origine estimé à 9 milliards d'euros par la Commission de vérification des comptes du Japon. Et l'Office national d'audit

japonais estime même que les sommes annoncées par les organisateurs pourraient être largement dépassées.

Le coût des JO est une polémique récurrente pour les organisateurs de l'événement. Entre les prévisions et le coût réel, il peut y avoir des surprises. Les JO d'été de Rio de 2016 avaient par exemple coûté près de 15 milliards d'euros, soit 74 % plus chers que le montant estimé.

Source : RFI

AMERIQUES

Haïti : famine et désolation

17 janvier 2020

Rappel du contexte

Haïti est en proie à une grave crise avec des manifestations à répétition, souvent émaillées de violences, depuis le mois d'août pour réclamer la démission du président Jovenel Moïse. Selon l'ONU, au moins 42 personnes sont mortes depuis mi-septembre dans ces manifestations organisées dans les principales villes du pays.

Majoritaires dans les manifestations, les habitants des quartiers les plus pauvres exigent d'autant plus la démission du chef de l'État que des entreprises qu'il dirigeait avant son entrée en politique ont été épinglées par la Cour supérieure des comptes comme étant "au cœur d'un stratagème de détournement de fonds".

La mobilisation populaire contre le pouvoir de Jovenel Moïse a été lancée fin août après une longue pénurie de carburants. Le chef d'État n'a pas fourni de détails sur d'éventuelles mesures d'urgence contre les blocages criminels des routes ou pour lutter contre l'emprise des gangs.

L'Etat en Haïti ne dépasse plus les frontières du palais national. Au-delà, les gangs font leur loi. Les massacres perpétrés par les gangs se multiplient.

De plus, la complicité de personnes au pouvoir est fortement soupçonnée, vu que les armes affluent malgré l'embargo.

Un président, et c'est tout

Il n'y a toujours pas d'accord politique en vue. Alors que le président Jovenel Moïse peut désormais gouverner par décret après la caducité du Parlement (déclarée car les législatives n'ont pas eu lieu), l'opposition réclame toujours sa démission et semble réfléchir à une nouvelle stratégie. Jovenel Moïse est seul maître à bord.

« Pays lock », pays bloqué, le large mouvement de contestation qu'elle avait initié de septembre à décembre, entraînant barricades et violences, avait paralysé toute activité économique et commerciale. Un coup dur pour beaucoup de secteurs économiques, dont l'agriculture, qui en avait beaucoup souffert.

Un tiers des Haïtiens en insécurité alimentaire grave, selon le PAM

Plus d'un Haïtien sur trois est dans une situation d'insécurité alimentaire grave, en raison de la crise économique, des troubles sociaux et de la baisse de la production agricole, a averti le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM).

Face à cette situation, l'agence onusienne a intensifié ses opérations pour apporter une assistance alimentaire d'urgence à 700.000 personnes dans le besoin à Haïti.

En 2019, le PAM a répondu aux besoins alimentaires d'urgence de plus de 230.000 personnes parmi les plus vulnérables du pays.

Mais pour continuer à venir en aide à ces populations, le PAM a besoin de financement : en décembre, le PAM avait demandé 62 millions de dollars aux pays donateurs. Mais, elle n'a reçu jusqu'ici que 5 millions.

Sources : RFI, AFP, ONU

Canada : le dirigeant d'une entreprise de BTP lourdement condamné pour corruption

11 janvier 2020

Jugé coupable par un jury en décembre de corruption et d'avoir reçu des pots de vin, un ancien dirigeant de SNC-Lavalin, Sami Bebawi, 73 ans, a été condamné à 8 ans de prison. Cet ancien vice-président de l'entreprise de BTP aurait empoché des millions d'euros de la part des autorités libyennes à la fin des années 90, afin d'obtenir des marchés publics.

Source : RFI

Etats-Unis : 78 000 emplois menacés à cause des représailles sur les produits européens

16 janvier 2020

Les Etats-Unis, avec l'autorisation de l'OMC, ont sanctionné des produits européens à hauteur de 7,5 milliards de dollars en représailles au soutien de l'UE à Airbus.

La salve de droits de douane imposés à l'automne était venue conclure une bataille vieille de 15 ans entre les Etats-Unis et l'Europe, autour de subventions accordées à Airbus.

Ce sont à présent des vins mousseux français, dont le célèbre champagne, qui sont l'objet du courroux du président Donald Trump : il menace de faire grimper à 100% les droits de douane sur ces produits en représailles cette fois à la taxe française sur les géants du numérique.

Par conséquent, la hausse des prix sur ces alcools aux USA y menace jusqu'à 78.600 emplois.

Source : AFP

Passe d'armes entre Apple et le gouvernement américain sur le cryptage des données

21 janvier 2020

Apple et Donald Trump sont lancés dans une nouvelle querelle sur la question de l'accès aux données cryptées des smartphones dans des enquêtes criminelles.

Le président américain s'en est directement pris sur Twitter au fabricant de l'iPhone.

"Nous aidons tout le temps Apple sur la question du COMMERCE et sur bien d'autres problèmes et pourtant ils refusent de débloquent les téléphones utilisés par des tueurs, des dealers ou d'autres éléments criminels violents", peste Donald Trump, en sommant l'entreprise d'"aider notre grand pays. MAINTENANT."

A l'origine, l'attaque en décembre de la base aéronavale de Pensacola, en Floride.

Trois marins avaient été tués par un aviateur saoudien en formation "motivé par l'idéologie jihadiste", selon le ministre américain de la Justice Bill Barr.

Le gouvernement américain réclame depuis l'accès aux deux iPhones du tireur que les enquêteurs ne parviennent pas à débloquent.

Cela relance l'épineux débat du cryptage des données, entre les partisans d'une protection absolue de la propriété privée et ceux qui y voient un obstacle dans des enquêtes criminelles.

Finalement, Apple a remis les sauvegardes iCloud du tireur de Pensacola et assure avoir coopéré avec les autorités. En coulisse et de façon plus générale, l'entreprise s'est même montrée encore plus coopérative avec le FBI.

D'autre part, Reuters relève que Apple a renoncé à autoriser les utilisateurs d'iPhone à crypter entièrement les sauvegardes de leurs données sur sa plateforme iCloud, sous la pression du FBI. Cette décision aurait été prise il y a deux ans environ.

Apple semble donc avoir choisi de coopérer avec les services de sécurité et de renseignements, bien que le géant informatique se pose en défenseur de la confidentialité des données personnelles de ses clients.

Le débat ne porte pas seulement sur Apple. L'an dernier, les gouvernements américain, britannique et australien avaient notamment demandé à Facebook de ne pas crypter l'ensemble de ses plateformes sans garantir un accès aux forces de l'ordre en cas de crimes graves. Une requête refusée par le réseau social.

Le patron de Facebook avait rappelé que la protection de la confidentialité des échanges permettait de protéger les journalistes dans les pays sans liberté de la presse, les manifestants de Hong Kong et les dissidents en général.

En décembre, des sénateurs républicains et démocrates ont par ailleurs envisagé de légiférer pour interdire le cryptage intégral des données.

Sources : AFP, Reuters

Donald Trump ne sera certainement pas destitué

24 janvier 2020

Rappel du contexte

Selon les démocrates (majoritaires à la Chambre des représentants), le président américain est passible d'une destitution pour avoir demandé à un dirigeant étranger, son homologue ukrainien Volodimir Zelenski, d'enquêter sur Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate que Donald Trump pourrait donc affronter lors de l'élection présidentielle de novembre 2020.

Cette enquête a été ouverte après qu'un membre des services du renseignement américain a lancé l'alerte sur une conversation téléphonique le 25 juillet dernier entre Trump et Zelenski, accusant le président américain d'avoir fait pression pour que Kiev ouvre une enquête à des fins personnelles.

Après trois mois d'enquête, la Chambre des représentants, aux mains des démocrates, a adopté le 18 décembre, sans une seule voix républicaine, deux chefs d'accusation contre Donald Trump : abus de pouvoir et entrave au travail du Congrès.

Trump doit être destitué car "le bien et la vérité comptent", affirme l'accusation

Donald Trump a commis un abus de pouvoir pour son profit politique personnel et doit être destitué car "le bien et la vérité comptent", a assuré jeudi l'accusation, au troisième jour du procès historique du président américain devant le Sénat.

Compte tenu de la majorité républicaine au Sénat (53 sièges sur 100), les démocrates n'ont pratiquement aucune chance de gagner le procès. Mais ils espèrent marquer les esprits des électeurs à dix mois de la présidentielle. Il faudrait une majorité des deux tiers (67 voix) pour destituer le président, un seuil a priori inatteignable.

Trump se lâche contre ses accusateurs

Donald Trump s'est déchaîné jeudi contre ses accusateurs démocrates, à qui il a reproché d'avoir présenté de manière "mensongère" et "injuste" les faits.

Se posant à nouveau en victime d'une "chasse aux sorcières", le tempétueux milliardaire a jugé que l'audience fut "la plus injuste et corrompue de l'histoire du Congrès".

Source : AFP

Trump galvanise les militants anti-avortement

24 janvier 2020

Les yeux rivés sur le scrutin de novembre, Donald Trump a participé à la grand-messe annuelle des militants anti-avortement, dénonçant les positions "radicales" de ses adversaires démocrates sur ce sujet très clivant aux Etats-Unis.

"C'est un grand honneur pour moi d'être le premier président de l'Histoire à participer à la Marche pour la vie !", a lancé le milliardaire républicain devant une foule conquise.

Au même moment, dans l'enceinte du Congrès, les sénateurs poursuivaient leurs débats dans son procès en destitution.

A l'approche du scrutin du 3 novembre, où il briguera un second mandat, Donald Trump recherche les votes des chrétiens évangéliques blancs, qui avaient voté pour lui en 2016.

Avec les nominations de Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh à la Cour suprême, 2 juges qui ont cimenté l'institution dans le conservatisme, il a galvanisé les militants anti-avortement.

Source : AFP

Trump en veut à Boeing de lui gâcher "son" économie

21 janvier 2020

Donald Trump a fait part de sa "grande, grande déception" après les déboires de Boeing et s'est inquiété de leurs répercussions potentiellement importantes sur la santé de l'économie américaine, atout majeur du président américain dans sa campagne de réélection.

Boeing a annoncé que le 737 MAX ne revolerait pas avant mi-2020. Ces appareils sont cloués au sol depuis plus de dix mois après deux accidents ayant fait 346 morts. Le cabinet IHS Markit anticipe en effet une baisse du PIB de 0,1 point si le 737 MAX reste cloué au sol jusqu'en juin, et de 0,2 point s'il ne vole pas du tout en 2020.

Au-delà du PIB, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés chez les sous-traitants. La croissance économique est également, selon Donald Trump, freinée par la Banque centrale américaine (Fed), à laquelle il s'est de nouveau attaqué, lui reprochant d'avoir mal géré la politique monétaire.

Le rythme de croissance US, plus soutenu que celui des autres économies développées, est l'un de ses principaux arguments dans sa campagne de réélection. Il s'enorgueillit notamment d'avoir rétabli des relations commerciales plus équitables avec la Chine, après la signature d'un accord préliminaire censé sceller une trêve dans le conflit entre les deux puissances économiques.

Le président se félicite aussi du nouvel accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (AEUMC), qui a été définitivement approuvé par le Congrès américain. Le rêve américain est de retour, plus fort que jamais", avait-il assuré.

Source : AFP

Les Etats-Unis ont désormais une force de l'Espace

21 janvier 2020

Avec la ratification par Donald Trump de la loi de financement militaire 2020, les Etats-Unis ont désormais une force de l'Espace qui sera chargée d'assurer la domination des Etats-Unis sur ce nouveau terrain de guerre.

Chère au président américain, qui s'est heurté dans un premier temps à de vives résistances au sein du Pentagone, la force de l'Espace devient la sixième branche des forces armées américaines, après l'armée de Terre, l'US Air Force, l'US Navy, le corps des Marines et les garde-côtes.

La domination des Etats-Unis dans l'espace est menacée par la Chine et la Russie qui ont développé leurs capacités technologiques. Les menaces vont du brouillage des communications et des satellites GPS à la frappe d'un missile sol-air contre un satellite.

Source : AFP

El Salvador : une nouvelle loi pourrait aider des dizaines de milliers de personnes déplacées par les violences

10 janvier 2020

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicitée de l'adoption par El Salvador d'une législation visant à protéger, aider et offrir des solutions durables aux personnes déplacées internes dans cet État d'Amérique centrale en raison de la violence, du crime organisé et des gangs criminels, ainsi qu'aux personnes qui risquent de devenir des déplacés.

« Cette loi permet à des dizaines de milliers de victimes de déplacement forcé dans le pays d'accéder à une aide humanitaire vitale et de pouvoir exercer à nouveau leurs droits fondamentaux, notamment un accès effectif à la justice », a déclaré un porte-parole du HCR.

Par ailleurs, cette loi prévoit la mise en place, pour la première fois, d'un système national complet qui rassemble un large éventail d'institutions publiques pour collaborer à la prévention et à la réponse aux déplacements forcés.

Une fois signée par le Président Nayib Bukele, la loi peut avoir un impact positif durable sur la vie des 71.500 Salvadoriens qui, selon les estimations, sont devenus des déplacés internes entre 2006 et 2016, ainsi que sur celle de dizaines de milliers d'autres qui risquent d'être également contraints de fuir leur domicile.

La loi reflète la volonté croissante, en Amérique centrale et au-delà, de reconnaître le phénomène du déplacement interne et d'y répondre. Au Honduras, où l'on estime que 247.000 personnes sont devenues des déplacés internes suite à la violence, le Congrès national envisage d'adopter une loi similaire à celle adoptée au El Salvador.

Le Mexique reconnaît également les graves conséquences du déplacement interne et a exprimé son engagement à adopter une loi sur cette question au niveau fédéral.

Le HCR réitère sa volonté de continuer à offrir une assistance technique et opérationnelle aux gouvernements d'Amérique centrale et du Mexique.

En octobre, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a créé un Groupe de haut niveau sur le déplacement interne, afin d'attirer l'attention du monde entier sur ce problème qui affecte plus de 40 millions de personnes à travers le monde en raison des conflits et de la violence, et afin d'y apporter des solutions.

Source : ONU

Honduras : 36 morts lors d'affrontements dans les prisons

23 décembre 2019

Au moins 36 personnes ont été tuées le week-end du 21-22 décembre lors d'affrontements dans des prisons du Honduras, dont l'armée et la police tentent de reprendre le contrôle après une vague d'assassinats liés aux "maras", les bandes criminelles qui infestent le pays.

Les deux massacres sont survenus peu après que le président hondurien Juan Orlando Hernández eut ordonné à la police et l'armée de prendre le contrôle total des prisons du pays, où s'entassaient plus de 21.000 détenus.

La décision présidentielle a été prise trois jours après l'assassinat de 5 membres du gang de la Mara Salvatrucha (MS-13) par un codétenu de la prison de haute sécurité de La Tolva. La veille, c'est le directeur de la principale prison de haute sécurité du pays de El Pozo I, à Santa Barbara (ouest), qui avait été abattu.

Il avait été suspendu peu auparavant pour les besoins d'une enquête sur sa présence lors de l'assassinat par des détenus d'un trafiquant de drogue dont les aveux et des carnets de note avaient permis d'accuser le frère du président hondurien.

Ce dernier a été jugé coupable de trafic de drogue par un tribunal de New York. Il risque une peine de prison à perpétuité.

Le président Hernandez a dénoncé l'inculpation de son frère, estimant qu'elle était fondée sur "le témoignage d'assassins avoués".

Le Honduras reste l'un des plus dangereux pays au monde avec un taux de 40 homicides pour 100.000 habitants en 2018, après un record de 86,5 homicides pour 100.000 habitants en 2011, soit près de neuf fois la moyenne mondiale.

Source : AFP

Guatemala : le nouveau président promet de combattre la corruption

15 janvier 2020

Alejandro Giammattei (droite) a été élu président du Guatemala sur la promesse de combattre la corruption qui empoisonne le pays.

D'ailleurs, son prédécesseur Jimmy Morales termine son mandat sous le feu d'accusations de malversations après avoir promis lui aussi d'en terminer avec ce fléau.

M. Giammattei a aussi promis de combattre la pauvreté, alors que 60% des 15 millions de Guatémaltèques vivent sous le seuil de pauvreté.

Misère, corruption généralisée et terreur des gangs poussent chaque année des milliers de Guatémaltèques à prendre la route des Etats-Unis.

Le Guatemala est un des pays les plus violents du monde : 3.500 homicides chaque année, dont la moitié liés au trafic de drogue ou à la rivalité entre gangs.

Les citoyens peuvent-ils avoir confiance dans le nouveau président ?

M. Giammattei ne souhaite pas le retour d'experts de l'ONU : une commission destinée à lutter contre la corruption, que Jimmy Morales avait renvoyée.

Les opposants de M. Giammattei estiment que cela lui enlève toute crédibilité à sa promesse de lutter contre la corruption.

Source : AFP

Argentine : grave crise économique

21 janvier 2020

Une crise économique secoue l'Argentine : 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Depuis 2018, la monnaie nationale a décroché et le pays a dû demander au FMI un rééchelonnement de sa dette. En contrepartie d'un programme d'austérité, le FMI lui a accordé un prêt de 57 milliards de dollars, dont 44 milliards ont été versés.

Alors que le nouveau président de gauche Alberto Fernandez a déclaré son pays en situation de « *défait virtuel* » concernant le remboursement de sa dette, le gouvernement vient d'adopter des mesures d'urgence. La dette publique représente 93% du PIB, contre 20% en 2016 au début du mandat de M. Macri.

Les mesures d'urgence :

- Hausse de la fiscalité pour les classes supérieures et moyennes
- Taxe de 30 % pour les achats en devises étrangères
- Augmentation des aides sociales pour les plus pauvres

Auparavant, le gouvernement avait décidé de durcir les taxes sur les exportations agricoles, seul secteur en forte croissance.

Le président renvoie la responsabilité de la dégradation économique à son prédécesseur de droite Mauricio Macri.

D'autre part, l'Argentine mise sur le tourisme pour attirer les dollars.

Le ministre argentin du Tourisme a indiqué à l'AFP chercher notamment à attirer Espagnols, Français et Chinois. L'Argentine, première destination touristique en Amérique du Sud, a accueilli environ 7,4 millions de touristes en 2019.

Sources : AFP, RFI

Le Brésil inaugure une nouvelle base en Antarctique

14 janvier 2020

Le Brésil inaugure une nouvelle base en Antarctique qui lui permettra de reprendre pleinement ses recherches scientifiques au pôle sud, huit ans après l'incendie qui avait ravagé ses installations en 2012.

L'Antarctique, pratiquement entièrement recouvert de neige et de glace, recèle d'importantes richesses minérales et la plus grande réserve d'eau potable du monde. Ce continent est encadré par le traité sur l'Antarctique, qui interdit toute militarisation du continent, le réservant "aux seules activités pacifiques" et garantit la liberté de recherche scientifique.

Source : AFP

Bolivie : une enquête pour corruption vise 592 ex-membres de l'administration

9 janvier 2020

Premier président indigène de Bolivie, Evo Morales a démissionné le 10 novembre après avoir été lâché par la police et par l'armée, sous la pression de manifestations de l'opposition qui considérait comme frauduleuse sa réélection au premier tour pour un quatrième mandat.

L'ancien président socialiste considère avoir été victime d'un "coup d'Etat" soutenu par les Etats-Unis et par l'Organisation des Etats américains (OEA). Cela afin de convoiter le lithium. Désormais, le gouvernement bolivien par intérim, dirigé par une sénatrice de droite, va ouvrir une enquête sur 600 membres de l'ancienne administration, pour corruption.

Parmi les personnes visées, des anciens ministres, vice-ministres, et le président Evo Morales lui-même, aujourd'hui réfugié en Argentine.

Plusieurs membres de son gouvernement ont fait de même : ils ont fui.

D'ailleurs l'enquête va surtout se concentrer sur ceux qui ont quitté le pays, pour découvrir qui s'est rendu coupable de corruption, de détournement de fonds public, et surtout qui a dirigé ces fonds vers l'étranger. Les premiers résultats sont attendus pour avril.

D'autres enquêtes visent déjà des compagnies nationales comme celles des télécommunications et du pétrole, et les ministères des mines, de la santé ou encore des retraites. Depuis sa mise en place, le gouvernement par intérim dénonce régulièrement des faits de corruption.

La prochaine présidentielle est prévue le 3 mai. Evo Morales n'a pas le droit de s'y présenter. Ce serait d'autant plus risqué que le gouvernement provisoire a émis mi-décembre un mandat d'arrêt contre l'ancien président pour sédition et terrorisme.

Sources : RFI, AFP

Colombie : 107 défenseurs des droits de l'homme ont été tués en 2019

14 janvier 2020

107 défenseurs des droits humains ont été tués en Colombie en 2019, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). « Nous vérifions 13 cas supplémentaires qui, s'ils étaient confirmés, porteraient le total annuel à 120 meurtres », a déclaré Marta Hurtado, porte-parole du HCDH.

Les attaques s'étaient déjà intensifiées en 2018, lorsque 115 assassinats avaient été confirmés par le Bureau du HCDH.

La grande majorité des 107 meurtres recensés en 2019 en Colombie ont eu lieu dans des zones rurales.

Presque tous ont été commis dans des municipalités où règne une économie illicite et où opèrent des groupes criminels ou des groupes armés. 86% de ces meurtres ont eu lieu dans des villages où le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale.

Source : ONU

RELATIONS INTERNATIONALES

Nord Stream 2 : l'UE et l'Allemagne dénoncent les sanctions américaines

21 décembre 2019

Rappel du contexte

La Russie, premier exportateur de gaz naturel du monde, et son géant Gazprom inaugurent coup sur coup trois gazoducs majeurs ralliant la Chine, l'Allemagne et la Turquie.

Le controversé Nord Stream 2, arrivant en Allemagne, doit approvisionner l'Europe du Nord et de l'Ouest via la Baltique, en contournant l'Ukraine.

Ce projet est dénoncé par l'Ukraine, la Pologne, les pays baltes, mais aussi les Etats-Unis, qui dénoncent la mainmise de Moscou.

Le gazoduc est financé à moitié par Gazprom, à moitié par les Européens.

Mise en service du gazoduc retardée

L'Union européenne et Moscou ont fortement critiqué les sanctions américaines.

Elles "affectent des sociétés allemandes et européennes et constituent une ingérence dans nos affaires intérieures", a réagi Ulrike Demmer, une porte-parole d'Angela Merkel.

Première conséquence : l'entreprise suisse Allseas, qui possède le plus grand navire de pose de pipelines du monde et était engagée par le groupe russe Gazprom, a annoncé la suspension de ses travaux d'installation du gazoduc.

L'entreprise précise qu'elle attend "des clarifications réglementaires, techniques et environnementales de la part des autorités américaines compétentes".

Ces sanctions comprennent le gel des avoirs et la révocation des visas américains pour les entrepreneurs liés au gazoduc.

L'annonce jette le trouble sur l'avenir de ce gigantesque investissement d'une dizaine de milliards d'euros, quasiment terminé et dont l'entrée en service était programmée pour fin 2019 ou, plus probablement, début 2020.

Les Etats-Unis ont justifié leurs sanctions par leur volonté de soutenir Kiev, en conflit avec la Russie depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre dans l'est de l'Ukraine.

Une raison difficile à comprendre.

Car Russie et Ukraine ont conclu un accord sous l'égide de la Commission européenne, alors qu'allait expirer un contrat entre le Russe Gazprom et l'Ukrainien Naftogaz. Ce contrat prolonge le transit du gaz russe en Ukraine.

Cela marque une étape de la détente des relations entre la Russie et l'Ukraine.

Sources : AFP, RFI

L'accord commercial Etats-Unis et Chine "bien meilleur" qu'attendu, selon Trump

20 janvier 2020

La Chine et les États-Unis se livrent depuis 2018 une guerre commerciale qui s'est traduite par l'imposition mutuelle de droits de douane sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels.

Le conflit a démarré à l'initiative de Donald Trump afin de mettre fin aux pratiques commerciales chinoises jugées "déloyales".

Alors que Chine et États-Unis négociaient un accord commercial, une issue se profile enfin.

Le président américain Donald Trump a salué l'accord commercial signé avec la Chine, le jugeant "bien meilleur" que lui-même ne prévoyait.

Les deux pays ont signé la "phase un" de cet accord commercial, au grand soulagement des marchés financiers.

Aux termes de cette trêve conclue entre les deux premières puissances économiques mondiales, le géant asiatique s'est engagé à augmenter sur deux ans de 200 milliards de dollars ses importations de produits américains par rapport à 2017. En contrepartie, les États-Unis renoncent à imposer de nouveaux droits de douane aux exportations chinoises.

Donald Trump a toutefois indiqué que les droits de douane frappant plus de 370 milliards de dollars de produits chinois seraient maintenus tant que la phase 2 de l'accord ne serait pas signée. Celle-ci, qui prévoit de discuter notamment des aides massives que l'État chinois consent à ses industries publiques ou de cybercriminalité, s'annonce ardue.

La croissance chinoise est tombée l'an dernier au plus bas en près de 30 ans, à 6,1%, au moment où la guerre commerciale avec Washington s'intensifiait, et ce malgré les efforts de Pékin pour stabiliser la conjoncture.

Aux USA, le conflit commercial a durement affecté le monde agricole et l'industrie manufacturière, ceux-là mêmes qui avaient porté le président républicain au pouvoir en 2016. Donald Trump a parié sur leur patriotisme, leur demandant de la patience avant des lendemains meilleurs.

Ce conflit inédit a suscité la colère, parfois le désespoir du monde agricole.

Un seul exemple : les exportations de soja américain vers la Chine se sont effondrées en 2018, représentant 3,1 milliards de dollars contre 12,3 milliards en 2017.

Pour atténuer les pertes, l'administration Trump a dû débloquer 28 milliards de dollars d'aide au total entre 2018 et 2019.

Un maigre réconfort pour les agriculteurs, qui n'ont eu de cesse de demander une solution négociée pour reprendre leur activité plutôt que d'être maintenus en vie sous perfusions.

Cependant, le résultat est là, car la Chine a annoncé que son excédent commercial vis-à-vis des États-Unis, objet de vives tensions bilatérales, avait chuté en 2019 (-8,5%).

L'excédent commercial de la Chine vis-à-vis des États-Unis s'est ainsi établi à 295,8 milliards de dollars, contre 323 milliards l'année précédente.

Un haut responsable de l'Administration des douanes, Zou Zhiwu, a indiqué que les importations chinoises de produits américains avaient grimpé fin 2019.

Les achats chinois de soja et de porc américains ont notamment "augmenté de façon significative" en décembre, a-t-il souligné.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

260 millions de chrétiens « fortement persécutés » en 2019 en raison de leur foi

15 janvier 2020

Quelque 260 millions de chrétiens ont été « *fortement persécutés* » dans le monde en 2019, un chiffre en augmentation même si le nombre d'entre eux tués en raison de leur foi a reculé, selon un rapport de l'ONG Portes ouvertes. Portes ouvertes affirme que ses chiffres, qui ne recensent surtout que les assassinats « *prouvés de manière certaine* », sont « *en dessous de la réalité* ».

Cette organisation protestante publie son index annuel des 50 pays où les chrétiens sont le plus pris pour cible, pour la période allant de novembre 2018 à octobre 2019.

Les pays les plus concernés :

- Chine : détérioration de la situation de la liberté religieuse
- Des pays en Afrique, en raison du déploiement du djihadisme

Le nombre de chrétiens tués est passé de 4.305 à 2.983, soit une baisse de 31% par rapport à l'année précédente. Portes ouvertes explique cette diminution par la « *baisse du nombre (connu) de chrétiens tués au Nigeria* ». Pour autant, le Nigeria reste « *en tête* » des pays qui compte le plus grand nombre de chrétiens tués pour leur foi (1.350 morts).

Par ailleurs, en un an, le nombre d'églises prises pour cible (fermées, attaquées, endommagées, incendiées...) a été multiplié par 5 dans le monde, passant de 1.847 à 9.488, tandis que le nombre de chrétiens détenus est passé de 3.150 à 3.711. Toutes persécutions confondues, la Corée du Nord figure à nouveau en tête de ce classement annuel.

Source : Le Figaro

En 2020, des millions de personnes seront confrontées à la faim, notamment en Afrique subsaharienne

31 décembre 2019

L'Afrique subsaharienne sera l'un des points chauds les plus importants en matière de lutte contre la faim en début 2020, a prévenu le Programme alimentaire mondial (PAM).

Des millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire au Zimbabwe, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et dans la région du Sahel central.

Les raisons : sécheresse, conflits armés, effondrement économique.

Le PAM estime qu'il aura besoin de plus de 10 milliards de dollars pour financer intégralement toutes ses opérations dans plus de 80 pays du monde en 2020.

Source : ONU

Les milliardaires du monde détiennent plus d'argent que 60% de l'humanité, selon Oxfam

20 janvier 2020

Les 2.153 milliardaires du globe détiennent désormais plus d'argent que 60% de la population mondiale, dénonce l'ONG Oxfam, soulignant une concentration des richesses au détriment notamment des femmes, "en première ligne" des inégalités.

"Le fossé entre riches et pauvres ne peut être résolu sans des politiques délibérées de lutte contre les inégalités. Les gouvernements doivent s'assurer que les entreprises et les riches paient leur juste part d'impôts" affirme Amitabh Behar, responsable d'Oxfam en Inde, et qui représentera l'ONG cette année au Forum de Davos.

Source : AFP

En 10 ans, la richesse des 10 plus grandes fortunes mondiales a presque triplé

28 décembre 2019

En une décennie la fortune des dix hommes les plus riches de la planète est passée de près de 300 milliards de dollars à un peu plus de 820 milliards, selon la chaîne américaine CNBC. Une augmentation notamment due aux cours de la bourse et à un système politique favorable aux plus riches.

Dominique Plihon, membre de l'ONG Attac et des économistes atterrés, dénonce : « *Il y a à peu près 26 milliardaires dans le monde qui ont autant de richesses que les 4 milliards de personnes les plus pauvres. Cette accumulation de richesse est liée au politique. C'est un choix politique de pratiquer une fiscalité extraordinairement favorable... Ces entreprises sont sous-taxées* ».

En plus de bénéficier de taxes avantageuses certaines des plus grandes entreprises mondiales pratiquent également l'évasion fiscale. Un phénomène qui coûterait chaque année environ 1 000 milliards d'euros rien que dans l'Union européenne

Source : RFI

2019 conclut une décennie meurtrière pour les enfants dans les conflits (UNICEF)

30 décembre 2019

Les enfants continuent de payer un lourd tribut en raison des conflits qui font rage dans le monde entier, a déclaré l'UNICEF, qui note que plus de 170.000 violations graves ont été vérifiées depuis 2010, soit plus de 45 violations par jour contre les enfants dans les conflits.

« Les attaques contre les enfants se poursuivent sans relâche alors que les parties belligérantes bafouent l'une des règles de guerre les plus fondamentales : la protection des enfants. Pour chaque acte de violence contre les enfants qui fait la une, il y en a beaucoup d'autres qui ne sont pas signalés », a déclaré la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore.

En 2018, l'ONU a vérifié plus de 24.000 violations graves contre des enfants, notamment des meurtres, des mutilations, des violences sexuelles, des enlèvements, le refus d'accès à l'aide humanitaire, le recrutement d'enfants et des attaques contre des écoles et des hôpitaux.

Plus de 12.000 enfants ont été tués ou mutilés en 2018. L'utilisation continue et généralisée des frappes aériennes et des armes explosives telles que les mines terrestres, les mortiers, les engins explosifs improvisés, les attaques à la roquette, les armes à sous-munitions et les tirs d'artillerie font la grande majorité des victimes parmi les enfants dans les conflits armés.

Les attaques et la violence contre les enfants n'ont pas cessé tout au long de 2019. Au cours du premier semestre de l'année, l'ONU a vérifié plus de 10.000 de ces violations contre des enfants - bien que les chiffres réels soient probablement beaucoup plus élevés.

Source : ONU

Superbactéries : l'humanité est "à court d'antibiotiques efficaces", avertit l'OMS

17 janvier 2020

"C'est l'une des plus grandes menaces pour la santé que nous ayons identifiées", prévient un responsable de l'Organisation mondiale de la santé.

L'OMS tire le signal d'alarme face au manque de nouveaux antibiotiques, qui menace la lutte contre la propagation des bactéries résistantes aux médicaments.

Ces "superbactéries" tuent chaque année des dizaines de milliers de personnes.

L'agence spécialisée de l'ONU a publié deux nouveaux rapports sur le manque de nouveaux antibiotiques en développement.

Source : Boursorama avec AFP

Année des sages-femmes et du personnel infirmier : l'ONU encourage à en recruter beaucoup plus

1^{er} janvier 2020

Le monde aura besoin de 9 millions de sages-femmes et d'infirmier(e)s supplémentaires pour concrétiser l'engagement pris par les Etats de réaliser la couverture sanitaire universelle à l'horizon 2030, prévient l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Actuellement, il y a 22 millions d'infirmier(e)s et deux millions de sages-femmes dans le monde, ce qui représente la moitié du personnel de santé mondial, selon l'OMS.

C'est en Asie du Sud-Est et en Afrique que les besoins sont les plus criants.

Source : ONU

La Nasa découvre une autre planète de la taille de la Terre dans une "zone habitable"

7 janvier 2020

La Nasa a annoncé que son satellite TESS, chasseur de planètes, avait permis d'en découvrir une nouvelle de la taille de la Terre et à une distance ni trop proche, ni trop éloignée de son étoile pour que de l'eau liquide y soit présente (peut-être).

La planète est baptisée "TOI 700 d" et est relativement proche de nous : à cent années-lumière, a annoncé le Jet Propulsion Laboratory de la Nasa.

Reste à savoir de quoi elle est composée.

L'une des simulations, explique la Nasa, est une planète couverte par des océans avec "une atmosphère dense et dominée par le dioxyde de carbone, similaire à ce à quoi Mars ressemblait quand elle était jeune, selon les suppositions des scientifiques".

Source : AFP

OMC : Chine et États-Unis, les plus gros bénéficiaires d'une institution à l'arrêt

31 décembre 2019

L'OMC a fêté le 1^{er} janvier son 25^e anniversaire dans un état de paralysie. Les États-Unis ont refusé de nommer de nouveaux juges au sein de la cour d'appel de l'Organe de règlement des différends commerciaux (ORD).

Les Américains sont pourtant les premiers bénéficiaires de l'organisation.

En 25 ans, l'OMC a rapporté 87 milliards de dollars aux États-Unis. Selon la fondation allemande Bertelsmann, les Américains en sont les premiers bénéficiaires.

Les Chinois sont juste derrière avec un milliard de moins, alors que Pékin n'a adhéré à l'OMC qu'en 2001. L'Allemagne complète le podium avec 66 milliards. La France, elle, est loin derrière avec 24 milliards de dollars.

Depuis sa création, l'OMC a fait augmenter le PIB de ses États membres de 4,5%.

Des résultats obtenus en abaissant les barrières douanières pour favoriser le commerce.

Mais l'OMC est aujourd'hui à l'arrêt.

Washington souhaite une politique plus protectionniste et n'a pas nommé de juges au sein de son organe de règlement des différends.

Pour débloquer cette situation, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, souhaite rencontrer Donald Trump début 2020.

Source : RFI

Huawei : chiffre d'affaires inférieur aux prévisions, cap sur "la survie" en 2020

31 décembre 2019

Huawei est considéré comme le leader mondial des équipements 5G, la cinquième génération de l'internet mobile.

Mis à l'index par les Etats-Unis, il dégagera en 2019 un chiffre d'affaires inférieur aux prévisions et devra faire de sa "survie" sa priorité en 2020, a annoncé le géant chinois des télécoms.

Le groupe est soupçonné d'espionnage par Washington au profit de Pékin.

Washington redoute que les futurs réseaux mondiaux soient contrôlés, via Huawei, par le régime communiste chinois. L'administration Trump fait pression sur ses alliés pour les convaincre de cesser leur coopération avec Huawei.

L'année 2019 a été difficile pour le numéro 2 mondial du téléphone portable, alors que l'administration Trump a interdit aux entreprises américaines de vendre des équipements à Huawei. Le mastodonte chinois se retrouve ainsi hors d'accès du système d'exploitation Android de Google, au risque de ne plus pouvoir offrir des applications très populaires à ses clients.

Source : AFP

L'ONU suspend le droit de vote pour dix pays, après avoir approuvé un budget de 3 milliards de dollars pour 2020

11 janvier 2020

Dix pays ont perdu leur droit de vote à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ces pays ont accumulé trop d'arriérés dans leurs contributions obligatoires au budget.

Parmi les pays visés figurent notamment le Liban, le Venezuela ou encore la Centrafrique.

Si la Somalie, les Comores et Sao Tomé-et-Principe avaient été épargnés l'année dernière, car des circonstances indépendantes de leur volonté les avaient empêchés de verser leur contribution, cette année, ces trois pays n'échapperont pas à la sanction.

Ils rejoignent la Centrafrique, la Gambie, le Liban, le Lesotho, le Tonga, le Venezuela et le Yémen qui ont également été suspendus.

Une décision que déplorent notamment les autorités libanaises qui appellent à une solution rapide.

L'ONU fait face à une crise de financement depuis de nombreux mois, voire plusieurs années. L'institution a des difficultés chaque année pour boucler ses budgets. Trois milliards de dollars pour le fonctionnement de l'ONU et 6 milliards pour les opérations de maintien de la paix.

Ce budget de 3 milliards de dollars représente une augmentation d'environ 8 millions de dollars par rapport à ce qui avait été initialement demandé par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Il servira à tenter d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Tous les États membres de l'ONU sont censés intensifier leurs efforts en 2020 en vue de la mise en œuvre de ces objectifs, qui sont conçus pour créer un monde meilleur pour tous, tout en protégeant l'environnement naturel.

Les 17 objectifs comprennent notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim, la réalisation de l'égalité des sexes et la prise de mesures urgentes pour lutter contre les effets du changement climatique. Les dirigeants mondiaux ont convenu des ODD en 2015 avec l'échéance de 2030 pour les atteindre.

Source : ONU

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POLLUTION

L'ONU prévoit une météo extrême après une décennie record de chaleur

15 janvier 2020

Après une décennie record en termes de températures, l'ONU s'attend à ce que le réchauffement climatique causé par les gaz à effet de serre se poursuive, alimentant de multiples phénomènes météorologiques extrêmes. Hormis la hausse des températures, il faut noter aussi : fonte des glaces, hausses des niveaux des océans, acidification et augmentation de la chaleur des océans.

Source : AFP

Les Etats sont obligés d'accueillir les réfugiés climatiques

21 janvier 2020

Les Etats ne peuvent pas expulser des individus qui font face à des conditions induites par le changement climatique qui violent le droit à la vie, a estimé le Comité des droits de l'homme de l'ONU, soulignant qu'il s'agit de sa première décision sur une plainte d'un individu demandant l'asile contre les effets du changement climatique.

Pour cet organe des Nations Unies constitué d'experts indépendants, les pays doivent prendre en compte dans leur réponse à des demandes d'asile, les risques liés à la crise climatique. Ioane Teitiota est originaire des îles Kiribati (Pacifique) et il contestait son expulsion en 2015 par la Nouvelle-Zélande, où il avait demandé l'asile en 2013.

Il a par la suite déposé une plainte auprès du Comité des droits de l'homme des Nations unies, arguant qu'en l'expulsant, la Nouvelle-Zélande avait violé son droit à la vie. Ioane Teitiota avait argué que son île de Tarawa-sud souffrait de surpeuplement, de conflits pour l'accès aux terres et d'un déficit d'eau potable en raison de la montée des eaux.

Plusieurs Etats du Pacifique, dont les îles Kiribati, qui culminent à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer, sont considérés comme étant parmi les plus vulnérables au monde face au changement climatique et à la montée des eaux.

Le Comité a estimé que les dommages causés par le changement climatique peuvent se produire à la fois par des événements soudains (tels que des tempêtes et des inondations intenses) et par des processus lents (tels que l'élévation du niveau de la mer, la salinisation et la dégradation des terres).

Source : ONU

Climat : Barclays sous la pression d'actionnaires

8 janvier 2020

Un groupe d'actionnaires de Barclays veut pousser la banque britannique à arrêter de financer les énergies fossiles compte tenu de l'urgence climatique, via une résolution présentée lors de la prochaine assemblée générale, en mai, a annoncé l'ONG ShareAction.

ShareAction rappelle que depuis la signature des accords de Paris en 2015, Barclays a financé à hauteur de plus de 85 milliards de dollars les énergies fossiles, notamment dans le charbon, considéré comme l'une des ressources les plus polluantes de la planète. Cela en fait le plus mauvais élève en Europe dans le secteur bancaire, selon les défenseurs de l'environnement.

Source : AFP

Réduction significative des émissions d'oxydes de soufre des navires à compter du 1^{er} janvier 2020

6 janvier 2020

Une réglementation mondiale qui réduira considérablement les émissions d'oxydes de soufre (SOx) provenant des navires est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Ceci entraînera des impacts positifs à la fois pour la santé humaine et pour l'environnement, a indiqué l'Organisation maritime internationale (OMI).

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la limite de la teneur en soufre du fuel-oil utilisé par les navires est passé de 3,50% à 0,50%.

Le nouveau plafond entraînera une diminution de 77% des émissions de SOx, ce qui équivaut à une réduction annuelle d'environ 8,5 millions de tonnes de SOx.

Cette diminution de la pollution de l'air devrait se traduire par une diminution des problèmes de santé comme les accidents vasculaires cérébraux (AVC), l'asthme, le cancer du poumon et les maladies pulmonaires et cardiovasculaires.

La réduction des émissions d'oxydes de soufre des navires aidera également à prévenir les pluies acides et l'acidification des océans, ce qui aura des effets bénéfiques pour l'agriculture, les forêts et les espèces aquatiques.

Source : ONU